

# LE LOBBYING EN FRANCE

## INVENTION ET NORMALISATION D'UNE PRATIQUE POLITIQUE

---

Guillaume Courty

Ce texte est un complément à la lecture de l'ouvrage publié en 2018 chez Peter Lang (*Le lobbying en France. Invention et normalisation d'une pratique politique*). Ce chapitre complémentaire présente les enquêtes développées, les données collectées ainsi que les réflexions qui ont parcouru tant la rédaction de l'ouvrage que le codage et le traitement des données statistiques.

### Sommaire

1. Le protocole suivi pour découvrir comment le lobbying est devenu un problème .....	2
Les articles de presse : une chronologie .....	4
La bibliographie utilisée pour suivre la normalisation du lobbying .....	16
1.1 Regards français sur les États-Unis .....	16
1.2 Regards anglo-saxons sur la France .....	17
1.4 Publications en langue française sur les groupes d'intérêt en France .....	18
L'espace sémantique composé .....	30
2. Le protocole suivi pour analyser le traitement médiatique des affaires de lobbying .....	35
3. Le protocole suivi pour les enquêtes sur les cabinets et les lobbyistes .....	35
L'analyse des correspondances multiples réalisée sur le marché des cabinets conseil en lobbying. ....	39
L'analyse des correspondances multiples réalisée sur les professionnels du lobbying .....	45
Récapitulatif de la contribution des différentes questions aux axes de l'espace du lobbying. ....	48
Tris à plat des variables utilisées pour étudier la population de lobbyiste (sur la population globale n=764 et la population en activité n=717) .....	52

### 1. Le protocole suivi pour découvrir comment le lobbying est devenu un problème

L'un des axes de la recherche menée a consisté à faire une histoire sociale et politique du lobbying (voir les chapitres 1 et 2 de l'ouvrage). Pour repérer l'invention et les usages de cette pratique, des

corpus bibliographiques ont été constitués pour tenter de suivre à la trace les espaces dans lesquels il a été utilisé et comment.

Repérer l'invention du lobbying et les problèmes qui lui ont été associés nécessite une technique particulière de recherche. Celle qui a été utilisée avait pour objectif de suivre les périples de ce mot et de découvrir les espaces dans lesquels il a donné lieu à des mises en cause, qu'elles aient été prises au sérieux ou non par les médias et les institutions.

Cette méthode s'inspire des tables de transposition utilisées par G. Dumézil lorsqu'il cherchait comment des dieux avaient été adaptés, traduits ou transposés au gré des sociétés dans des textes se succédant dans le temps. Ici, la table a consisté à répertorier les énoncés de trois catégories de faits conçus comme des problèmes dès le début de la III<sup>e</sup> République (l'élection, le travail parlementaire et la sociabilité politique). Cette table a alors progressivement mis en évidence que certains faits étaient particulièrement sensibles, mais étaient énoncés différemment.

Le résultat de cette démarche tient dans cette formule : le lobbying est devenu évident dans la vie politique française quand il a été collé sur des faits qui avaient déjà, mais sous d'autres noms, été considérés comme des problèmes ou des scandales dans la vie politique<sup>1</sup>. Il a donc été connu sous la forme de problèmes qui n'ont pas tous été résolus. Quand dans les années 1950 il est devenu un problème sous ce nom pour la première fois, l'avènement de la Ve République a été également pensé, puis considéré comme une solution pour y mettre fin.

Avant Internet, l'instrument disponible pour suivre ce mot était un dossier de presse tenu par la Fondation nationale des Sciences Politiques (FNSP). Il était doublé du fichier mécanographique du quotidien *Le Monde* déposé à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (ce sont les fiches qui étaient tenues sur les articles déjà publiés sur un thème ou un individu). Ces deux sources ont permis de découvrir les mots sur lesquels le lobbying a été superposé : « Groupes de pression » est celui qui permet de remonter à l'après-Seconde Guerre mondiale et de repérer les premiers usages du lobbying. En suivant ces deux termes sous la IV<sup>e</sup> République, les problèmes posés par les « groupes de pression » ont été isolés. Pour remonter avant la Seconde Guerre mondiale, il a suffi de suivre ces problèmes pour découvrir quels autres mots étaient utilisés pour les exprimer : les Corporations, Syndicats, Groupements, Associations, Clubs, Trusts, Cartels, Féodalités... et autres « puissances d'argent » ont alors refait surface.

Tableau *Les corpus des publications en français utilisées pour trouver l'origine et les usages du « lobbying »*  
(n=699, % en colonne)

Qualité des auteurs	Nombre de publications	%
<b>Médias</b>	271	38,8 %
<b>Acteurs politiques</b>	44	6,3 %
<b>Politiste</b>	185	26,5 %
<b>Autres universitaires</b>	81	11,6 %
<b>Essayiste</b>	22	3,1 %
<b>Anti-lobbying</b>	17	2,4%
<b>Pro' lobbying</b>	79	11,3 %
<b>Total</b>	696	100 %

Source : Les auteurs ayant écrit sur la France en anglais n'ont pas été retenus dans ce corpus, car il est difficile de savoir s'ils ont été lus et s'ils ont participé aux débats sur le lobbying (voir notamment Brown, 1963).

Lecture : Sur les 699 publications retenues, 2,4 % sont le fait des anti' et 39 % des médias, la presse écrite avant tout.

Avec l'avènement d'Internet, une liste de mots-clés a été mise comme thème de veille quotidien sur Google à partir de 2005 : « lobbies », « lobbys », « lobbyistes », « lobbying » et « groupes d'intérêt ». Elle fait remonter chaque jour entre 3 et 10 articles ou pages Web comprenant ces mots.

Ces faits ont été insérés dans une base de données en mettant en parallèle ceux qui relevaient de la politique française et ceux relevant de la politique européenne (et parfois d'autres pays de l'UE).

<sup>1</sup> Un problème ou un scandale renvoient tous les deux à la transgression d'une norme, mais ce sont les mobilisations qui les soutiennent qui les différencient (Garrigou, 1993) : un problème déborde très peu d'un champ (la presse très souvent) quand un scandale renvoie à une pluralité d'espaces qui sont focalisés sur une même transgression même s'ils en donnent une version différente.

Deux bases de données ont été élaborées à partir des références bibliographiques qui suivent. La première base est celle des publications et a pour objectif de comprendre qui écrit dans quel espace et à quel moment sur les groupes d'intérêt. La deuxième est celle des faits utilisés comme des cas ou des exemples de pratiques des groupes d'intérêt. Elle a pour objectif de composer des catégories pertinentes de faits.

Dernière précision sur ces bases : les références qui suivent sont plus nombreuses que celles qui ont alimenté ces bases de données. Deux raisons expliquent ce décalage. En premier, il est faut bien noter que tous les ouvrages ou les articles ne mentionnent pas toujours de faits précis quand ils parlent de lobbying. En second, le traitement statistique a été arrêté en 2016 et ce qui a été lu, dépouillé et archivé après n'a pas alimenté ces bases. Ces références supplémentaires seront peut-être utiles à certain.e.s.

## Les articles de presse : une chronologie

- [1.] Callen Jacques, « Les secrets du "lobby" betteravier », *France Observateur*, 13 mai 1954 n°209 et 27 mai 1954, n°221.
- [2.] Gesmar Renée, « L'activité des lobbies aux Etats Unis », *Le Monde*, 8 décembre 1954
- [3.] Siegfried André, « Qui gouverne la France ? », *Le Figaro*, jeudi 11 août 1955.
- [4.] « Les betteraviers perdent leur procès contre France Observateur », *Le Monde*, 13 décembre 1956.
- [5.] Sauvy Alfred, « quelques vérités sur l'industrie automobile et l'expansion », *Le Monde*, 12 avril 1960.
- [6.] « La fin du lobby des bouilleurs de cru », *La Vie française*, 7 novembre 1974
- [7.] Bloch-Lainé François, « Les associations, les mots et les choses », *Le Monde*, 30 janvier 1978.
- [8.] Tunc André, « Groupes de pression et démocratie », *La Croix*, 9 septembre 1978.
- [9.] « Le lobby écologique », *Le Monde*, 8 avril 1979.
- [10.] Schneider Daniel, « Les lobbies face au pouvoir socialiste », *Le Monde*, 4-5 avril 1982.
- [11.] « Le retour des lobbies », *Le Matin*, 20 février 1982
- [12.] Villeneuve Claude, « Au bonheur des lobbies », *Le nouvel économiste*, n°371, 17 janvier 1983, p.30-34.
- [13.] Ollivier Bernard, « E. Leclerc et la FNTP : les lobbies français à l'heure américaine », *Le Matin*, 6 juillet 1983
- [14.] Pinel Delphine, Morin Brigitte, « Les lobbies à visage découvert », *Science et vie économie*, n°27, avril 1987.
- [15.] « Corporatisme : l'influence des lobbies », *Le Point*, juillet 1987.
- [16.] Gurvey Jean-Noël, « Les réseaux secrets d'influence », *L'Expansion*, 25 sept.-8 oct. 1987.
- [17.] Bréhier Thierry, « Le logement, les machines à sous, le sucre... », *Le Monde*, 1 avril 1988
- [18.] Bréhier Thierry, « Les marchands d'influence en quête de ministrables », *Le Monde*, 1 avril 1988.
- [19.] A. T., « Les lobbys en roue libre », *Libération*, 5 novembre 1988
- [20.] « Les lobbies à l'assaut de la Communauté », *Le Quotidien de Paris*, 15 novembre 1988.
- [21.] Bréhier Thierry, « Taxis, pharmacie... : les groupes de pression sont à l'œuvre », *Le Monde*, 9 juin 1989
- [22.] Mamou Yves, « Ces lobbies qui font l'Europe », *Le Monde*, supplément Affaires, 8 avril 1989
- [23.] « Il y a du lobbying dans l'air », *L'Entreprise*, juillet 1989.
- [24.] « Energie. Naissance d'un lobby européen du pétrole », *Les Echos*, 14 septembre 1989
- [25.] Crie Hélène, « Déchets : le lobby nucléaire de doit plus dicter sa loi », *Libération*, décembre 1990
- [26.] Fressoz Françoise, « Les lobbies sortent de l'ombre », *Les Echos*, 5 janvier 1990
- [27.] « Lobby : les hommes de l'ombre », *Politis*, 15 février 1990
- [28.] Robert-Diard Pascale, « Les groupes parlementaires débordés par les "lobbies" », *Le Monde*, 15 juin 1990
- [29.] Cerri Francesco, « Le manuel du parfait lobbyiste de la CEE », *Libération*, 19 juin 1990
- [30.] Trahmel Sylvie, « Le "lobbying" universitaire cherche sa voie », *Le Monde*, 17 octobre 1990
- [31.] Bourcier Jean-Pierre, « Les caves se rebiffent », *Libération*, 18 octobre 1990.
- [32.] Monnot Caroline, « Le métier en vogue de lobbyiste à Bruxelles », *Le Monde*, 13 mars 1991
- [33.] Garin Christian, « Lobby contre lobby », *Le Monde*, 15 mars 1991
- [34.] Dupin Éric, « Les marchands d'influence sortent de leur ghetto », *Libération*, 19 novembre 1991
- [35.] « Lobby boom ! Entretien avec J.-P. Quentin », *CRC Actualités*, n°5, mai-juillet 1992.
- [36.] Joanny Marc, « Projet de réglementation des lobbies européens », *Les Echos*, 13 janvier 1993
- [37.] Krémer Pascale, « Métier d'influence », *Le Monde*, 16 mars 1993
- [38.] André Catherine, « Les ficelles du lobbying », *Alternatives économiques*, juillet août 1993 [Dossier].
- [39.] André Catherine, « Les professionnels de l'influence », *Alternatives économiques*, juillet août 1993.
- [40.] « Lobbying », *Les Agriculteurs de France*, n°75, octobre 1993.
- [41.] *Droit et patrimoine*, « Mythes et réalités du lobbying des juristes », juin 1994.
- [42.] « La victoire discrète d'un lobby », *Le Monde* (courrier des lecteurs), 15 octobre 1994.
- [43.] Boury Paul, « Le lobbying entre public et privé », *Libération*, 5 janvier 1995
- [44.] Labrouillere François, « Les lobbies entrent en campagne », *Paris Match*, 16 février 1995
- [45.] Courtois Gérard, Chambraud Cécile, « La campagne des lobbys est aussi active que celle des candidats », *Le Monde*, 27 février 1995

- [46.] G. P.-A., « Les candidats du RPR ont fait assaut de charme aux états généraux du textile », *Le Monde*, 28 février 1995.
- [47.] Noblecourt Michel, « De nombreux lobbys se sont faits les porte-parole des électeurs », *Le Monde*, 24 avril 1995
- [48.] « Le Lobbying européen », *Modes et techniques*, n°649, mai, 1995 (signé W. D. B.)
- [49.] « Lobbies. Ce que vous ne savez pas sur votre député », *Le Nouvel observateur*, n°1613 et 1614, octobre 1995.
- [50.] Bresson Gilles, « Comment Matignon a cédé aux lobbys », *Libération*, 2 février 1996
- [51.] Bonnet Philippe, « L'incarnation du lobbying et du cumul à la française », *Libération* 5 février 1996 (nomination de J. Miot à la présidence de l'AFP).
- [52.] « La loi sur l'air contrée par le lobby automobile », *Libération*, 6 février 1996
- [53.] Ecoiffier Matthieu, « La pureté de l'air défendue par un lobby », *Libération*, 8 février 1996
- [54.] Cans Roger, Grosrichard François, Krémer Pascale, « les biocarburants dans l'essence seront obligatoires d'ici l'an 2000 », *Le Monde*, 9 février 1996.
- [55.] « Le Parlement et les lobbys », *L'Information agricole*, n°686, février 1996.
- [56.] Poncet Emmanuel, « Diesel : le gouvernement sonne la fin du privilège. Malgré les lobbys, le gazole pourrait être plus taxé », *Libération*, 18 mars 1996.
- [57.] Sergent François, « Euro parlementaire, une âme de lobbyiste », *Libération*, 27 mars 1996
- [58.] Ecoiffier Matthieu, « Les lobbys automobiles et pétroliers vident la loi sur l'air de son essence », *Libération*, 3 avril 1996
- [59.] Sabatier Patrick, « Aux Etats-Unis, la culture sous pression. Nombre de manifestations sont la cible des lobbys de tous bords », *Libération*, 9 avril 1996
- [60.] Ecoiffier Matthieu, « Face aux lobbys, le tram trace sa voie », *Libération*, 17 avril 1996
- [61.] « L'air, la loi et les lobbys », *Le Monde*, 13 juin 1996 (éditorial)
- [62.] « On souffre trop du poids des lobbys », *Libération*, 2 juillet 1996
- [63.] C. M., Jean-Baptiste de Montvalon, « Les lobbys font le siège de l'Assemblée nationale », *Le Monde*, 30 octobre 1996
- [64.] Krémer Pascale, « Le lobby des brasseurs et des producteurs de vins et spiritueux investit dans la prévention », *Le Monde*, 5 novembre 1996
- [65.] Launet Edouard, « Avec Voynet, le nucléaire voit rouge. Une ministre verte arrive, le lobby prépare la contre-attaque », *Libération*, 12 juin 1997
- [66.] Genthial François, « 100 lobbys qui font la loi en France : agriculteurs, industriels, notaires, taxis, chasseurs, marchands d'armes, labos pharmaceutiques, géants du tabac », *Capital*, n°81, juin, 1998.
- [67.] Lhardit Laurent, Orsatelli Laurent, « Lobbying : agir en stratégie ! », *La Lettre du cadre territorial*, décembre 2000.
- [68.] Telfizian Lisa, « Les nouveaux visages du lobbying », *Le Nouvel Observateur*, N°1870, 7 Septembre 2000.
- [69.] Delacayre Alain, « Comment influencer sur les processus de décision politique. Le lobbying en terrain miné », *Stratégies.fr*, 29 juin 2001.
- [70.] Ginibrière Gaëlle, « Les lobbyistes ne sont plus ce qu'ils étaient », *Le Figaro Entreprise*, 5 novembre 2001.
- [71.] Geneste Alexandra, « Etre ou ne pas être à Bruxelles ? », *La lettre de l'Expansion*, 4 mars 2002.
- [72.] Biseau Grégoire, Pénicaut Nicole, « Les Lobbys attaquent. Associations, syndicats professionnels, entreprises... Jamais les partis politiques n'ont été autant harcelés », *Libération*, 19 avril 2002.
- [73.] Série d'articles (les 12 principaux dossiers) de *La Tribune* sur le lobbying en 2003.
- [74.] M. Br., « Bruce Jackson, lobbyiste dans la "nouvelle Europe" », *Le Monde*, 27 février 2003.
- [75.] Tincq Henri, « Le lobby Pro-religieux se heurte à de fortes résistances laïques », *Le Monde*, 28 février 2003.
- [76.] Smolar Piotr, « Un "manuel de lobbying" islamiste laisse la police sceptique », *Le Monde*, 21 avril 2003.
- [77.] C. G., « Le lobby des armes vise Hollywood », *Journal du Dimanche*, 2 novembre 2003.
- [78.] Ducharne Justine, « Devenir Lobbyiste, entre ombre et lumières », *Le Figaro*, 12 novembre 2003.
- [79.] Mathieu de Heulme Bérengère, « Le 'lobbying' français en échec à Bruxelles », *Le Figaro économie*, 18 mai 2004.
- [80.] Le Cœur Philippe, « Un Livre blanc pour relancer la consommation de vin », *Le Monde*, 1 juillet 2004.
- [81.] « Lutte contre l'obésité : le Sénat cède aux lobbys », *Le Monde*, 10 juillet 2004.
- [82.] Cabut Sandrine, « Les scientifiques à l'assaut du lobby alimentaire », *Libération*, 15 juillet 2004.
- [83.] Garrigos Raphaël, Roberts Isabelle, « Bientôt vautés devant la TVHD ? Certains lobbys réclament déjà le passage à la haute définition », *Libération*, 15 juillet 2004.
- [84.] Ecoiffier M., « Ces lobbys qui vident peu à peu la loi Evin », *Libération*, 21 juillet 2004.
- [85.] Ecoiffier M., « Un rapport qui pousse le bouchon un peu loin. « Vin et Santé », un pesant lobbying pour vanter les qualités de la filière viticole », *Libération*, 22 juillet 2004, page 15.
- [86.] Thorel Jérôme, « La réforme de la sécu inspire le lobby des casinos en ligne », *ZDnet.fr*, 2 août 2004.
- [87.] Ecoiffier M., « Boire ou se reproduire, il faut choisir », *Libération*, 5 août 2004, page 16.
- [88.] Massey Joseph A., « Lobbying, La stratégie de l'initié », *Les Echos*, 2004.
- [89.] Ecoiffier M., « Le vin fera sa pub sans modération », *Libération*, 14 octobre 2004, pages 4-6.
- [90.] Zecchini L., « L'industrie de la défense attend un soutien accru de l'État. Ce lobby estime que l'amélioration obtenue est insuffisante pour contrer les États-Unis », *Le Monde*, 15 octobre 2004.
- [91.] Le Cœur P., « Le Lobby viticole gagne une nouvelle bataille contre la loi Evin », *Le Monde*, 15 octobre 2004.
- [92.] Ecoiffier M., « Alcool. Une nouvelle campagne met l'accent sur les facteurs de risques en ménageant le lobby du vin », *Libération*, 4 novembre 2004
- [93.] Massey Joseph A., « Lobbying : la stratégie de l'initié », *Les Echos.fr*, 2004
- [94.] Lasterade Julie, « L'obésité infantile sous le poids des lobbys », *Libération*, 16-17 juillet 2005.

- [95.] Cypel Sylvain, « Londres l'a emporté grâce à un lobbying efficace auprès du CIO, sensible à ses promesses », *Le Monde*, juillet 2005.
- [96.] Écoiffier M., « Viticulture : lobbying sans modération », *Libération*, 31 octobre 2005.
- [97.] Delaporte Lucie, « Lobbying : moins de connivence, plus de transparence », *Les Echos*, n° 19555, 06 Décembre 2005.
- [98.] Junghans Pascal, « Le lobbying français en plein essor », *La Tribune*, 9 décembre 2005.
- [99.] Stroobants Jean-Pierre, « A Bruxelles, 15000 lobbyistes s'activent dans les coulisses des médias et de l'Union européenne », *Le Monde*, 29-30 janvier 2006.
- [100.] Demetz Jean-Michel, Geoffroy François, « L'Europe à l'ombre des lobbys », *L'Express*, 4 mai 2006.
- [101.] Quatremer Jean, « A Bruxelles, Lobby soit mal y pense », *Libération*, jeudi 4 mai 2006, p.17.
- [102.] Braemer Nicolas, « Lobbies : les assistants parlementaires courtisés », *La lettre du cadre territorial*, n°320, 1 juillet 2006, p.28.
- [103.] Bezat Jean-Michel, « Gdf-Suez : intense lobbying pour convaincre les députés UMP », *Le Monde*, 21 juillet 2006.
- [104.] « Jean-Pierre Raffarin tire les leçons du quinquennat », *Les échos*, 13 septembre 2006.
- [105.] Constanty Hélène, Nouzille Vincent, « Pour qui roulent vos députés », *L'Express*, 28 septembre 2006.
- [106.] « Des députés UMP souhaitent encadrer le lobbying à l'assemblée nationale », *Les Echos*, 2 novembre 2006.
- [107.] P. L., « Les lobbies neufs de l'Assemblée », *Le Canard enchaîné*, 22 novembre 2006.
- [108.] Nouzille V., « Un perroquet conseille le ministre de l'Intérieur », *Agoravox.fr*, 8 décembre 2006
- [109.] Gaetner Gilles, « GDF-Suez : lobbying ou corruption ? », *L'Express.fr*, 23 décembre 2006.
- [110.] Molinat Xavier, « Lobbies et groupes de pression », *Sciences Humaines*, n°177, décembre 2006.
- [111.] « Quand les lobbies battent la campagne », *La vie*, 15 février 2007.
- [112.] Gourdon Jessica, « Métiers du lobbying : l'explosion bruxelloise », *La Tribune*, 23 février 2007.
- [113.] Lecadre Renaud, « Un ex-journaliste en détention pour lobbying Marc Francelet est accusé de s'être fait payer pour faire publier des articles complaisants », *Quotidien*, samedi 31 mars 2007.
- [114.] De Font-Réaulx Antoine, « Réglementer le lobbying », *La Revue parlementaire*, n°895, mars 2007.
- [115.] Adès Didier, Dambert Dominique, « Lobby contre lobby, ou comment jouer de son influence », *Rue des entrepreneurs, France inter*, mars 2007.
- [116.] Bénilde Marie, « Quand les lobbies (dé)font les lois », *Le Monde Diplomatique*, mars 2007.
- [117.] *L'Express.fr*, « Le lobbying devra être plus transparent », 6 juin 2007.
- [118.] Laurent Samuel, « Deux parlementaires ciblent les lobbies », *Le Figaro.fr*, 6 juin 2007.
- [119.] Ripoull Jérôme et Lamkin Vincent, « Un législatif faible engendre des parlementaires pusillanimes qui votent la loi mais ne la font plus », *Le Figaro.fr*, 6 juin 2007.
- [120.] Silvain Pierre, « Lobbying. Des députés sous influence », *Armées.com*, 7 juin 2007.
- [121.] Frangeul Frédéric, « Deux députés veulent encadrer le lobbying », *Europe1.fr*, 7 juin 2007.
- [122.] Grégoriades Cécile, « Lobbying : des députés sous pression », *LeMonde.fr*, 7 juin 2007.
- [123.] Poncet Guerric, « Les députés veulent clarifier leurs relations avec les lobbies », *Le Point.fr*, 9 juin 2007.
- [124.] *Larevueparlementaire.fr*, « Démocratie et lobbying : un mariage impossible », 25 juin 2007.
- [125.] « Bruxelles : le lobbying à visage découvert », *Fenêtre sur l'Europe.fr*, 28 juin 2007.
- [126.] Equy Laure, « Des députés veulent encadrer le lobbying », *Libération.fr*, 4 juillet 2007.
- [127.] Delacroix Guillaume, « Accoyer souhaite rendre le lobbying au Palais Bourbon plus transparent », *Les Echos*, 6 juillet 2007
- [128.] « Une charte déontologique contre le lobbying ? », *Jdd.fr*, 25 septembre 2007.
- [129.] « Des parlementaires veulent davantage réglementer le lobbying », *Challenge.fr*, 25 septembre 2007.
- [130.] « Qui influence qui ? Vers la création d'un registre des lobbyistes européens », [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu), 9 octobre 2007.
- [131.] Beaudouin Christophe, « Les lobbies trois fois plus actifs à Bruxelles qu'à Paris », *observatoiredeurope.com*, 11 octobre 2007.
- [132.] « Plus de transparence pour encadrer les lobbys à Bruxelles », *Financial times, Courrier international*, 11 octobre 2007.
- [133.] « Des lobbyistes aux activités plus transparentes », [www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu), 16 octobre 2007.
- [134.] « Lobbying : Bernard Accoyer saisit le bureau de l'Assemblée », *Lesechos.fr*, 18 octobre 2007.
- [135.] Telfizian Lisa, « Les nouveaux visages du lobbying », *hebdo.nouvelobs.com*, 24 octobre 2007.
- [136.] Akef Amir, « L'évocation par un ministre d'un 'lobby' juif en France divise la presse algérienne », *Le Monde*, 2-3 décembre 2007.
- [137.] Laurent Samuel, « Ne pas confondre lobbying et groupes de pression », propos de Jean-Paul Charié, [www.lefigaro.fr](http://www.lefigaro.fr), 15 janvier 2008.
- [138.] « Lobbying : un député publie un 'livre bleu' », *JDD*, 15 janvier 2008
- [139.] « Un député UMP veut officialiser le lobbying », *Nouvelobs.com*, 15 janvier 2008.
- [140.] « Un député propose de légiférer sur le lobbying », *Challenges.fr*, 16 janvier 2008.
- [141.] « Un député UMP propose un 'code éthique' pour 'organiser' le lobbying », *AFP*, 22 janvier 2008.
- [142.] « Un livre bleu du lobbying », *les-infostrategies.com*, 4 février 2008
- [143.] [Jachri](http://Jachri), « La désinformation du lobby du sel reconnue en justice ! », 15 mars 2008, *lepost.fr*
- [144.] « Pierre Méneton gagne son procès contre le lobby du sel », *20minutes.fr*, 14 mars 2008
- [145.] « Les ONG peuvent-elles changer le monde ? », *Interdépendance.org*, n°70, 2è trimestre 2008.

- [146.] « Plein feu sur le lobbying en Europe », *Europal*, 3 avril 2008, entretien avec A. Stubb.
- [147.] Furbury Pierre-Alain, « Groupes de pression : l'Assemblée nationale peine à trouver la parade », *Les Echos*, 8 avril 2008.
- [148.] « Après l'adoption de la loi OGM, la gauche dénonce la victoire du lobbying », *Le Monde.fr*, 9 avril 2008.
- [149.] « Accoyer ; le 'lobbying' des anti-OGM' », *Le Figaro*, 15 avril 2008.
- [150.] *La Tribune*, « Le Parlement européen veut créer un registre des groupes d'intérêt », 8 mai 2008.
- [151.] Autret Florence, « Poulet à la javel. Bruxelles sous la pression américaine », *Le Télégramme de Brest*, 3 juin 2008.
- [152.] Garcia Caroline, « Un code de bonne conduite pour les représentants d'intérêts auprès de Bruxelles », *Localtis.info*, 11 juin 2008.
- [153.] Roger Patrick, « Les lobbyistes, ces « clandestins » influents du Palais-Bourbon », *Le Monde*, 20 juin 2008.
- [154.] « Bruxelles veut mieux contrôler les lobbyistes », *Ouest France*, 23 juin 2008
- [155.] « Bruxelles tente de contrôler les lobbyistes » <http://www.challenges.fr>, 23 juin 2008
- [156.] Blandine Potemsky, « Lancement du registre des représentants d'intérêts de la Commission européenne », [www.localtis.info](http://www.localtis.info) Welcomeurope, 24 juin 2008.
- [157.] Verhoosel Tanguy, « Bruxelles met les lobbys sous surveillance », 24 juin 2008, <http://www.lenouvelliste.ch/>
- [158.] Ginestet Agnès, « Le lobbying, un processus institutionnalisé au niveau européen », *Journal de l'environnement*, 3 juillet 2008.
- [159.] Bronner Luc, « Des plaques d'immatriculation au cochon, le travail d'un lobbyiste », *Le Monde*, 2 août 2008, p.9.
- [160.] Ricard Philippe, « Les lobbys invités à se faire connaître », *Le Monde*, 3 septembre 2008.
- [161.] Ricard Philippe, « UE : un haut fonctionnaire piégé par deux journalistes britanniques », *Le Monde*, 10 septembre 2008.
- [162.] Le Puill Gérard, « Du lobbying à la corruption », *L'Humanité*, 12 septembre 2008.
- [163.] « Sept anciens dirigeants de la FNSEA jugés en correctionnelle », *LePoint.fr*, 01 octobre 2008
- [164.] [Mathieu](#) Mathilde, « Les lobbyistes à l'assaut de l'Assemblée (3/3). Comment les assistants parlementaires font avaler la pilule... », *Médiapart*, 2 octobre 2008.
- [165.] Fressoz Françoise et Roger Patrick, « Constitution : 50 ans et toujours valide », Entretien M. Debré, *Le Monde*, 4 octobre 2008
- [166.] Delahousse Mathieu, « Tensions en vue au procès de l'« Angolagate » », *Le Figaro*, 6 octobre 2008
- [167.] Bédouet Alain, « [Décideurs sous influence : quel est le vrai pouvoir des lobbys ?](#) », France Inter, Le téléphone sonne, 9 octobre 2008.
- [168.] Servenay David, « Comment lutter contre les lobbys qui assaillent les députés ? », *Rue 89*, 15 octobre 2008.
- [169.] Montaigne Caroline, « Mon « DAF », ce lobbyiste », *Les Echos*, n° 20321, 15 Décembre 2008.
- [170.] Malingre Virginie, « Le scandale de l'«Erminegate» met en lumière des pratiques douteuses des Lords britanniques », *Le Monde*, 28 janvier 2009.
- [171.] « UE : Enquête sur les lobbys de Bruxelles », TF1, jeudi 14 février 2009, JT 20h00.
- [172.] Avril Pierre, « Lobbying : panique à la Commission européenne », *Le Figaro*, 16 février 2009
- [173.] Bronnec Thomas, "Le système des lobbys est absolument nécessaire", *L'Express.fr*, 20 mai 2009, entretien avec A. Lamassoure.
- [174.] Roger P., « Les cabinets de lobbying espèrent tirer profit des nouveaux droits du Parlement », *Le Monde*, 20 mai 2009.
- [175.] Roger P., « Quelques exemples récents de lobbying parlementaire », *Le Monde*, 20 mai 2009.
- [176.] Raulin Nathalie, « Un lobbying inacceptable », entretien avec Patrick Beaudouin, député UMP, *Libération*, 20 mai 2009.
- [177.] Bronnec Thomas, « Un député et les lobbys », *L'Express.fr blog*, 20 mai 2009.
- [178.] Roger P., « Les députés hâtent le pas sur le lobbying », *Le Monde*, 26 mai 2009.
- [179.] AFP, « Lobbying : des décisions "à l'été" et appliquées "à la rentrée" (Accoyer) », 26 mai 2009.
- [180.] « Assemblée et Sénat envisagent d'encadrer l'activité des lobbys », *Le Matin*, 27 mai 2009
- [181.] Servenay David, « Lobbying : que les députés rendent leurs cadeaux ! », *Rue89*, 28 mai 2009.
- [182.] Servenay David, « Lobbying à l'Assemblée : éléments de réponse au blogueur Authueil », *Rue 89*, 30 mai 2009.
- [183.] [Harbulot](#) Christian « Le Lobbying, outil indispensable de la compétitivité », *L'Usine nouvelle*, juin 2009.
- [184.] « Les lobbyistes font leur entrée officielle à l'Assemblée », *Europe 1*, 17 juin 2009.
- [185.] « L'Assemblée encadre l'activité des lobbyistes », *Associated press*, 2 juillet 2009.
- [186.] « Le bureau de l'Assemblée fixe des règles de "bonne conduite" aux lobbys », *L'Express.fr*, 2 juillet 2009.
- [187.] [Mathieu](#) Mathilde, « Les députés imposent un «code de bonne conduite» aux lobbyistes », *Mediapart*, 2 Juillet 2009.
- [188.] [L'Assemblée encadre l'activité des lobbyistes](#), *Nouvel Obs.fr*, 2 juillet 2009
- [189.] « Lobbying : l'Assemblée se fixe un code de bonne conduite », *Les Echos*, 3 juillet 2009, p.16.
- [190.] « Le Fur en pointe sur le contrôle des lobbyistes », *Profession politique*, 3 juillet 2009.
- [191.] Barthélémy Simon, « Lobbys : des groupes de pression en toute légalité à l'Assemblée nationale », *L'Alsace.fr*, 6 juillet 2009
- [192.] « Encadrement du lobbying : La France accouche d'une souris », *EurActiv.fr*, 7 juillet 2009.
- [193.] « Le lobbying enfin reconnu », *CFO-news*, 14 juillet 2009
- [194.] Gaetner Gilles, « Des lobbyistes plus transparents. Ethique. Un code de déontologie à l'intention des groupes d'intérêt », *Valeurs actuelles*, 16 juillet 2009.

- [195.] « Les entreprises françaises à Bruxelles gardent la frite », *Boursier.com*, 20 juillet 2009.
- [196.] Entretien avec J.-C. Alquier, « Pouvoir et lobbys ont intérêt à s'entendre », *Libération*, 23 juillet 2009.
- [197.] Le Bailly David, Lechevallier Anne-Sophie, « Lettre à Sarkozy, chantage à l'emploi, luttes de pouvoir : ils jouent de leur influence dans les cénacles du pouvoir. Les lobbyistes à l'assaut de l'Élysée », *Paris Match*, 28 juillet 2009
- [198.] David Andy, « Les lobbyistes remontent à la source », *Acteurs publics*, septembre 2009, p.43.
- [199.] Maudieu Marie, « Les Français trop discrets à Bruxelles, lobbying », 10 septembre 2009, [www.strategies.fr](http://www.strategies.fr)
- [200.] « Corruption au sein de la consultance belge », <http://www.7sur7.be>, 15 septembre 2009.
- [201.] « Les lobbys ont désormais officiellement accès à l'Assemblée nationale », *La Croix*, 2 octobre 2009.
- [202.] Raim Laura, « Les lobbys badgés au Sénat : avancée ou gadget ? », *L'Expansion*, 08 octobre 2009
- [203.] Taudin Rita, « Contrôler les lobbys pour accroître la démocratie », <http://www.newropeans-magazine.org/content/view/10117/1/>, 08 octobre 2009.
- [204.] Alexandre, 200.000 euros pour Frédéric Lefebvre en 2008 : "Pas de conflit d'intérêts", *Lepost.fr*, 13 novembre 2009
- [205.] Andriamanana Tefy, « Frédéric Lefebvre accusé de conflit d'intérêt, il dément », *L'Express.fr*, 13 novembre 2009
- [206.] Graciet Catherine, « Influences / A l'Assemblée, dans la bulle des lobbys », *Bakchich.info*, 16 novembre 2009.
- [207.] Nazaret Arthur, « Vous aussi devenez lobbyiste spécialisé dans l'environnement ! », *L'EXPRESS.fr*, 16 décembre 2009
- [208.] Graciet Catherine, « Lobbys : Ménage à l'Assemblée », *Backchich info*, 3 janvier 2010.
- [209.] « Lobbys. Des politiques sous influence », *Témoignage chrétien*, 18 février 2010.
- [210.] « Les lobbyistes se rebiffent », *Euobserver.com*, 24 mars 2010.
- [211.] AFP, « Lobbying : Bruxelles critiquée pour son manque de transparence », 4 mars 2010.
- [212.] [Wintour](http://www.wintour.com) Patrick, « David Cameron calls for probe into lobbying affair », [guardian.co.uk](http://www.guardian.co.uk), 21 mars 2010.
- [213.] Fournier Audrey, « Trois membres du Labour suspendus après des accusations de lobbying », *Lemonde.fr*, 23 mars 2010.
- [214.] Malingre Virginie, « Trois ex-ministres britanniques piégés par des faux lobbyistes », *Le Monde*, 24 mars 2010.
- [215.] Toby Helm, *The Observer*, 28 mars 2010.
- [216.] Dasquié Guillaume, « Portrait : Jean-Christophe Alquier », *Libération*, 30 juillet 2010.
- [217.] Dasquié Guillaume, « Parlement : les lobbys mis sous pression », *Libération*, 29 octobre 2010.
- [218.] Botella Bruno, « A quoi sert le registre des lobbyistes », *Acteurs Publics*, 2010, n°68, novembre, p.36.
- [219.] « Des journalistes anglais piègent une firme de relations publiques prête à travailler pour l'Ouzbékistan », *slate.fr*, 6 décembre 2010.
- [220.] Jasor Muriel, « Le lobbying peine toujours à séduire l'entreprise », 25 janvier 2011, *Les échos*
- [221.] Barathon Didier, « Les Syntec Numérique va créer, le 1<sup>er</sup> mars, un poste de responsable du « lobbying », *Distributive*, 14 février 2011.
- [222.] Schepman Thibaut, « Qui sont les lobbyistes les plus entendus à l'Assemblée ? », *20minutes.fr*, 17 mars 2011.
- [223.] Alexandre Piquard, « Des internautes tentent d'établir une liste des lobbyistes de l'Assemblée », *Lemonde.fr*, 17 mars 2011
- [224.] « Quel est le poids des lobbys à l'Assemblée ? », *L'express.fr*, 17 mars 2011
- [225.] Canfin Pascal, « Députés européens : trois pourris, tous pourris ? », *Libération*, 21 mars 2011.
- [226.] « Trois eurodéputés prêts à "vendre leurs services", piégés », *Nouvel Observateur*, 21 mars 2011.
- [227.] de Menthon Pierre-Henri, « Les avocats lobbyistes sortent de l'ombre », *Challenges*, 21 juin 2011.
- [228.] [Forcioli](http://www.forcioli.com) Sophie, « Corruption : un député européen privé de son immunité », *Euractiv*, 24 juin 2011.
- [229.] Relinger Marine, « Lobbyiste : un homme d'influence », *Capital*, 27 juillet 2011.
- [230.] « Quand les lobbys font la loi », *Libération*, 8 septembre 2011[une et ouverture de l'édition]
- [231.] Payet Marc, « [Pour la première fois, la lobbyiste de Servier parle](http://www.leparisien.fr) », *Le Parisien*, 29 septembre 2011.
- [232.] Denton Paul, « Présidentielle 2012 : l'Église entre dans la campagne en brandissant la peur des « lobbys » homosexuels », *Société*, 12 octobre 2011.
- [233.] Chapuis Nicolas, « La Commission européenne cultive le pantouflage », *Libération*, 25 novembre 2011.
- [234.] « [Entretien avec Capucine Fandre](http://www.magazine-decideurs.com) », *www.magazine-decideurs.com*, 13 janvier 2012.
- [235.] « Un lobbyiste des chasseurs était en même temps collaborateur d'un député », *TF1.fr*, 23 janvier 2012.
- [236.] Soubrouillard Régis, « Conflits d'intérêts et lobbys : l'Assemblée s'essaye à la transparence... », *Marianne*, Jeudi 15 Mars 2012.
- [237.] De Staercke Jean-Pierre, « Un fonctionnaire européen jugé pour corruption », *lavenir.net*, 24 avril 2012.
- [238.] Dedieu Franck, Mathieu Béatrice, « Les lobbys qui tiennent la France », *L'Expansion*, 25 avril 2012
- [239.] Saint-Sernin Yann, « Parlement : lobbying à tous les étages ! », *Sud-Ouest*, 25 mai 2012.
- [240.] Vantighem Vincent, « Le lobbying sort de l'ombre », *20minutes.fr*, 4 juin 2012.
- [241.] Lévy Emmanuel, « Parlementaires : sous la menace des lobbys », *Marianne*, n°793, 30 juin 2012, p.102-103 [Dossier *La France est-elle corrompue ?*]
- [242.] Tournier Pascale, « Les lobbys les plus influents de France », *GQ*, n°52, juin 2012.
- [243.] [Rousseaux](http://www.bastamag.net) Agnès, « Deux multinationales condamnées pour corruption de fonctionnaire européen », *bastamag.net*, 4 juillet 2012.
- [244.] « Lobbying : des parlementaires bien entourés », *DirectMatin.fr*, 4 octobre 2012.
- [245.] Untersinger Martin, « Victoire des pigeons : le vieux lobbying des coulisses est mort », *Rue89*, 8 octobre 2012.
- [246.] Bekmezian Hélène, "A l'Assemblée, des lobbyistes encore trop discrets", *Le Monde*, 13 octobre 2012.
- [247.] Botella Bruno, " Les députés font le ménage dans la liste des lobbyistes", *Acteurs publics*, 17 octobre 2012.

- [248.] « Le lobby OGM mis à la porte de l'Assemblée Nationale », *L'usine nouvelle*, 18 octobre 2012.
- [249.] C dans l'air, « Le gouvernement à l'épreuve des lobbys », Invités, C. Barbier, R. Bacqué, Olivier Duha (Croissance plus), T. Coste, France 5, jeudi 18 octobre 2012.
- [250.] Honoré Renaud, « à Bruxelles, les zones d'ombre du lobbying », *Les échos*, 26 octobre 2012.
- [251.] Lecadre Renaud, « Étrange audience pour un lobbyiste », *Libération*, 3 novembre 2012.
- [252.] Fort Laura, "Diplomates d'entreprise : les hommes de l'ombre", *La Tribune*, 13 novembre 2012.
- [253.] Boullay Catherine, « Les lobbys font-ils la loi en France ? », *Les Inrocks*, 21 novembre 2012.
- [254.] Unevoixoff, « Lobbying dans tous les vestibules », *Le cercle – Les Echos*, 4 décembre 2012.
- [255.] Gloanec Mathilde, « Groupes de pression à l'assaut du Parlement. Quand les avocats d'affaires écrivent les lois », *Le Monde Diplomatique*, n°706, janvier 2013.
- [256.] « La Commission européenne dans la tourmente des lobbys », *Le Point.fr*, 10 janvier 2013.
- [257.] Jossec Gildas, "2013 : année européenne des citoyens... ou des lobbyistes ?", *Bastamag.net*, 31 janvier 2013.
- [258.] « Une plate-forme pour débusquer les lobbys », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12 février 2013.
- [259.] [Krug](#) François, « Lobbys à l'Assemblée : le grand ménage n'aura pas lieu », *Rue89*, 13 février 2013.
- [260.] « Lobbys à l'Assemblée : publication du rapport du député Sirugue », *L'Entreprise*, 1 mars 2013.
- [261.] Loussaouarn Audrey, « Lobbys : ménage à la marge », *L'Humanité*, 4 mars 2013.
- [262.] Montaggioni Benoît, « Fini le lobbying de couloir », *Le Journal de Saône et Loire*, 5 mars 2013.
- [263.] [GermainGracAubert](#), "Ne chassons pas les lobbys de l'Assemblée nationale, intégrons-les aux débats dans la transparence", *L'Express*, 05 mars 2013.
- [264.] Rotman Charlotte, « Face aux lobbys, l'Assemblée veut régler la pression », *Libération*, 8 mars 2013.
- [265.] Bissuel Bertrand, Dupont Gaëlle, « Les 7000 associations de l'UNAF, puissant lobby des familles », *Le Monde*, 9 avril 2013.
- [266.] Tabet Marie-Christine et Valdiguié Laurent, "L'étrange lobbyiste de Jérôme Cahuzac", *Le Journal du Dimanche*, 21 avril 2013.
- [267.] « Ces lobbys qui nous pourrissent la vie », *20 minutes*, 22 avril 2013.
- [268.] Bacqué Raphaëlle, Chemin Ariane, « Après l'affaire Cahuzac, Stéphane Fouks met fin à son activité de conseil politique à des ministres », *Le Monde*, 22 avril 2013.
- [269.] « Affaire Cahuzac : Sanofi prend ses distances avec un de ses lobbyistes », *Le Monde*, 26 avril 2013.
- [270.] Bègue Brigitte, « Les lobbys font de la résistance », *Viva.presse*, 29 avril 2013.
- [271.] Botella Bruno, « Nouvelles règles du jeu pour les lobbyistes à l'Assemblée », *Acteurs publics*, 3 mai 2013.
- [272.] « Finances : attention lobbying », *Alternatives économiques*, n°324, mai 2013.
- [273.] Pechberty Matthieu, « L'Etat accro au Tabac », *Le journal du Dimanche*, 2 juin 2013.
- [274.] Jarrassé Jim, « L'industrie du tabac en flagrant délit de lobbying auprès de parlementaires », *Le Figaro*, 2 juin 2013.
- [275.] « Le lobbying : le déjeuner qui dérange », *Le Point*, 03 juin 2013.
- [276.] Vincent Faustine, « Royaume-Uni : les liaisons dangereuses des parlementaires avec les lobbys », *20minutes*, 3 juin 2013.
- [277.] « Lobbying : ce déjeuner d'élus à 10.000 euros (au frais d'un fabricant de cigarettes) qui dérange », *La tribune*, 2 juin 2013.
- [278.] Tronche Sébastien, « La grosse colère de Marisol Touraine contre le gueleton des députés payé par l'industrie du tabac », *Europe 1*, 4 juin 2013.
- [279.] Godon Pierre, « Rolang Garros : les lobbys montent au filet », *FranceTvinfo*, 6 juin 2013.
- [280.] Prud'homme Cécile, « Autour des députés, le ballet des lobbyistes sur le projet de loi sur la consommation », *Le Monde*, 8 juin 2013.
- [281.] Nouzille Vincent, « Ce lobbys qui bloquent la France », *Le Figaro Magazine*, 14 juin 2013.
- [282.] Conan Eric et Jaillette Jean-Claude, « Corinne Lepage voit la main des lobbys partout », *www.marianne.net*, 18 Juin 2013.
- [283.] Chaillot Mathias, Durand Jean-Baptiste, « Assistants parlementaires, lobbyistes, ou emplois fictifs », *Rmc.fr*, 21 juin 2013.
- [284.] « Lobbying : pas de sanction pour les élus invités à déjeuner par... British American Tobacco ? », *Latribune.fr*, 24 juin 2013.
- [285.] Chaulet Paul, « Moralisation : « la loi instaure plus le contrôle des élus que la transparence », *L'Express*, 25 juin 2013.
- [286.] Jasor Muriel, « Lobbying : bientôt un registre public ? », *Les échos*, 26 juin 2013.
- [287.] MC, « La chasse aux lobbys est déclarée », *Le Parisien*, 26 juin 2013.
- [288.] « Politique ; jusqu'où vont les lobbys ? », *France Culture*, 28 juin 2013
- [289.] Le Goaster Matthieu, « Lobbying et transparence sont-ils compatibles ? », *economiamatin.fr*, 28 juin 2013.
- [290.] Goosz Yaël, « Prix du tabac : les lobbys à la manœuvre », *RTL.fr*, 1 juillet 2013.
- [291.] « Eviction de Batho : Matignon nie avoir été influencé par des lobbys », *LePoint.fr*, 4 juillet 2013.
- [292.] « Limogeage. Delphine Batho charge Ayrault et les lobbys », *Ouest France*, 4 juillet 2013.
- [293.] « Delphine Batho met en cause les lobbys, Matignon dément », *Le Parisien*, 4 juillet 2013.
- [294.] « Batho et les lobbys : comment est née la polémique », *Challenges.fr*, 5 juillet 2013.
- [295.] Martial You avec Gabriel Vedrenne, « Delphine Batho victime des lobbys », *Europe1.fr*, 5 juillet 2013.
- [296.] Freyssenet Elsa, « Batho se dit victime des lobbys et de la rigueur », *Les échos*, 5 juillet 2013.



- [297.] « Lobbies du gaz de schiste : EELV attend des « actes », *France Info*, 5 juillet 2013 (interview de B. Pompili, coprésidente du groupe écologie les verts à l'AN).
- [298.] Baudet Marie-Béatrice, « L'ex-ministre de l'écologie se dit victime des lobbies économiques », *Le Monde*, 5 juillet 2013.
- [299.] Garric Audrey, « L'écologie, cible favorite des lobbies économiques », *Le Monde*, 5 juillet 2013.
- [300.] Haus Hélène, « Corinne Lepage : « les lobbies énergétiques sont les plus puissants », *La Tribune*, 5 juillet 2013.
- [301.] Rose Michel, « Le PDG de Total n'est pas d'accord avec Batho sur les lobbies », *Lepoint.fr*, 6 juillet 2013.
- [302.] « Affaire Batho : le patron de Total estime « déplacé d'accuser les lobbies », *Boursier.com*, 6 juillet 2013.
- [303.] « Départ de Batho : le PDG de Total juge « déplacé » de mettre en cause des lobbies », *Le Parisien*, 6 juillet 2013.
- [304.] Gabouveau Adrien, « Thomas Porcher, un économiste contre les lobbys », *Paris Match*, 6 juillet 2013
- [305.] « Imputer l'éviction de Delphine Batho aux lobbies semble « déplacé » au PDG de Total », *Leséchos.fr*, 6 juillet 2013.
- [306.] « Départ de Batho : pour Christophe de Margerie, parler de lobbies est "déplacé" », *BFM.fr*, 6 juillet 2013.
- [307.] A.-G. V., « Le PDG de Total réfute que des lobbies aient fait partir Delphine Batho », *Latribune.fr*, 6 juillet 2013.
- [308.] Favre Hervé, « Marie-Christine Blandin : « si les lobbies font la loi, nous n'avons pas notre place dans ce gouvernement », *La voix du Nord*, 7 juillet 2013.
- [309.] Gallois Claire, "Delphine Batho et le lobby des petits cochons", *Le Point.fr*, 8 juillet 2013.
- [310.] Levy Emmanuel, « Les lobbies ont table ouverte à l'Élysée », *Marianne*, 29 juillet 2013.
- [311.] « B. Tapie : j'ai fait du lobbying », *Europe 1*, 30 juillet 2013.
- [312.] Dusseaulx Anne-Charlotte, Vaillant Gaël, « Canfin : la vraie victoire des lobbies serait le départ des écologistes du gouvernement », *Le JDD*, 21 août 2013.
- [313.] « A l'assemblée, les lobbyis priés de s'annoncer », *Libération*, 28 août 2013.
- [314.] Alemagna Lilian, « Un certain nombre de puissances économiques bloquent les réformes », *Libération*, 28 août 2013, entretien avec Delphine Batho.
- [315.] Bommelaer Claire, « Au Panthéon, les lobbies reconnaissant », *Le Figaro*, 2 septembre 2013.
- [316.] Belfils Steven, « Cigarette : « les lobbyis sont allés trop loin », *Lyon Capitale*, 5 septembre 2013.
- [317.] Espitalier Nicolas, « Jeux Olympiques 2020 : Madrid, Tokyo ou Istamboul », *Sud-Ouest*, 7 septembre 2013.
- [318.] Prudhomme Cécile, Rollot Catherine, « Projet de loi logement : bataille inégale entre lobbyis avant l'examen au Parlement », *Le Monde*, 9 septembre 2013.
- [319.] Vandystadt Nathalie, « La « directive tabac », un cas d'école du lobbying européen », *La Croix*, 11 septembre 2013.
- [320.] Morvan Alain, « Chantal Perrichon : « Contre les lobbyis vroum », *Le républicain lorrain*, 12 septembre 2013.
- [321.] Bécu Elodie, « La transition énergétique bouscule les lobbies. Questions à Delphine Batho », *Dernières nouvelles d'Alsace*, 12 septembre 2013.
- [322.] Payet Marc, « Lobby du tabac : Philipp Morris fiche les Eurodéputés », *Le Parisien*, 21 septembre 2013.
- [323.] « La vérité sur les lobbyis à Bruxelles », *La Dépêche*, 24 septembre 2013 (entretien avec C. De Veयरac)
- [324.] Santi Pascale, « Intense lobbying contre la directive sur les produits du tabac », *Le Monde Science et techno*, 30 septembre 2013.
- [325.] Brun Thierry, « Travail du dimanche : anatomie d'un lobbying contre le code du travail », *Politis.fr*, 30 septembre 2013.
- [326.] Stoll Guillaume, « Lobbying à l'Assemblée : une activité mieux encadrée », *Le nouvel observateur*, 1 octobre 2013.
- [327.] « L'activité des lobbies davantage encadrée à l'Assemblée », *Le Figaro*, 1 octobre 2013.
- [328.] Bekmezian Hélène, « L'assemblée encadre l'activité des lobbies auprès des députés », *Le Monde*, 1 octobre 2013.
- [329.] Lamant Ludovic, Mathieu Mathilde, « Lobbies au Parlement : fallait-il s'inspirer du 'modèle bruxellois' », *Mediapart*, 2 octobre 2013.
- [330.] Bureau Martin, « Règles durcies pour les lobbies à l'Assemblée nationale », *L'Express*, 2 octobre 2013.
- [331.] Bosdecher Laurie, « Lobbying chez les Froggies », *Sud-Ouest*, 7 octobre 2013.
- [332.] Quatremer Jean, « Les lobbyis de l'internet spamment Bruxelles », *Libération*, Blog, 8 octobre 2013.
- [333.] Delrue Benoit, « Le tabac passé au filtre des lobbyis », *L'humanité*, 9 octobre 2013.
- [334.] « Les lobbyis à l'Assemblée : une transparence en demi-teinte », *AFP – 20 minutes TV*, 10 octobre 2013.
- [335.] De la Brosse Julie, Masse-Stamberger Benjamin, « Gaz de schiste, nucléaire... Des lobbyis sous haute tension », *Lexpansion.fr*, 17 octobre 2013.
- [336.] « UE : des amendements rédigés par des lobbyis », *Le Figaro*, 21 novembre 2013.
- [337.] Alemagna Lilian, « Notre départ du gouvernement serait la grande victoire des Lobbyis », *Libération*, 13 décembre 2013.
- [338.] « Le lobbying, une idée à creuser », *Var Matin*, 17 décembre 2013.
- [339.] « Lobbying : deux députés dévoilent sur Twitter le colis de Noël envoyé par un géant de l'agroalimentaire », *Le Huffpost*, 19 décembre 2013.
- [340.] Bonnet Fabien, « Delphine Batho fait-elle peur aux lobbyis ? », *La nouvelle République*, 20 décembre 2013.
- [341.] « La députée Catherine Lemorton se moque des lobbyis », *Paris Match*, 20 décembre 2013.
- [342.] « Lobbying : au moins 2 millions d'euros de dépenses annuelles au Parlement », *Médiapart*, 2 janvier 2014.
- [343.] Bouchet-Petersen Jonathan, « Des lobbyis parlementaires en pleine lumière », *Libération*, 3 janvier 2014.
- [344.] Alimi Jannick, « Lobbyis, bas les masques ! », *Le Parisien*, 5 janvier 2014.
- [345.] AFP, « Lobbyistes à l'Assemblée nationale : un registre public est en ligne », *Libération*, 6 janvier 2014.

- [346.] [Pudlowski](#) Charlotte, « Le lobbying des chaînes de télé pour réduire les obligations de financement des films », *Slate.fr*, 8 janvier 2014.
- [347.] « Les avocats parisiens consacreront 1 million au lobbying en 2014 », *Le Figaro*, 15 janvier 2014.
- [348.] Philippin Yann, « Lobbying, dérives et pression de l'américain Merck », *Libération*, 3 février 2014.
- [349.] « Gaz de Schiste : les lobbys français persistent », *Le Figaro*, 2 février 2014.
- [350.] Blase Louis, « Ces lobbys qui financent la théorie du genre », *24h actu*, 7 février 2014.
- [351.] Bové J., « Contre les lobbys, on a gagné des batailles », *Le Parisien*, 20 février 2014.
- [352.] Bové J., « Montpellier : José Bové explique les lobbys au cœur de l'Europe », *Midi Libre*, 26 février 2014.
- [353.] Ricard Philippe, « E-cigarette : bataille de lobbys autour d'une directive européenne », *Le Monde*, 28 février 2014.
- [354.] Fargues Laurent, « Comment le lobby des laboratoires pharmaceutiques bloque les médicaments génériques », *Challenges.fr*, 21 avril 2014.
- [355.] Fleitour Gaëlle, « Un lobbying irréprochable ? Ce n'est pas le cas de la pharmacie » estime Yves Medina, *Usinenouvelle.fr*, 24 avril 2014
- [356.] « Lobbying : le diesel se rebiffe », *Zepros Métiers auto*, *zepros.fr*, 25 avril 2014.
- [357.] « Déportation : la désinformation des lobbys homosexuels », *infos-bordeaux.fr*, 29 avril 2014.
- [358.] « Le lobby de la bière irrite la députée », *La dépêche*, 3 mai 2014.
- [359.] Pelloli Matthieu, « L'activité des lobbys au crible », *Le Parisien*, 13 mai 2014.
- [360.] Bekmezian Hélène, « En trois clics, consultez les prises de position de quatre cents lobbys », *Le Monde*, 13 mai 2014.
- [361.] Daussy Laure, « Le lobby secret des super-patrons », *Arrêt sur images*, 13 mai 2014.
- [362.] « Rythmes scolaires : le lobbying de Lyon », *LePoint.fr*, 15 mai 2014.
- [363.] Pascariello Pascale, « Bruxelles, rue des lobbys », *Mediapart*, 18 mai 2014.
- [364.] Massilon Julien, « Pascal Durand : Mes adversaires, ce sont les lobbys anti-avortement, catholiques et réactionnaires », *Yagg.france*, 16 mai 2014.
- [365.] Davesne Solène, « Les français soignent leur influence », *L'Usine Nouvelle*, 15 mai 2014.
- [366.] Hourdeaux Jérôme, « Parlement européen : plongée dans le lobbying au quotidien », *Mediapart*, 26 mai 2014.
- [367.] Thépot Mathias, « élections européennes : comment lutter contre les lobbys financiers ? », *Latribune.fr*, 21 mai 2014.
- [368.] Godin Romaric, « Parlementaires, conseillers, lobbyistes : comment fonctionne l'Europe ? », *Latribune.fr*, 21 mai 2014.
- [369.] Fréour Pauline, « Les cigarettiers coupables de « blanchiment moral » », *LeFigaro.fr*, 22 mai 2014.
- [370.] Baron Rodolphe, « Chroniqueur, VRP, Lobbyiste... ex-ministre cherche tout nouveau job », *Rue89*, 22 mai 2014.
- [371.] « On gagnera ! David a sa chance ! » (Entretien avec Y. Martinet, président du CNCT), *Le républicain lorrain*, 27 mai 2014.
- [372.] « Les lobbys bloquent la réforme bancaire », *Le Figaro.net*, 27 mai 2014 (C. Lagarde à Londres)
- [373.] « Tabac : le lobbying des « industriels de la mort » », *L'Humanité*, 30 mai 2014.
- [374.] « L'industrie du tabac au cœur du Parlement européen », *Mediapart*, 3 juin 2014.
- [375.] « Comment le lobby breton aurait fait main basse sur la réforme territoriale », *20 minutes*, 4 juin 2014.
- [376.] « Transition énergétique : les Verts dénoncent les « lobbys », y compris au gouvernement », *Lemonde.fr*, 8 juin 2014.
- [377.] « Transition énergétique : les Verts dénoncent les « lobbys » au sein même du gouvernement », *La Tribune*, 8 juin 2014.
- [378.] « Transition énergétique : Cosse met en cause les « lobbys », y compris au sein du gouvernement », *boursorama.com*, 8 juin 2014.
- [379.] Gabriel Vedrenne, « Transition énergétique : Royal dément le report du projet de loi », *Europe 1*, 8 juin 2014.
- [380.] Caillat Sophie, « Mais qui veut encore torpiller la loi Alur ? Duflot dénonce (encore) les lobbys », *rue89*, 11 juin 2014.
- [381.] « Lobbying lorrain pour l'intégration de la Champagne Ardenne », *Le républicain lorrain*, 13 juin 2014.
- [382.] Dupin Laurent, « François Hollande, la France et le secteur du numérique : com' et lobbying assumés », *Leplus.nouvels.com*, 13 juin 2014.
- [383.] Serafini Tonino, « Encadrement des loyers : les lobbyistes à l'œuvre », *Libération*, 13 juin 2014.
- [384.] « La France recule en Europe face aux lobbys OGM », *Reporterre*, *Le quotidien de l'écologie*, 14 juin 2014.
- [385.] « Ecotaxe : les « lobbys » dénoncés (FNE) », *LeFigaro.fr*, 23 juin 2014.
- [386.] Neveux Camille, « Le Parlement s'attaque au lobby du tabac », *Le Journal du dimanche*, 29 juin 2014.
- [387.] Geeraerts Fanny, « 120 jeunes lobbyistes contre la pauvreté », *Lavenir.net*, 3 juillet 2014 (One envoie 120 jeunes pour sensibiliser les élus, 2 les reçoivent).
- [388.] « Les députés PS lancent le lobbying », *Sud-Ouest*, 8 juillet 2014.
- [389.] Baldeweck Yolande, « Organiser le lobbying contre les pro-Bruxelles », *lalsace.fr*, 17 juillet 2014.
- [390.] Horel Stéphanie, « La recette du lobbying », *Huffingtonpost.fr*, 8 août 2014.
- [391.] Levy-Marianne Emmanuel, « Sous Macron, les lobbys avaient (vraiment) table ouverte à l'Elysée », *Marianne*, 27 août 2014.
- [392.] Normand Jean-Michel, « La livraison par drone est aussi une affaire de lobbying », *Le Monde*, 2 septembre 2014.
- [393.] Merckx Ingrid, « Comment les lobbys ont eu la peau de la loi Alur », *Politis*, 4 septembre 2014.
- [394.] « Les lobbys ont fait reporter l'écotaxe poids lourds à 2014 », *Challenges*, 6 septembre 2014.
- [395.] Untersinger Martin, « Loi antiterrorisme : les lobbys des télécoms ont l'oreille des députés », *Le Monde*, 16 septembre 2014.

- [396.] Menal H  l  ne, « Toulouse : les entreprises de travaux publics font du lobbying pour sortir de l'orniere », 20.minutes.fr/toulouse, 23 septembre 2014.
- [397.] « Lanceurs d'alerte : comment se protéger des lobbys industriels ? », bastamag.net, 24 septembre 2014.
- [398.] « Petits arrangements entre amis du bisphénol A », terraeco.net, 25 septembre 2014.
- [399.] De Senneville Valérie, « Le nouveau pouvoir des lobbys au Parlement », Lesechos.fr, 30 septembre 2014.
- [400.] Honoré Renaud, «   a se passe en Europe : le hit-parade du lobbying européen », *Les   chos*, 2 octobre 2014.
- [401.] « Royal dénonce la pression des lobbys contre la transition énergétique », Le Parisien, 3 octobre 2014.
- [402.] « Lobbys, conflits d'intérêts : le scandale des perturbateurs endocriniens », Agoravox.fr, 6 octobre 2014.
- [403.] Coignard Sophie, « Assemblée nationale : des lobbys si discrets », Le Point.fr, 7 octobre 2014.
- [404.] De Santis Gaël, « Le lobbying et la finance au sommet de l'Europe », *L'Humanité.fr*, 7 octobre 2014.
- [405.] Chapelle Sophie, « Carburants très polluants : le lobby pétrolier remporte une bataille », 8 octobre 2014.
- [406.] « Quand l'eurodéputé Gaston Franco adorait les lobbyistes du tabac », Nicematin.com, 8 octobre 2014.
- [407.] Garoscio Paolo, « Lobbying : Copé a-t-il aidé Coca-Cola contre la taxe sodas ? », economiematin.fr, 9 octobre 2014.
- [408.] Pauchant Ludovic, « Noël Mamère : Sur l'écotaxe, le gouvernement a capitulé devant les lobbys », Francebleu.fr, 9 octobre 2014.
- [409.] Pechberty Matthieu, « Deux députés enfum  s par Philip Morris », Le JDD, 16 octobre 2014.
- [410.] « La loi sur l'obligation d'informer deux mois à l'avance les salariés du projet de cession d'une PME est-elle en danger ? », La tribune, 18 octobre 2014 [B. Hamon dénonce le lobbying du Medef contre la loi qu'il a fait voter].
- [411.] Moreaux Raphaël, « Lobbying : les hauts fonctionnaires et décideurs publics pas assez contrôlés », Acteurs publics, 21 octobre 2014.
- [412.] Vignal François, « Amendements clefs en main, petits cadeaux : le poids des lobbys au Parlement », Public Sénat, 21 octobre 2014.
- [413.] Kis Martine, « Lobbying : les mauvaises notes de la France », *Le courrier des maires et des élus locaux*, 21 octobre 2014.
- [414.] Bekmezian H  l  ne, « La France, mauvaise élève du lobbying », *Le Monde*, 21 octobre 2014.
- [415.] Cossardeaux Joel, « Le parlement jugé poreux face aux lobbys », *Les   chos*, 21 octobre 2014.
- [416.] F. Mathilde, « La France ne lutte pas contre la corruption et les lobbys d'après l'OCDE », actumag.fr, 24 octobre 2014.
- [417.] « Nice-Matin : intense lobbying de Rossel », PresseNews.fr, n  476, 28 octobre 2014.
- [418.] Nasi Margherita, « Haro sur le « pouvoir » des entreprises multinationales », *Le monde*, 3 novembre 2014 (compte rendu de la parution de l'ouvrage de S. George, les usurpateurs).
- [419.] Favilla, « Les infortunes de la vertu publique », *Les   chos*, 5 novembre 2014.
- [420.] Renier Romain, « Professions r  glement  es : une réforme a minima », *Alternatives économiques*, n  340, novembre 2014.
- [421.] Lemonnier Jérôme, « Le Val d'Orge amplifie son lobbying contre le « grand Evry », et après ? », Essoneinfo.fr, 13 novembre 2014.
- [422.] Lignières Paul, « Lobbying : sortir du déni de réalité », *Les   chos.fr*, 17 novembre 2014.
- [423.] Ducourtieux Cécile, « La nouvelle commission européenne s'attaque au sujet délicat des lobbys », *Le Monde   conomie*, 19 novembre 2014.
- [424.] Honoré Renaud, « Juncker veut réduire les zones d'ombre du lobbying », *Les   chos*, 20 novembre 2014.
- [425.] « Devant la FAO, le pape François dénonce les lobbys et la spéculation », *La Croix*, 20 novembre 2014.
- [426.] Seznec Erwan, « Résiliation des assurances dommage. Le lobby des assureurs à l'ouvrage », *UFC Que choisir*, 27 novembre 2014.
- [427.] « Tabac : quand les députés c  dent au lobbying des buralistes », *Challenges*, 6 décembre 2014.
- [428.] Noyon Rémi, «   a va devenir trop facile de repérer les amendements dictés par les lobbys », Rue89.nouvelobs.com, 5 décembre 2014.
- [429.] « Tabac : quand les députés c  dent au lobbying des buralistes », *Challenges*, 6 décembre 2014.
- [430.] Le Naour Emeline, « Régions : le lobbying des capitales en sursis », *La Gazette des communes*, 11 décembre 2014.
- [431.] Serafini Tonino, « Le lobby de l'immobilier veut interdire les ventes de particulier à particulier », *Libération*, 16 décembre 2014.
- [432.] « Les lobbys de l'immobilier cherchent-ils à interdire la vente entre les particuliers ? », lesclesdumidi.com, 17 décembre 2014.
- [433.] Le Goff S., « Christophe Sirugue : « nous suivrons le Parlement européen sur le registre obligatoire », Contexte.com, 17 décembre 2014.
- [434.] Noyon Rémi, « Il reste encore beaucoup à faire sur le lobbying », Rue89, 18 décembre 2014.
- [435.] Henni Jamal, « Vers une disparition du lobby des opérateurs télécoms », BFMTV, 19 décembre 2014.
- [436.] « Près de 200 personnes occupent les lobbys FoodDrink Europe et Business Europe », *Le Soir*, 19 décembre 2014.
- [437.] Le Goff S., « Transparence de la vie publique : la Haute autorité veut aller beaucoup plus loin », Contexte.com, 7 janvier 2015.
- [438.] Bissuel Bertrand, « Loi Macron : l'intense lobbying des professions r  glement  es », *Le Monde*, 15 janvier 2015.
- [439.] LCP, « Loi Macron : comment les députés font face aux lobbys », 20 janvier 2015.
- [440.] Lefebvre Jean-Sébastien, « Les lobbys se bousculent au portillon du registre de transparence européen », Contexte, 20 janvier 2015.

- [441.] « Transparence : Hollande s'attaque aux lobbys », Boursorama, 20 janvier 2015.
- [442.] « Loi Macron : comment les députés font face aux lobbies », *LCP Assemblée Nationale*, 20 janvier 2015.
- [443.] Duvert Yann, « Qui sont les lobbies dans le viseur de Hollande ? », BFM Business, 20 janvier 2015.
- [444.] « Bisphénol A : Ségolène Royal s'interroge sur le « poids des lobbys » », *Libération*, 21 janvier 2015.
- [445.] Fleitour Gaëlle, « L'Europe dédouane le bisphénol A et réjouit les lobbies », *L'Usine nouvelle*, 21 janvier 2015.
- [446.] Xaillé Anne, « Bisphénol A : le rapport qui fait scandale », *Journal des femmes*, 22 janvier 2015.
- [447.] Berne Xavier, « Open data, registre des lobbyistes : maigres annonces de François Hollande en matière de transparence », Nexinpact, 22 janvier 2015.
- [448.] Renault Marie-Cécile, « La loi Macron : l'intense lobbying des professions juridiques », *Lefigaro.fr*, 25 janvier 2015.
- [449.] « Comment Total a pris le contrôle des lobbies européens des énergies renouvelables... pour mieux favoriser le gaz », L'observatoire des multinationales, 23 janvier 2015.
- [450.] Clément Rémi, « Loi Macron : des députés, Ump, Ps, Pcf et radicaux déposent 32 copies du même amendement sur demande des notaires », *Europe 1*, 23 janvier 2015.
- [451.] LCP, « Loi Macron. Quand les lobbies s'invitent à l'Assemblée », Vidéo, travaux de la commission spéciale, 26 janvier 2015.
- [452.] Licourt Julien, « Quand les députés recopient les textes des lobbyistes », *Le Figaro*, 27 janvier 2015.
- [453.] Ducourtieux Cécile, « Bruxelles, paradis des lobbies », *Le Monde économie*, 27 janvier 2015.
- [454.] Marin Louis, « Eoliennes : le lobbying des promoteurs taclé par le Parlement », *économiematin.fr*, 28 janvier 2015.
- [455.] Bissuel Bertrand, « Le lobbying « sans précédent » des notaires contre la loi Macron », *Le Monde*, 28 janvier 2015.
- [456.] « Loi Macron : Claude Bartolone dénonce le lobbying agressif des notaires », *Le Figaro*, 29 janvier 2015.
- [457.] Lindgaard Jade, « Climat : le lobby nucléaire prend position au plus haut niveau », Médiapart, 31 janvier 2015.
- [458.] Gonzague Arnaud, « Pesticides : Le Foll présente un plan vert pâle face aux lobbys », *L'Obs*, 30 janvier 2015.
- [459.] Noyon Rémi, « Dans la boîte mail de la députée, ça grouille de lobbies et de doléances », Rue89, 2 février 2015.
- [460.] Laugier Jérémie, « Olympique Lyonnais : quand Jean-Michel fait du lobbying pour voir Nabil Fekir en bleu », 20minutes, 2 février 2015.
- [461.] Murati Arnaud, « Emissions de CO2 en 2025 : le lobbying a déjà commencé », *L'argus.fr*, 2 février 2015.
- [462.] Acedo Sébastien, « Les mutualistes veulent muscler leur lobbying à Bruxelles », *L'argus de l'assurance*, 4 février 2015.
- [463.] Nussbaum Ania, « Notaires, travail dominical, secret des affaires : face au lobbying, les reculades d'Emmanuel Macron », *Le Monde*, 4 février 2015.
- [464.] « L'avenir des agriculteurs passe-t-il par le lobbying ? », *La nouvelle république.fr*, 6 février 2015.
- [465.] Depauw Pierre-Alain, « Lobbying pro-Israélien auprès des maires de France », *medias-presse.info*, 7 février 2015.
- [466.] Durand-Souffland Stéphane, « Affaire du Carlton : le lobbying sensuel de David Roquet », *LeFigaro.fr*, 9 février 2015.
- [467.] « Le livre noir des banques », plongée dans le lobby bancaire », Boursorama, 10 février 2015.
- [468.] « Quand le PS dérape et assume être sous l'influence du lobby LGBT », *Valeurs actuelles*, 10 février 2015.
- [469.] Talmon Valérie, « Lobbying, mode d'emploi pour les PME », *Les échos*, 12 février 2015 (portrait de Gilles Lamarque)
- [470.] « Le combat d'un entrepreneur niçois contre les technocrates de Bruxelles », *Nice Matin*, 15 février 2015 (Nicole Fontaine est l'avocate de cet entrepreneur qui a été contesté par la fédération des frigoristes).
- [471.] « Bataille de lobbyistes », *Le JDD*, 15 février 2015 (sur la loi Macron et les cabinets en présence).
- [472.] Dupont Jacques, « Le lobby prohibitionniste à l'assaut ! », *LePoint.fr*, 17 février 2015.
- [473.] Voegele Dominique, « Le lobbying n'est pas une maladie honteuse... mais les européens veulent l'encadrer plus attentivement », *FranceTvinfo*, 18 février 2015.
- [474.] Jouan Anne, « Michèle Delaunay : « le gouvernement a cédé au lobby du tabac », *LeFigaro.fr santé*, 19 février 2015.
- [475.] Meunier Pierre, « Agriculture, ou comment créer un lobbying de l'eau », *L'indépendant*, 21 février 2015.
- [476.] De Bourbon Tristan, « Deux ex-ministres britanniques dans un scandale de lobbying », *L'opinion*, 23 février 2015.
- [477.] « Lobbying : deux députés se font piéger par des journalistes », *Courrier international*, 24 février 2015.
- [478.] Cueto Catalina, « Forfait contre dépaclagé : la guerre du lobbying est engagée du Quai d'Orsay à Bruxelles », *Tour Hebdo*, 24 février 2015.
- [479.] Albert Eric, « Un nouveau scandale entache les élus britanniques », *Le Monde*, 25 février 2015.
- [480.] Petitjean Olivier, « Alors que le gaz de schiste recule partout, les lobbies français s'obstinent », *Bastamag*, 6 mars 2014.
- [481.] Sautet Frédéric, « E-cigarette : lobbying pour un marché à cent milliards », *L'Agefi*, 9 mars 2015.
- [482.] Carrié Antoine, « Aude : l'étonnant lobbying de la manif pour tous », *L'indépendant*, 9 mars 2015.
- [483.] Moreaux Anne, « Loi Macron : un lobbying solide des notaires », *Affiches parisiennes*, 9 mars 2015.
- [484.] Pommier Sébastien, « Ex-ministres et lobbyistes, la double casquette de la Françafrique », *L'Express*, 9 mars 2013.
- [485.] Crépel Sébastien et Guérard Stéphane, « L'état roule pour les lobbys autoroutiers », *L'Humanité*, 11 mars 2015.
- [486.] Galanpoulo Léa, « Quand les lobbies du sucre pèsent sur la santé dentaire », *France 5, Allo docteurs*, 11 mars 2015.
- [487.] De Monicault Frédéric, « Intense lobbying autour de la loi énergétique », *Le Figaro*, 12 mars 2015.
- [488.] Lebrun Anne-Laure, « Comment le lobby du sucre a biaisé les recherches sur la santé dentaire », *Pourquoi docteur.fr*, 12 mars 2015.
- [489.] Rey-Lefebvre Isabelle, « Le lobby des agents immobiliers torpillent l'encadrement des loyers », *Le Monde*, 13 mars 2015.
- [490.] Damgé Mathilde, « Encadrer le lobbying, la promesse oubliée de François Hollande », *Le Monde*, 13 mars 2015.

- [491.] « Nous dénonçons le lobbying sur les perturbateurs endocriniens » (entretien du député européen Gilles Pargneaux), Toutel'Europe.eu, 13 mars 2015.
- [492.] France Pierre, « De 40 à 60000 euros pour un lobby pro-Strasbourg à Bruxelles », Rue89 Strasbourg, 13 mars 2015.
- [493.] Georges C., « Caries et sucre : le lobby industriel US a saboté des études », La nouvelle tribune, 14 mars 2015.
- [494.] Voegelé Dominique, « Les députés européens ne veulent plus de l'agressivité des lobbyistes du tabac », geopolis.francetvinfo.fr, 16 mars 2015.
- [495.] Garoscio Paolo, « Lobbying : un médecin payé plus de 80000 euros par les labos », economiematin.fr, 18 mars 2015.
- [496.] « Tabac : les députés pour la transparence sur le lobbying des industriels », Notretemps.com, 18 mars 2015.
- [497.] Sinai Agnès, « L'étude européenne sur les radiofréquences entachées de conflits d'intérêt », actu-environnement.com, 23 mars 2015.
- [498.] « Les clubs font du lobbying auprès de Nicolas Sarkozy », Les échos, 29 mars 2015
- [499.] Pinson Grégoire, « Paquet neutre : comment l'industrie du tabac fait la loi », Challenges, 31 mars 2015.
- [500.] « Devoir de vigilance : récit du lobbying autour de la loi », Contexte, 1 avril 2015.
- [501.] Brun Thierry, « Marché publics : le gouvernement ne doit pas céder aux lobbies », Politis.fr, 2 avril 2015.
- [502.] « Tabac : le paquet neutre rendu obligatoire par l'Assemblée nationale », francesoir.fr, 3 avril 2015.
- [503.] Péguy Olivier, « Pour un meilleur encadrement du lobbying en Europe », Euronews, 05 avril 2015.
- [504.] « Détecteurs de fumée : la guerre des lobbies », allodocteurs.fr, 14 avril 2015.
- [505.] Spanneut Ophélie, « Appel à un lobbying mieux encadré », Contexte, 15 avril 2015.
- [506.] Marianne Davril, « Le lobbying manque d'encadrement en Europe, selon l'ONG Transparency », Boursier.com, 15 avril 2015.
- [507.] Bekmezian Héléne, « Encadrement des lobbies : l'Europe encore à la traîne », Le Monde, 15 avril 2015.
- [508.] Petitjean Olivier, « L'Europe ouvre grande la porte aux lobbies favorables aux gaz de schiste », Bastamag.net, 15 avril 2015.
- [509.] « L'Europe est minée par les lobbies, selon Transparency », *Libération*, 15 avril 2015.
- [510.] « L'Europe reste trop soumise au pouvoir des lobbies, selon Transparency », L'Agefi, 15 avril 2015.
- [511.] Delest Arielle, « Les chambres d'agriculture veulent être plus offensives à Bruxelles », LaFranceAgricole.fr, 15 avril 2015.
- [512.] « L'Europe est faible face aux lobbies, selon Transparency International », La Tribune, 15 avril 2015.
- [513.] Losson Christian, « En Europe, les lobbys indomptés », Libération, 15 avril 2015.
- [514.] « Lobbying : la France et l'Union européenne épinglées », Capital.fr, 15 avril 2015.
- [515.] « Le lobby du gaz de schiste noyaute un groupe d'experts de la Commission », euractive.fr, 16 avril 2015.
- [516.] Hénin Frédéric, « L'Apca propose d'échanger les paiements verts contre un système assurantiel », 16 avril 2015.
- [517.] « L'Europe minée par les lobbies selon l'ONG Transparency », ITélé, 16 avril 2015.
- [518.] Herman Yves, « Le pouvoir du lobbying en Europe : un rapport tire la sonnette d'alarme », RFI, 17 avril 2015.
- [519.] « JO 2024 : lobbying forcené et coûts maîtrisés pour la candidature de Paris », Lepoint.fr, 17 avril 2015.
- [520.] « JO 2024 : lobbying forcené et coûts maîtrisés pour la candidature de Paris », Libération, 17 avril 2015.
- [521.] Vogel Anja, « L'Europe minée par les lobbies selon Transparency International », France Info, 19 avril 2015.
- [522.] De Pracontal Michel, « Médicaments : comment Servier a pesé sur l'administration », Mediapart, 20 avril 2015.
- [523.] « Corruption et Transparence : l'Europe est la proie des lobbyistes », Sur Ouest, 20 avril 2015.
- [524.] Stantchev Stanislas, « JO 2024 : le lobbying sera au cœur de l'opération séduction de Paris », TF1, 22 avril 2015.
- [525.] « le Lobbying, au cœur de l'opération séduction de Paris », *L'Orient le jour*, 23 avril 2015.
- [526.] Orange Martine, « Le secret des affaires, un intense lobbying dans les couloirs de Bruxelles », Mediapart, 28 avril 2015.
- [527.] Abadie Aurélie, « Lobbying : les banques qui dépensent le plus à Bruxelles », Les échos, 29 avril 2015.
- [528.] « Goldman Sachs a multiplié ses dépenses par 14 en un an », La tribune, 29 avril 2015.
- [529.] L. Julien, « Google triple son budget lobbying pour l'Europe », Numérama, 29 avril 2015.
- [530.] Samama Pascal, « Lobbying à Bruxelles : Google dépense moins que Microsoft », BFM TV, 4 mai 2015.
- [531.] Bloch Michaël, « Projet de loi sur le renseignement : quand les opposants font du lobbying téléphonique », Le JDD, 4 mai 2015.
- [532.] « Projet de loi sur le renseignement : à la veille du vote, le lobbying des opposants », L'Express, 4 mai 2015.
- [533.] « Projet de loi sur le renseignement : à la veille du vote, le lobbying des opposants », Le Parisien, 4 mai 2015.
- [534.] « Projet de loi sur le renseignement : à la veille du vote, le lobbying des opposants », Le Point, 4 mai 2015.
- [535.] « Projet de loi sur le renseignement : à la veille du vote, le lobbying des opposants », Challenges.fr, 4 mai 2015.
- [536.] Honoré Renaud, « Ça se passe en Europe : à Bruxelles, la folle envolée des dépenses de lobbying des multinationales », Les Echos.fr, 5 mai 2015.
- [537.] Petitjean Olivier, « Secret des affaires : comment les lobbies économiques orchestrent la régression en Europe », BAstamag, 5 mai 2015.
- [538.] « Tabac ; quand la gauche est arrivée au pouvoir, le lobby du tabac était inquiet », Libération, 12 mai 2015.
- [539.] Fottorino Eric, « Lobbies : une vieille histoire toujours d'actualité », Les échos, 13 mai 2015.
- [540.] Bernard Philippe, « Des lettres révèlent le lobbying opéré par le prince Charles sur le gouvernement britannique », Le Monde, 14 mai 2015.
- [541.] Sinnige Judith, « Le lobbying du prince Charles dévoilé », Courrier international, 15 mai 2015.

- [542.] Fabre Clarisse et Noucchi Franck, « Droit d'auteur : le gouvernement se met en tenue de lobbying », *Le Monde*, 18 mai 2015.
- [543.] Lamy Delphine, « Les pesticides en débat entre santé et lobbying », *Sud-Ouest*, 18 mai 2015.
- [544.] Chaffin Zeliha, « Lobbys et élus s'opposent au changement dans les régions Aquitaine, Limousin, Centre et Poitou-Charentes », *Capital.fr*, 19 mai 2015.
- [545.] « Fnac : le PDG veut pouvoir ouvrir « à la carte » le dimanche », *Libération*, 21 mai 2015.
- [546.] Lévy Emmanuel, « Le lobbying des banques pour cacher leurs données », *Marianne*, 29 mai 2015.
- [547.] Oremiatzki Yohav, « Perturbateurs endocriniens : les lobbys intoxiquent à nouveau l'Europe », *Télérama*, 2 juin 2015.
- [548.] Magnenou Fabien, « Enquête France TV info : Loi Evin : le lobby du vin fait le forcing au Parlement », *francetvinfo.fr*, 10 juin 2015.
- [549.] Hebert Donald, « Un conseiller du cabinet des Transports chez Uber : la commission de déontologie valide », *L'Obs économie*, mis en ligne le 12 juin 2015.
- [550.] Trévidic Bruno, « Lobbying : union sacrée des grands rivaux du ciel européen », *LesEchos.fr*, 18 juin 2015.
- [551.] Raffy Serge, « JO 2024 : Mike Lee, le roi du lobbying qui peut faire gagner Paris », *L'Obs Sport*, 23 juin 2015.
- [552.] Boudet Alexandre, « JO 2024 à Paris : place au lobbying pour défendre la candidature », *Le Huffpost*, 23 juin 2015.
- [553.] Gradt Jean-Michel, « Daniel Freund (TI UE) : « Nous voulons rendre le lobbying transparent » et « Transparency passe à la loupe les relations entre Bruxelles et les lobbys », *LesEchos.fr*, 24 juin 2015.
- [554.] « Le pétrole et Internet sont les plus influents », *L'Agefi*, 25 juin 2015.
- [555.] « Les géants du pétrole et de l'internet champions du lobbying à Bruxelles », *Romandie.com*, 25 juin 2015.
- [556.] Belfiore Guillaume, « Google et Microsoft, champions du lobbying dans l'Union européenne », *pro.clubic.com*, 25 juin 2015.
- [557.] Le Bars Thomas, « Lobbying : ces firmes qui dépensent sans compter pour influencer la politique européenne », *Capital*, 24 juin 2016.
- [558.] « Bruxelles reste le terrain de jeu privilégié des lobbyistes », *Novethic*, 24 juin 2015.
- [559.] « En Tgv, vous pourriez déjà être à Paris », *NewsAuvergne.com*, 9 juillet 2015.
- [560.] Stoykov Boris, « L'avocat lobbyiste : « l'avenir peut s'éveiller plus beau que le passé », *Affiches parisiennes*, 10 juillet 2015.
- [561.] « JO 2024 : comment Paris a lancé son lobbying », *RMC sport*, 1 août 2015.
- [562.] « Loi Evin : le lobby de l'alcool perd la bataille », *FranceTvInfo*, 6 août 2015.
- [563.] Quetel Mathieu, « Lobbying : rentrée décisive pour les entreprises », *Les échos*, 19 août 2015.
- [564.] Collin Béangère, « Ault environnement est accusé de faire du lobbying », *Courrier Picard*, 30 août 2015.
- [565.] Le Goff Samuel, « François Brottes : Je suis monstrueusement sollicité par les lobbys », *Contexte*, 31 août 2015.
- [566.] Morvan Bernard, « Jakez Bernard (Produit en Bretagne), lobbyiste en chef de l'agrobusiness », *BreizhInfo*, 1 septembre 2015.
- [567.] « Europe : l'influence du lobbying pharmaceutique à Bruxelles épinglée dans une nouvelle étude », *20minutes*, 2 septembre 2015.
- [568.] Bouquet Vincent, « Les avocats lobbyistes se convertissent à la transparence », *LesEchos.fr*, 3 septembre 2015.
- [569.] Gouin Simon, « Quand un lobby patronal s'invite dans les lycées pour influencer les enseignants », *Bastamag*, 4 septembre 2015.
- [570.] De Vulpillières Eléonore, « Lobbys pharmaceutiques et Commission européenne : l'amour fou », *LeFigaro.fr*, 6 septembre 2015.
- [571.] Le Goff Samuel, « Fabrice Alexandre : « la Transparence peut être l'ennemi de la démocratie », *Contexte*, 18 septembre 2015.
- [572.] « Nous sommes Guillaume, le lobbying des chefs d'entreprises avec Caen en Capitale », *FR3 Basse Normandie*, 21 septembre 2015.
- [573.] Quillet Lucile, « Marlène Schiappa, la lobbyiste des mères qui travaillent », *Le Figaro.fr Madame*, 30 septembre 2015.
- [574.] Lefort Laurent, « Lobbying : petit manuel à l'usage des pharmaciens dans le guidon », *Lemoniteur.fr des pharmaciens*, 2 octobre 2015.
- [575.] Favereau Eric, « Perturbateurs endocriniens, comment les lobbys ont gagné », *Libération*, 7 octobre 2015.
- [576.] Le Goff Samuel, « Philippe Portier : nous avons choisi d'assumer le nom d'avocats-lobbyistes », *Contexte*, 5 novembre 2011.
- [577.] « DSK, lobbyiste pour l'industrie du tabac ? », *Le républicain Lorrain*, 9 novembre 2015.
- [578.] « DSK, lobbyiste pour Philip Morris ? », *LePoint.fr*, 8 novembre 2015.
- [579.] Daoulas Jean-Baptiste, « Lobby du tabac : deux députées victimes d'une manipulation sur le paquet neutre », *LCP*, 10 novembre 2015.
- [580.] A. T., « Nancy : la députée PS Chaynesse Khirouni dénonce les pratiques des lobbyistes du tabac », *Estrépublicain.fr*, 11 novembre 2015.
- [581.] « Le lobbyiste européen d'Uber quitte l'entreprise », *Le Monde*, 13 novembre 2015.
- [582.] Gallot Léonard, « Lobbying et influence : le mariage gagnant », *Les échos.fr*, 20 novembre 2015.
- [583.] Mathieu Mathilde, « Quand Pierre Giacometti, conseiller à l'Élysée, enfila sa casquette de lobbyiste », *Mediapart*, mardi 24 novembre 2015.
- [584.] Belpois Marc, « Écologie et lobbys : ces parlementaires européens qui ne veulent pas se faire enfumer », *Télérama*, 6 décembre 2015.

- [585.] Golla Mathilde, « Les portraits des « criminels du climat » placardés dans Paris », *Le Figaro*, 7 décembre 2015.
- [586.] « Petits-four, hôtesse et logiciens... le lobbying très bien rodé de Microsoft », *L'Humanité*, 18 décembre 2015 (entretien avec le vice-président d'April, Rémi Boule).
- [587.] Blandin Tiffany, « Biodiversité : le lobby de la chasse impose ses volontés », *Reporterre. Le quotidien de l'écologie*, 19 janvier 2016.
- [588.] Raulin Nathalie, « Pierre Pringuet, lobby soit qui mal y pense », *Libération*, 9 mars 2016 (portrait du président de l'AFEP).
- [589.] Le Goff Samuel, « Les grandes lignes de l'avant-projet de loi Sapin (document) », *Contexte*, 10 mars 2016.
- [590.] Forissier Clémentine, « Loi Sapin 2, un tout petit pas pour l'encadrement du lobbying », *Contexte*, 1 avril 2016.
- [591.] « Les secrets du lobbying enfin révélés », *Paris Match*, 14 avril 2016, entretien avec P. Dupeyrat.
- [592.] Raulin Nathalie, « Sapin II : une loi à muscler », *Libération*, 24 avril 2016
- [593.] Courage Sylvain, « Michel Sapin : « Les lobbys sont légitimes. Pas leur opacité », *L'obs*, 27 avril 2016.
- [594.] « Y. Trévilly cet ex-lobbyiste du tabac qui copine avec les politiques », *Nouvel Obs*, 28 avril 2016.
- [595.] Blandin Tiffany, « Lobby : l'ange gardien des chasseurs, Thierry Coste », *Marianne*, 14 mai 2016.
- [596.] Forissier Clémence, « Loi Sapin 2 et Lobbying : ce qui peut évoluer à l'Assemblée », *Contexte*, 16 mai 2016.
- [597.] AFP, « Loi Sapin II : les députés renforcent en commission l'encadrement des lobbys », *Libération*, 25 mai 2016.
- [598.] « Reporting public, rémunération des dirigeants, lanceurs d'alerte, lobbyistes : ce qu'il faut retenir de la loi Sapin 2 », *Novethic.fr*, 13 juin 2016.
- [599.] Lutaud Lena, « Luc Gaurichon, le lobbyiste du rock », *Le Figaro*, 1 septembre 2016.
- [600.] Lecadre Renaud, « Lanceurs d'alerte, lobbys, corruption... bilan mitigé pour la loi Sapin II », *Libération*, 5 octobre 2016.
- [601.] Champeau Guillaume, « L'industrie musicale lance une campagne de lobbying participatif pour 2017 », *numerama.com*, 12 octobre 2016.
- [602.] Le Goff Samuel, « La loi Sapin 2, un texte inabouti sur l'encadrement du lobbying », *Contexte*, 9 novembre 2016.

## La bibliographie utilisée pour suivre la normalisation du lobbying

### 1.1 Regards français sur les États-Unis

- [603.] Arnault Jacques, *La Démocratie à Washington*, Paris, Éditions sociales, [Notre temps/Monde], 1980, 246p.
- [604.] Aron Robert, Dandieu Arnaud, *Le Cancer américain*, Paris, Les éditions Rieder, 1931, 246p.
- [605.] Astre Georges-Albert, Lépinasse Pierre, *La Démocratie contrariée. Les lobbies et le jeu des pouvoirs aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 1985, 252p., bibliogr.
- [606.] Barthélémy Joseph, Duez Paul, *Traité de droit constitutionnel*, Paris, Dalloz, 1933 (nouvelle édition), 955p.
- [607.] Birnbaum Pierre, *La Structure du pouvoir aux États-Unis*, Paris, PUF [Le politique], 1971, .160p. bibliogr.
- [608.] Birnbaum Pierre, « La Fin de l'État », *Revue Française de Science Politique*, n°12, 1985.
- [609.] Boris G., *La Révolution Roosevelt*, Paris, Gallimard, 1934, 222p.
- [610.] Bouriez-Gregg Françoise, *Les classes sociales aux États Unis*, Paris, A. Colin, Centre d'études économiques, [Etudes et mémoires], 1954, 234p., bibliogr.
- [611.] Chazel F., « Réflexions sur la conception parsonnienne du pouvoir et de l'influence », *Revue française de sociologie*, V, 1964, p.387-401.
- [612.] Cot Jean-Pierre, Mounier Jean-Pierre, *Les Syndicats américains. Conflit ou complicité ?* Paris, Flammarion, [La rose au poing], 1977, 183p.
- [613.] Crozier Michel, *Usines et syndicats d'Amérique*, Paris, Ed. Ouvrières, [Masses et militants], 1951, 186p.
- [614.] Crozier Michel, *Le Mal américain*, Paris, Fayard, 1980, 295p.
- [615.] « Lobbying et lobbyistes », *Revue française d'études américaines*, Dossier réuni par A. Deysine, n°63, février 1995.
- [616.] Deysine Anne, « Le lobbying aux États-Unis : ancrage institutionnel et réalités politiques », in Garrigues J., dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Rennes, PUR, [Collection Carnot], 2002, p.235s.
- [617.] Faÿ Bernard, *La Civilisation américaine*, Paris, Sagittaire, 1939, 312p.
- [618.] Faÿ Bernard, *Roosevelt et son Amérique*, Paris, Plon, 1933, 292p.
- [619.] Galloux-Fournier Bernadette, « Un regard sur l'Amérique : voyageurs français aux États-Unis (1919-1939) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome XXXVII, avril-juin, 1990.
- [620.] Gervais A., « États Unis », *Chronique constitutionnelle étrangère*, *Revue du droit public*, 1946, t.LXII p.593sq.
- [621.] Jannet Claudio, *Les États-Unis contemporains ou les mœurs, les institutions et les idées depuis la guerre de sécession*, Paris, Plon, 1889, 4<sup>e</sup> édition, 347p., tome 1.
- [622.] Kaspi André, *Les américains. 1. Naissance et essor des États-Unis 1607-1945*, Paris, Le seuil, Points Histoire, 1986.
- [623.] Lanson G., « La Démocratie américaine » in Steed W. et alii, *Les Démocraties modernes*, Paris, Flammarion, [Bibliothèque de philosophie scientifique], 1921, 280p.

- [624.] Lepont Ulrike, « Bringing the interest groups back in », *Le néo-institutionnalisme américain à la croisée des chemins*, *Gouvernement et action publique*, n°4, 2012, p.151-159.
- [625.] Marjolin Robert, *L'Évolution des syndicats aux États-Unis de Washington à Roosevelt*, Paris, F. Alcan. [Nouvelle bibliothèque économique], 1936, 256p., bibliogr., avant-propos de C. Bouglé.
- [626.] Mathiot André, « Les Pressure groups aux États Unis », *Revue Française de Science Politique*, 1952, n°3, p.429.
- [627.] Maurois André, *États Unis 39. Journal d'un voyage en Amérique*, Paris, Les éditions de France, 1939, 198p.
- [628.] Maurois André, *Chantiers américains*, Paris, Gallimard, 1933.
- [629.] Maurois André, *L'Amérique inattendue*, Paris, E. Mornay, 1931, 185p.
- [630.] Meister Albert, « Associations volontaires et développement des collectivités aux USA », *International review of community development*, n°4, 1959, 1951, p.63-106.
- [631.] Philip André, *Le Problème ouvrier aux États Unis*, Paris, Félix Alcan, 1927, 559p., Préface d'A. Siegfried.
- [632.] Pinto Roger, *La Crise de l'État aux États-Unis*, Paris, LGDJ, 1951, 248p.
- [633.] Rivière Jean, *Le Monde des affaires aux États-Unis*, Paris, A. Colin, 1973, 367p.
- [634.] Ruffat Michèle, *Le contre-pouvoir consommateur aux États-Unis*, Paris, PUF, 1987.
- [635.] Siegfried André, *Deux mois en Amérique du Nord à la veille de la guerre*, Paris, A. Colin, 1916, 137p.
- [636.] Siegfried André, *Les États-Unis aujourd'hui*, Paris, A. Colin, 1927, 362p.
- [637.] Simiand François, *Inflation et stabilisation alternées : le développement économique des Etats Unis (des origines coloniales au temps présent)*, Paris, Domat Montchrestien, 1934, 257p.
- [638.] Tunc André, *Le Système constitutionnel des États-Unis d'Amérique*, Paris, Domat Montchrestien, [Les systèmes de droit contemporains], 1954, vol. 1, 506p. ; vol. 2, 541p.
- [639.] Tunc André, *Les États-Unis*, Paris, LGDJ, [Comment ils sont gouvernés], 1973, 3è édition, 324p.
- [640.] Waline Pierre, *Les Syndicats aux États Unis. Leur force et leur originalité*, Paris, A. Colin, Cahiers de la FNSP n°22, 1951, 191p.

## 1.2 Regards anglo-saxons sur la France

- [641.] Ambler John S, éd., *The French socialist experiment*, Philadelphie, Institute for the study of human issues, 1985, 224p.
- [642.] Andrews William G, Hoffmann Stanley, éd., *The Fifth republic at twenty*, Albany, State university of N.Y press, 1981, 521p.
- [643.] Appleton A., « France: Party-group Relations in the Shadow of the State » in Thomas C., ed., *Political Parties and Interest group. Shaping Democratic Governance*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001, bibliogr., index.
- [644.] Baumgartner Frank R., *Conflict and rhetoric in French policymaking*, Pittsburgh, University of Pittsburgh press, 1989, 287p., bibliogr. index.
- [645.] Baumgartner Frank R., «Public interest groups in France and the United States», *Governance: an international journal of policy and administration*, vol.9, n°1, 1996, p.1-22.
- [646.] Berger Suzanne, *Les Paysans contre la politique*, Paris, Seuil, [L'univers historique], 1975, 346p., Bibliogr., Index.
- [647.] Black Anthony, *Guilds and civil society in European political thought from the twelfth century to the present*, Londres, Methven, 1984, 280p., Bibliogr., Index.
- [648.] Brown Bernard, «Alcohol and politics in France», *American political science review*, vol. LI, n°4, déc. 1957, p.976-994.
- [649.] Brown Bernard E, «Pressure politics in the fifth republic», *Journal of politics*, août 1963. Repris, In Macridis Roy C et Brown Bernard E, éd., *Comparative politics*, Homewood, The Dorsey press, 1964, p.158s.
- [650.] Clark James, *Teachers and politics in France. A pressure group study of the federation de l'éducation nationale*, Syracuse, Syracuse university press, 1967, 197p., bibliogr., index.
- [651.] Dunn James A., «The French Higway Lobby: A Case Study in State-Society Relations and Policymaking», *Comparative politics*, vol. 27, n°3, avril 1995.
- [652.] Ehrmann Henry. W., «French trade associations and the ratification of the Schuman Plan», *World politics*, vol.VI, n°4, juillet, 1954, p.453-481.
- [653.] Ehrmann Henry W, *Politics in France*, Boston, Little Brown, 4è édition, 1983 [1968 pour la 1ère], 376p.
- [654.] Hall Peter, Hayward Jack, Machin Howard, dir., *L'évolution de la vie politique française*, Paris, PUF, [Recherches politiques], 1992, 409p., bibliogr., index.
- [655.] Hervieu B., Mayer N., Muller P., Purseigle F., Rémy J., éd., *Les mondes agricoles*, Paris, SciencesPo Les presses, 2009.
- [656.] Hoffmann S., *Le Mouvement Poujade*, Paris, A. Colin, Cahiers de la FNSP n°81, Préface de Jean Meynaud, 1956, 417p.
- [657.] Hoffmann S., éd., *A la recherche de la France*, Paris, Seuil, [La cité prochaine], 1963, 459p.
- [658.] Jones H. S., *The French state in question. Public law and political argument in the third republic*, Cambridge university press, 1993, 231p., bibliogr., index.
- [659.] Larkin Maurice, *France since the Popolar Front. Government and People 1936-1986*, Oxford, Clarendon press, 1988, 435p., bibliogr., index.
- [660.] Levine Louis, *Syndicalism in France*, New York, Columbia university, 1914, 229p., bibliogr., [2<sup>nd</sup> édition de *The Labor movement in France*, 1912], introduction de Franklin H. Giddings.
- [661.] Lorwin Val R., *The French labor movement*, Cambridge, Harvard university press, 1954, 346p., bibliogr., index.
- [662.] Macridis Roy C., Brown Bernard E., «Bibliographical article. The study of politics in France since the liberation: a critical bibliography», *American political science review*, vol. LI, n°3, sept. 1957, p.811-826.



- [663.] Mahoney Thomas H. D., « Le lobby des seniors. A propos du livre de Charles Morris », *Futuribles*, n°214, novembre 1996, p.19-22.
- [664.] Mayer J. P., *Political thought in France from the revolution to the fifth Republic*, London, Routledge et Kegan Paul, 1961 (1ère édition 1943).
- [665.] Molnar Thomas, *L'Hégémonie libérale*, Lausanne, L'âge d'homme, 1992, 123p.
- [666.] Ogburn William F., Jaffé William, *The Economic development of post-war France. A survey of production*, New York, Columbia university press, 1929, 613p., bibliogr.
- [667.] Prestwich P. E., *Drink and the politics of social reform: antialcoholism in France since 1870*, Palo Alto, The society for the promotion of science and scholarship, 1988, 365p., Bibliogr., Index.
- [668.] Skidmore Max J., Tripp Marchall Carter, *La démocratie américaine*, Paris, Editions Odile Jacob, 1988 (1985 pour l'édition originale), 364p., bibliogr., index.
- [669.] Suleiman Ezra, *Les Notaires. Les pouvoirs d'une corporation*, Paris, Seuil, 1987.
- [670.] Werth Alexandre, *The Destiny of France*, London, Hamish Hamitton, 1937, 414p., index.
- [671.] Williams Philip, «Pressure groups», *In Politics in postwar France*, London, New York, Green and Co, 1958, 506p., p.327-341 (première édition 1955). *La vie politique sous la IVè République* est traduite en 1971 [Paris, A. Colin].
- [672.] Wilson F. L., «Alternative models of interest intermediation: the case of France», *British journal of political science*, 12, 1982.
- [673.] Wilson F. L., « Les Groupes d'intérêt sous la Vème République », *Revue Française de Science Politique*, n°2, Avril, 1983.
- [674.] Wilson F. L., «French Interest Group Politics: Pluralist or Neocorporatist? », *The American political science review*, Vol.77, 1983.
- [675.] Wilson F. L., *Interest group politics in France*, Cambridge University press, 1987.

## 1.4 Publications en langue française sur les groupes d'intérêt en France

### **Publications de politologues**

- [676.] Abel F., Sauger N., « Groupes d'intérêt et financement de la vie politique en France. Une évaluation des effets de l'interdiction des dons des personnes morales », *Revue française de science politique*, vol.56, n°2, avril 2006, p.227-254.
- [677.] Actes du colloque de science politique de Lausanne, *Jean Meynaud ou l'utopie revisitée*, Université de Lausanne, 1986, 402p., Bibliogr.
- [678.] Antoine P., Bloch-Lainé P., Bourricaud F., Burdeau G., Calvez J.-Y., Jeannière A., Lavau G., Quermonne J.-L., *Démocratie aujourd'hui*, Paris, SPES [Bibliothèque de recherche sociale], 1963, 188p.
- [679.] Barral Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin, 1968, 385p.
- [680.] Basso Jacques, *Les Groupes de pression*, Paris, PUF, [Que sais-je ?], 1983.
- [681.] Basso Jacques, « Les groupes d'intérêt, les groupes de pression et le fonctionnement de la démocratie en société civile européenne », *Europe en formation*, 1996-97, n°303, p.39-51
- [682.] Birnbaum Pierre, *La Fin du politique*, Paris, Le Seuil [Sociologie politique], 1975, 261p., bibliogr.
- [683.] Birnbaum Pierre, *Les Sommets de l'Etat*, Paris, Le Seuil, 1977.
- [684.] Borne E., Fauvet J., Rémond R., Vedel G., *La Démocratie à refaire*, Paris, Les éditions ouvrières, Colloque *France Forum*, Préface de M. Duverger, 1963, 288p.
- [685.] Bourgin G., Carrère J., Guérin A., *Manuel des partis politiques en France*, Paris, Rieder, 1928, 303p.
- [686.] Brodiez Axelle, *Le secours populaire français 1945-2000, Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Sciences Po Les presses, 2006.
- [687.] Broqua Christophe, *Agir pour ne pas mourir ! Act up, les homosexuels et le Sida*, Paris, Sciences Po Les presses, 2005.
- [688.] Bruneteau Bernard, *Les paysans dans l'État. Le gaullisme et le syndicalisme agricole sous la Ve République*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- [689.] Charlot Jean, Charlot Monica, « Les Groupes politiques dans leur environnement », *in* Leca Jean, Grawitz Madeleine, Eds., *Traité de science politique*, Paris, P.U.F, 1985, Tomes 2.
- [690.] Comtat Emmanuelle, *Les pieds noirs et la politique. Quarante ans après le retour*, Paris, SciencesPo Les presses, 2009.
- [691.] Courty Guillaume, *Les Groupes d'intérêt*, Paris, La Découverte, Coll. Repères, 2006, 126p., bibliogr
- [692.] Courty Guillaume, « Les groupes d'intérêt et le pouvoir local : entre l'impensé académique et l'impensable des professionnels », *in* S. Cadiou, ed., *Groupes d'intérêt et gouvernement local*, Paris, LDGJ, 2014.
- [693.] Courty Guillaume, Julie Gervais, « L'autre élection présidentielle : les groupes d'intérêt en campagne » *in* Raul Magni Berton, Jacques Gerstlé, eds., *2012 étudier la campagne*, éditions Pepper , 2014.
- [694.] Courty Guillaume, « Les groupes d'intérêt font-ils la loi ? Les critiques du pluralisme dans la science politique », *in* L. Boy, J.-B. Racine, J.-J. Sueur, eds., *Pluralisme juridique et effectivité du droit économique*, Bruxelles, Larcier, 2011, p.205-222.

- [695.] Courty Guillaume, « Les modes conceptuelles de la science politique française. Du « groupe de pression » au « Lobby », in J. Rowell, A.-M. Saint-Gille (éds), *La société civile organisée aux XIXe et XXe siècles : perspectives allemandes et françaises*, Lyon, Septentrion, 2010, p.31-44.
- [696.] Courty Guillaume, « L'attitude ambivalente à l'égard du lobbying en France et les évolutions perceptibles », in V. De Beaufort, éd., *Lobbying Portraits croisés*, Paris, Autrement, 2008, p.157-165.
- [697.] Courty Guillaume, « Les contraintes politiques et les groupes d'entrepreneurs français » in J.-P. Nioche, éd., *Lobbying et stratégies politiques des entreprises : Théories, enjeux et mise en œuvre*, Paris, Vuibert, 2008.
- [698.] Courty Guillaume, « Les Groupes d'intérêt sont de longue date considérée comme des partenaires légitimes des institutions », in M. Dehove, éd., *Le Nouvel état de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2004, p.66-68.
- [699.] Courty Guillaume, « Les Groupes d'intérêt et le jeu politique » in *L'état de la France*, Paris, Éd. La découverte, 1992
- [700.] Courty Guillaume, « Les Groupes d'intérêt et le jeu politique » in *L'état de la France*, Paris, Éd. La découverte, 1993, p.466s.
- [701.] Courty Guillaume, « Les Groupes d'intérêt et le jeu politique » in *L'état de la France*, Paris, Éd. La découverte, 1994, p.477s.
- [702.] Courty Guillaume, « Les Groupes d'intérêt et le jeu politique » in *L'état de la France*, Paris, Éd. La découverte, 1995, p.489s.
- [703.] Courty Guillaume, « Les lobbys en campagne : que donnent-ils ? Que reçoivent-ils ? Que demandent-ils ? », *Mediapart.fr*, 27 février 2012.
- [704.] Courty Guillaume, « 2010 : L'an I du lobbying en France ? », *LeMonde.fr*, 08 janvier 2010
- [705.] Courty Guillaume, « Lobbying : le débat est-il envisageable ? », *La lettre du cadre territorial*, 1 septembre 2006, n°322.
- [706.] Courty Guillaume, « Radiographie du lobbying en France », *Diriger en collectivité territoriale*, n°7, nov. déc., 2004, p.53-57.
- [707.] Dargelos Bertrand, *La lutte antialcoolique en France depuis le XIXe siècle*, Paris, Dalloz, Nouvelle bibliothèque de science politique, 2008.
- [708.] Dujardin Philippe, éd., *Du Groupe au réseau*, Paris, Éd. du CNRS, 1988, 241p.
- [709.] Ehrlich Stanislaw, *Le Pouvoir et les groupes de pression. Étude de la structure politique du capitalisme*, Paris, Mouton, 1971, 283p.
- [710.] D'Eichtal E., « L'État et les collectivités organisées », *Revue des sciences Politiques*, 1931, tome IV, 46è année.
- [711.] *Encyclopaedia Universalis*, « Groupes de pression », vol. 8, Paris, 1980.
- [712.] Franceschi Joseph, *Les groupes de pression dans la défense de l'enseignement public*, Paris, Librairies techniques, 1964, 384p., bibliogr., Préface de Paul Bastid.
- [713.] François Ludovic, Huyghe François-Bernard, *Contre-pouvoirs. De la société d'autorité à la démocratie d'influence*, Paris, Ellipses, 2009, 132p.
- [714.] Frau Caroline, « Les buralistes face à la lutte contre le tabagisme. Interdépendance tactique et évolution des répertoires d'action », *Idées économiques et sociales*, 2011/1, n° 163, p. 17-25.
- [715.] Frédéric Pierre, *L'État des forces en France*, Paris, Gallimard, NRF, 1935, 217p.
- [716.] Germain Jacques, « Pouvoir économique et pouvoir politique », *La revue administrative*, septembre octobre, 1960, p.504-507.
- [717.] Grossman E., Saurugger S., « Les groupes d'intérêt français : entre exception française, l'Europe et le monde », *Revue internationale de politique comparée*, vol. II, n°4, 2004, p.507-529.
- [718.] Grossman E., Saurugger S., « Les groupes d'intérêt français. Transformation des rôles et des enjeux politiques », *Revue française de science politique*, 2006/2, vol. 56, p. 197-203.
- [719.] Grossman E., Saurugger S., « Les groupes d'intérêt au secours de la démocratie ? », *Revue française de science politique*, 2006/2, vol. 56, p. 299-321.
- [720.] Grossman E., Saurugger S., *Les groupes d'intérêt, Action collective et stratégie de représentation*, Paris, A. Colin, 2012, [2006 pour la première édition], 252p., bibliogr., index.
- [721.] Grossman Emiliano, « Les groupes d'intérêt en France et en Europe », in Perrineau P., Rouban L., *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, Coll. Références, 2007, p.155-184.
- [722.] Grossman E., « Lobbying et vie politique », *Problèmes politiques et sociaux*, La documentation française, n°918, novembre 2005.
- [723.] Hamelin Fabrice, « Vers une normalisation du répertoire d'action des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre. Des mutations pilotées par les représentants de l'État », Colloque *Les groupes d'intérêt au XXIe siècle*, septembre 2004.
- [724.] Hassenteufel Patrick, « Les groupes d'intérêt dans l'action politique : l'État en interaction », *Pouvoirs*, n°74, 1995.
- [725.] Hassner P., Lancelot M.-T., « Le Problème de la classe dirigeante dans l'histoire des doctrines de sociologie politique », AFSP, *La Classe dirigeante : mythe ou réalité*, 1963.
- [726.] Henry Emmanuel, *Amiante. Un scandale improbable*, Rennes, PUR, coll. Res Publica, 2007, 308p.
- [727.] Hrabanski Marie et Valette Elodie, « Organisations environnementales et services écosystémiques : stratégies de diffusion du concept et opportunités politiques », [VertigO] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 12, n° 3, 2012.
- [728.] Jobert Bruno, « L'État en action. L'apport des politiques publiques », *Revue Française de Science Politique*, 1985, p 655.

- [729.] Jobert Bruno et Muller Pierre, *L'état en action. Politiques publiques et corporatisme*, Paris, Puf, 1987.
- [730.] Lagroye J., *Société et politique. Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pédone, 1973, 345p.
- [731.] Lancelot Alain, *Les Groupes de pression*, Cycle supérieur d'Etudes politiques, Guide de recherche n°1, Paris, FNSP, 1960.
- [732.] Latreille André, Siegfried André, *Les Forces religieuses et la vie politique*, Paris, A. Colin, Cahiers de la FNSP n°23, 1951, 218p.
- [733.] Lavau G., « La Dissociation du pouvoir », *Esprit*, n°203, 1953, p.817-830.
- [734.] Lavau G., *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, A. Colin, Cahiers de la FNSP n°38, 1953, 169p.
- [735.] Lavau G., *L'Action de pression des groupes non politiques en France*, Paris, FNSP, 1957.
- [736.] Lavau G., « Jean Meynaud : Études sur les groupes », *Revue française de science politique*, 1964, vol. XIV, n°4, p.774-780.
- [737.] Mény Yves, « La Légitimation des groupes d'intérêt par l'administration française », *Revue française d'administration publique*, n°39, 1986, p.483-494.
- [738.] Mény Yves et Thoenig Jean-Claude, *Politiques publiques*, Paris, PUF, coll. Thémis science politique, 1989.
- [739.] Meynaud Jean, *Le Statut professionnel des journalistes*, Paris, Les lettres modernes, 1937, 318p., index.
- [740.] Meynaud Jean, « L'Intervention des groupes d'intérêt dans la politique économique », *Revue économique et sociale*, n°4, octobre, 1956, p.256-277.
- [741.] Meynaud Jean, « Essai d'analyse de l'influence des groupes d'intérêt », *Revue économique*, n°2, 1957, p.177-220
- [742.] Meynaud Jean, *Les Groupes de pression en France*, Paris, A. Colin, Cahiers de la FNSP n°95, 1958, 371p. Seconde édition 1962, *Nouvelles études sur les groupes de pression en France*, A. Colin, Cahiers FNSP.
- [743.] Meynaud Jean., « Pouvoir politique et pouvoir économique », *Revue économique*, n°6, 1958, nov., p.925-957.
- [744.] Meynaud Jean, Lancelot Alain, « Groupes de pression et politique du logement », *Revue Française de Science Politique*, n°4, 1958, p.821s.
- [745.] Meynaud Jean, *L'Élaboration de la politique économique*, Aix en Provence, La Pensée universitaire, IEP, 1959, 228p., bibliogr.
- [746.] Meynaud Jean, « Les Groupes de pression sous la V<sup>e</sup> République », *Revue Française de Science Politique*, n°3, 1962, p.672s.
- [747.] Meynaud Jean, Chabanol Daniel, « Comportement des groupes dans les situations d'échec », *Revue Française de Science Politique*, 1962, n°1, p. 27s.
- [748.] Meynaud Jean, *La Technocratie. Mythe ou réalité ?* Paris, Payot, 1964, 297p.
- [749.] Meynaud Jean, Meyriat Jean, « Les « groupes de pression » en Europe occidentale : État des travaux », *Revue française de science politique*, 1959, Vol.9, n°1, p.229-246.
- [750.] Meyriat Jean, *La Science politique en France 1945-1958*, Paris, Presses de la FNSP, 1960, 136p.
- [751.] Michel Hélène, « Pour une sociologie des pratiques de défense : le recours au droit par les groupes d'intérêt », *Sociétés contemporaines*, n°52, 2003, p.5-16.
- [752.] Milet Marc, « La configuration de la décision. Retour sur la question de l'influence des lobbies à partir des politiques européennes à l'égard des PME », in *Mélanges en l'honneur du professeur Jacques Chevallier. Penser la science administrative dans la post-modernité*, Paris, LGDJ, 2013, p.167-177.
- [753.] Offerlé Michel, « Les Groupes d'intérêt », *Année politique*, 1991, p.125-132.
- [754.] Offerlé Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, [Clefs], 1998, [1994 pour la première édition], 157p.
- [755.] Offerlé Michel, ed., « La société civile en question », *Problèmes politiques et sociaux*, mai 2003.
- [756.] Offerlé Michel, "Groupes d'intérêt", in Fillieule O., et al. Eds., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p.279-286.
- [757.] Orsini Amandine, Compagnon Daniel, « Lobbying Industriel et accords multilatéraux d'environnement. Illustration par le changement climatique et la biosécurité », *Revue Française de science politique*, 2011, vol.61, n°2, p.232-248.
- [758.] Phélippeau P., Ragouet P., « Argent et politique : une relecture sociologique des comptes financiers des élections de mars 1993 », *Revue française de sociologie*, 2007, vol.48, n°3, p.519-554.
- [759.] Phélippeau E., « Genèse d'une codification. L'apprentissage parlementaire de la réforme du financement de la vie politique française, 1970-1987 », *Revue française de science politique*, 2010, vol.60, n°3, p.519-563.
- [760.] Phélippeau E., « Le financement de la vie politique française par les entreprises 1970-2012 », *L'année sociologique*, 2013/1, vol. 63, p. 189-223.
- [761.] Planche Jeanne, *Société civile. Un acteur historique de la gouvernance*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer, 2007, 143p.
- [762.] Pollard Julie, « Les groupes d'intérêt vus du local. Les promoteurs immobiliers dans le secteur du logement en France », *Revue française de science politique*, 2011, vol. 61, n°4, p.681-705.
- [763.] Pontier J.-M., « Le Rôle des intergroupes au Parlement », *Revue française de science politique*, n°3.4, août-oct., 1982, p.810-836.
- [764.] Portelli H., « Les lobbies au niveau local », *Pouvoirs*, n°79, 1996.
- [765.] Rangeon François, *L'Idéologie de l'intérêt général*, Paris, Economica, [Politique comparée], Préface de G. Vedel, 1986, 242p., bibliogr.

- [766.] Royer Jean-Michel, « Quelques groupes de pression vus à travers leur presse », in Duverger Maurice, Goguel François, Touchard Jean, *Les élections du 2 janvier 1956*, Paris, Cahiers de FNSP, A. Colin, n°82, 1957.
- [767.] Sauger N., « Partis politiques et groupes d'intérêt en France : convergence, confusion, et légitimation », Colloque *Les groupes d'intérêt au XXIe siècle*, septembre 2004.
- [768.] Saurugger Sabine, Grossman Emiliano, « Les groupes d'intérêt au secours de la démocratie ? », *Revue française de science politique*, vol.56, 2006/2, p.299-321.
- [769.] Saurugger Sabine, Grossman Emiliano, « Les groupes d'intérêt français. Transformation des rôles et des enjeux politiques », *Revue française de science politique*, vol. 56, 2006/2, p.197-203.
- [770.] Sidjanski D., « Hommage à Jean Meynaud », *Annuaire suisse de science politique*, 1972, 12, p.147-151.
- [771.] Sineau Mariette, *La force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle*, Paris, éditions de l'Aube, 2008, 203p., bibliogr.
- [772.] Vallat J.-P., Minonzo J., « L'union nationale des associations familiales (Unaf) : crises et transformations de la représentation des intérêts familiaux en France depuis 1945 », Colloque *Les groupes d'intérêt au XXIe siècle*, septembre 2004.
- [773.] Minonzio Jérôme et Vallat Jean-Philippe, « L'union nationale des associations familiales (UNAF) et les politiques familiales » Crises et transformations de la représentation des intérêts familiaux en France, *Revue française de science politique*, 2006/2 Vol. 56, p. 205-226.
- [774.] Venner Fiammetta, *L'Opposition à l'avortement. Du lobby au commando*, Paris, Berg international, 1995, 197p.
- [775.] Traini Christophe, *Les Braconniers de la République*, Paris, Puf, [Politique aujourd'hui], 2003, 203p.
- [776.] Viguié Frédéric, « Les paradoxes de l'institutionnalisation de la lutte contre la pauvreté en France », *L'Année sociologique* 2013/1 (Vol. 63), p. 51-75.
- [777.] Zittoun Philippe, « Partis politiques et politiques du logement. Échange de ressources entre dons et dettes politiques », *Revue française de science politique*, 2001, n°5, p.683-706.

### **Les numéros thématiques de revues**

- [778.] *Après-demain, Journal mensuel de documentation politique*, Jan-fev-mars 2004, n°460-461-462, « Lobbying, communication d'influence et démocratie », numéro spécial.
- [779.] Bauchard P., Birnbaum Pierre, Dubois Jean, Fossaert Robert, Grémion Pierre, Pisani Edgar, « Table ronde : A Propos des lobbies : Qui inspire, détient ou limite le pouvoir ? », *Revue politique et parlementaire*, sep.oct, 1979, 81 882, p.32-47.
- [780.] *Cahiers Vilfredo Pareto*, « Du Politique au social : Jean Meynaud toujours vivant », *Revue Européenne des sciences sociales*, XXIII, n°71, 1985.
- [781.] *Pouvoirs*, « Les groupes d'intérêt », 1996, n°79
- [782.] *Revue française de gestion*, « Du lobbying aux stratégies politiques des entreprises », n°119, juin-juil.-août 1998.
- [783.] *Revue Française de Science Politique*, « Les intellectuels dans la société française », vol. IX, n°4, déc. 1959.
- [784.] *Revue Française de Science Politique*, « Pluralisme, justice, égalité. De l'empirique au philosophique dans l'étude de la démocratie », 1996, n°2.
- [785.] *Revue Française de Science Politique*, « La transformation des groupes d'intérêt », vol.56, n°2, avril 2006.
- [786.] *Revue française d'études américaines*, « Lobbying et lobbyists », n°63, février 1995.

### **Publications d'historiens**

- [787.] Bonin Hubert, Hodeir Catherine, Klein Jean-François, eds., *L'esprit économique impérial (1830-1970), Groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008, 844p.
- [788.] Chatriot A., Lemerrier C., « Les corps intermédiaires », in Duclert V., Prochasson C., eds., *Dictionnaire critique de la République*, Paris, Flammarion, 2007, p.691-698.
- [789.] Chatriot A., « À la recherche des « forces vives » », in Serge Berstein et al., *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte « Hors collection Sciences Humaines », 2008 p. 219-237.
- [790.] Dumas Jean-Claude, ed., *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010.
- [791.] Dreyfus F.-G., « Un Groupe de pression en action : les syndicats universitaires devant le projet de loi Billères de réforme de l'enseignement (1955-1959) », *Revue française de science politique*, vol. 15, avril 1965, p.213-250.
- [792.] Druelle-Korn Clothilde, ed., *Les corps intermédiaires économiques. Entre l'état et le marché*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2011.
- [793.] Elgey Georgette, *La République des illusions. 1945-1951 ou la vie secrète de la IV<sup>e</sup> République*, Paris, Fayard, 1965, 555p., index.
- [794.] Elgey Georgette, *La République des contradictions 1951-1954*, Paris, Fayard, 1968, 654p., index.
- [795.] Falconi Ana Maria, Guenfoud Karima, Lazega Emmanuel, Lemerrier Claire et Mounier Lise, « Le contrôle social du monde des affaires : une étude institutionnelle », *L'Année sociologique*, 2005, 55, n°2, p. 451-484.
- [796.] Garrigues J., dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux Etats-Unis de 1820 à nos jours*, Rennes, PUR, [Collection Carnot], 2002, 309p.

- [797.] Guillaume Sylvie, *La confédération générale Petites et moyennes entreprises. Son histoire, son combat, un autre syndicalisme patronal 1944 – 1978*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1987, Préface de Léon Gingembre.
- [798.] Hamman Philippe, « Patrons et milieux d'affaires français dans l'arène politique et électorale (XIXe-XXe siècles) : quelle historiographie ? », *Politix*, vol.21, n°84/2008, p.35-59.
- [799.] Jeanneney J.-N., *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir 1914-1940*, Paris, Le Seuil, [L'univers historique], 1976.
- [800.] Le Béguet G., « Groupe de pression et politique (seconde moitié de la IIIe République) » in Sirinelli J.-F., éd., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 1996.
- [801.] Lemerrier Claire, *Un si discret pouvoir : aux origines de la Chambre de commerce de Paris, 1803-1857*, Paris, La découverte, L'esprit de l'Histoire, 2003.
- [802.] Lemerrier Claire, « L'Union nationale du commerce et de l'industrie (1859-1875), Bien plus qu'un syndicat patronal », AFSP, 2009.
- [803.] Plessis Alain, dir., *Naissance des libertés économiques. Liberté du travail et liberté d'entreprendre : Le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier, leurs conséquences, 1791-fin XIXe siècle*, Paris, Institut d'histoire de l'industrie, 1993.
- [804.] Rémond René, « Les anciens combattants et la politique », *Revue Française de Science Politique*, vol. V, n°2, 1955, p.2267-290.
- [805.] Rémond René, « Une histoire présente », in Rémond R., ed., *Pour une histoire politique*, Paris, 1988, Seuil, Coll. L'univers historique, 400p., index.
- [806.] Rosanvallon Pierre, *Misère de l'économie*, Paris, Le Seuil, 1983, 152p.
- [807.] Verlaine Julie, « Les associations professionnelles de marchands d'art après 1945 : lobbying et modernisation à Paris et à New York », *Le Mouvement Social*, 2013/2 n° 243, p. 53-65.
- [808.] Vinen Richard, « Business Intervention in the 1951 General Election : the Groupement de défense des contribuables », *Modern & contemporary France*, 1993, n°1, p.3-16

### **Publications de juristes**

- [809.] Auby J. M., « L'État divisé », *Crise du pouvoir et crise du civisme*, Semaine sociale de France, Rennes, 1954, La chronique sociale, p.43sq.
- [810.] Barthélémy Joseph, *La Crise de la démocratie représentative*, Paris, M. Giard, 1928, 88p.
- [811.] De Beaufort Viviane, Masson Antoine, eds., *Lobbying et procès orchestrés*, Bruxelles, Larcier, 2011, préface de J. Simon, 182p.
- [812.] Bénichou Michel, « Le lobbying et l'avocat », *Dalloz avocats*, 2014, mai, n°5, p. 195-201.
- [813.] Carnelutti Alexandre, « L'avocat lobbyiste », *ENA mensuel*, n°329, février 2003.
- [814.] Debouzy Olivier, Clemons Steven C., Philip Alan Butt, *Entreprises et politique étrangère. Le lobbying à Paris, Washington, Bruxelles*, Les notes de l'Ifri, 2003, 91p.
- [815.] Debouzy Olivier, « Vers une réglementation du lobbying », *Les échos*, 11 juin 2009.
- [816.] Delobel Jean-Louis, « Les Associations en France », *Revue des sciences politiques*, vol. 42, 1929, p.348-383.
- [817.] Duguit Léon, *Le Droit social. Le droit individuel et la transformation de l'Etat*, Conférences faites à l'Ecole des hautes études sociales, Paris, Félix Alcan, 1908, 151p.
- [818.] Friedman Samy, « Jean Meynaud (1914-1972) », *Revue internationale des sciences sociales*, 1972, n°3, p.661-662.
- [819.] Gicquel Jean, Hauriou André, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Domat Montchrestien, 1984 (1<sup>ère</sup> édition 1970), 978p., Index.
- [820.] Gobin Maurice, *L'idée d'obligation au groupement. Application aux groupements professionnels et mutualistes*, Paris, Thèse pour le doctorat, Félix Alcan, 1908.
- [821.] Hamon L., « Gouvernement et intérêts particuliers », *Esprit*, n°203, 1953, p.831-852.
- [822.] Houillon Grégory, *Le Lobbying en droit public*, Bruxelles, Bruylant, 2012, Préface de Frédéric Rouvillois, 1123p., bibliogr., index
- [823.] Jarrier Bernard, « L'État investi par les intérêts », *Esprit*, Juin, 1953, p. 878-902.
- [824.] Langrod Georges, éd., *La consultation dans l'administration contemporaine*, Paris, Cujas, 1972 Préface de Alfred Sauvy, 973p.
- [825.] Lapousterle Jean, *L'influence des groupes de pression sur l'élaboration des normes. Illustration à partir du droit de la propriété littéraire et artistique*, Paris, Dalloz, coll. Nouvelle bibliothèque des thèses, 2009, 411p. bibliogr.
- [826.] *Le monde du droit*, « Les avocats et le lobbying : un gisement d'opportunités », 1 Février 2008.
- [827.] Letteron Roseline, « Accès au dossier durant la garde à vue : la guerre des lobbies », *Droit et Justice*, 9 mai 2014.
- [828.] Lhomme Jean, *Comment former les élites*, Paris, PUF, [Bibliothèque du peuple], 1943, 63p.
- [829.] Lhomme Jean, *La Grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880). Essai sur l'histoire sociale de la France*, Paris, PUF [Bibliothèque de la science économique], 1960, 378p., bibliogr.
- [830.] Lhomme Jean, *Pouvoir et société économique*, Paris, Ed. Cujas, 1966.
- [831.] Lhomme Jean, *Pour une sociologie de la connaissance économique*, Paris, Flammarion [Nouvelle bibliothèque scientifique], 1974, 279 p., index.
- [832.] Mekki M., ed., *La force et l'influence normative des groupes d'intérêt, Identification, utilité, encadrement*, Paris, La Gazette du Palais, Lextenso éditions, 2009.

- [833.] Ordre des avocats de Paris, *Rapport sur l'avocat Lobbyiste*, Dominique Voillemot, Sabine du Granrut et Jacques-Antoine Robert, 10 mars 2009
- [834.] Parent Christophe, « Les lobbys entrent officiellement au Parlement français (regards croisés Bruxelles/Paris), *Revue politique et parlementaire*, 2010, n°1054, janv-fév, p.138-153.
- [835.] Rivero Jean, « La Réglementation de la grève », *Droit social*, n°1, janvier 1948, p.58-70.
- [836.] Rivero Jean, « Corps intermédiaires et groupes d'intérêts », *Semaine sociale de France*, Rennes, 1954, La Chronique sociale, 15p.
- [837.] Rivero J., « La Technocratie : mythe, épouvantail ou panacée ? », *Annales de l'université de Poitiers*, n°3, 1962, p.3-14.
- [838.] Roux Adrien, « Loi Sapin 2 : « le Parlement doit se saisir du texte pour en faire une arme efficace contre la corruption », *Le Monde* 24 mai 2016.

### **Publications de sociologues**

- [839.] Association internationale des sociologues de langue française, IIIe Colloque, *Structures sociales et démocratie économique*, Genève, 2-3-4 mai 1960, extrait de la *Revue de sociologie*, n°1-2, 1961, Université de Bruxelles, Institut de sociologie Solvay, 280p.
- [840.] Bonnaud Laure, Martinais Emmanuel, « Écrire la loi. Un travail de bureau pour hauts fonctionnaires du ministère de l'écologie », *Sociologie du travail*, 2013, 55, p.475-494.
- [841.] Bourdieu P., Christin R., « La construction du marché. Le champ administratif et la production de la « politique du logement » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol.81-82, p.65-85.
- [842.] Bourgeois Etienne, Nizet Jean, *Pression et légitimation. Une approche constructiviste du pouvoir*, Paris, PUF [Sociologies], 1995, 224p.
- [843.] Chapoulié J. M., « Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels », *Revue Française de Sociologie*, (14) 1 1973.
- [844.] Davy Georges, « Introduction » à Durkheim Emile, *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, [Quadrige], 1990.
- [845.] Davy Georges, *Éléments de sociologie, 1. Sociologie politique*, Paris, Vrin, 1950, 2<sup>e</sup> édition, 233p.
- [846.] Gurvitch G., éd., *Industrialisation et technocratie*, Paris, Colin [Bibliothèque générale de l'École pratique des Hautes Etudes, VIe section], 1949, 214p.
- [847.] Henry Odile, « La construction d'un monde à part. Processus de socialisation dans les grands cabinets de conseil », *Politix*, n°39, 1997, p.155-177.
- [848.] Lascoumes P., *Une démocratie corruptible : arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts*, Paris, Le Seuil, (La république des idées), 2011.
- [849.] Lascoumes Pierre, Le Hay Viviane, « Rapport à l'argent et conception de la corruption politique », *L'Année sociologique*, 2013/1 - vol. 63, p. 225 – 260.
- [850.] Lenoir Rémi, « Groupes de pression et groupes consensuels. Contribution à une analyse de la formation du droit », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Sept, 1986, p.31s.
- [851.] Lenoir Rémi, « Réponses et répondant : analyse d'une correspondance », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1988.
- [852.] Lenoir Rémi, *Généalogie de la morale familiale*, Paris, Le Seuil, [Liber], 2003, bibliogr., index, 587p.
- [853.] Maunier R., *Essais sur les groupement sociaux*, Paris, Félix Alcan, 1929.
- [854.] Maunier R., *Introduction à la sociologie*, Paris, Félix Alcan, 1929, 112p.
- [855.] Maunier R., *Précis de traité de sociologie*, Paris, Domat Montchrétien, 1943.
- [856.] Viriot-Durandal Jean-Philippe, *Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression retraités*, Paris, PUF [Le lien social], 2003, 514p.

### **Publications d'économistes et gestionnaires**

- [857.] Attarça Mourad, « Affaires publiques : l'émergence d'une nouvelle fonction dans les entreprises », *Revue française de gestion*, n°119, 1998, p.75s.
- [858.] Attarça Mourad, « Les ressources politiques de l'entreprise : proposition d'une typologie », XIe conférence internationale de management en stratégie, Paris, juin 2002, 26p.
- [859.] Attarça Mourad, « L'utilisation de la communication et de l'information dans les démarches de lobbying des entreprises : enjeux managériaux et sociétaux », *Revue du marketing*, 2006, 211, p.65-94.
- [860.] Attarça Mourad, Corbel Pascal, Nioche Jean-Pierre, « Innovation et politiques d'influence. Un essai de typologie », *Revue française de gestion*, 2010, n°206, p.31-47.
- [861.] Attarça Mourad, Chomienne Hervé, « Les politiques publiques sous l'influence des entreprises. Un regard « gestionnaire » », *Revue française de gestion* 2014/8 (N° 245), p. 101-130.
- [862.] Casanova J.-C., « L'Élite des affaires : principaux thèmes des sciences sociales américaines concernant les dirigeants de l'économie », AFSP, 1963, *La Classe dirigeante : mythe ou réalité*.
- [863.] Le Duff Robert, ed., *Encyclopédie de la gestion et du management*, Paris, Dalloz, 1999.
- [864.] Le Net Michel, Lachat Christophe, « Les Lobbies et le pouvoir », *Problèmes politiques et sociaux*, n°662, sept. 1991.
- [865.] Lassalle- de Salin Maryvonne, « De l'influence à la « coopération nationale » : les stratégies politiques des entreprises et les relations pouvoirs/publics entreprises dans le cadre des organisations intergouvernementales », Colloque *Les groupes d'intérêt au 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, 2004, 38p.

- [866.] Laufenburger Henry, *Théorie économique et psychologique des finances publiques*, Paris, Sirey, tome 1, 5<sup>e</sup> édition, 1956, 364p.
- [867.] Nioche Jean-Pierre, Tarondeau Jean-Claude, « Les Stratégies d'entreprises face aux réglementations publiques », *Revue française de gestion*, n°119, 1998, p.71s.
- [868.] Sauvy A., *Les Statistiques et l'organisation professionnelle*, Paris, PUF, 1943, 100p.
- [869.] Sauvy A., *Le Pouvoir et l'opinion. Essai de psychologie politique et sociale*, Paris, Payot, 1949, 188p.
- [870.] Sauvy A., *Les Faits et les opinions*, Paris, Les cours du droit, Univeristé de Paris, IEP, 1954, Fasc.1, 722p.
- [871.] Sauvy A., « Lobbys et groupes de pression », *In Le Pouvoir*, t.2, Paris, PUF, 1957, 216p. p.173-213.
- [872.] Sauvy A., « Lobbys et groupes de pression », *In Politique et technique*, Paris, PUF, [Bibliothèque des centres d'études supérieures spécialisés], 1958, 365p.
- [873.] Sauvy A., *La Nature sociale. Introduction à la psychologie politique*, Paris, A. Colin, [Science politique], 1957.
- [874.] Sauvy A., *Les 4 roues de la fortune. Essai sur l'automobile*, Paris, Flammarion, 1968, 242p.
- [875.] Sauvy A., *De Paul Reynaud à Charles De Gaulle. Scènes, tableaux et souvenirs*, Paris, Casterman, 1972, 216p.
- [876.] Villey Daniel, *Redevenir des hommes libres*, Paris, Librairie Médicis, 1946, 296p.
- [877.] Zarka Claude, *L'Industrie automobile française et la libération des échanges. Contribution à l'étude des groupes de pression*, École pratique des hautes études, 6<sup>e</sup> section, Centre d'études économiques, Paris, Janvier 1956, 113p. bibliogr.

### **Publications d'infocom**

- [878.] Gabrielle Monin, « Dédiaboliser le lobbying en France : une affaire démocratique », *Cercle Les Echos*, 15 novembre 2012.

### **Publications de philosophes**

- [879.] Rougier Louis, *La mystique démocratique. Ses origines, ses illusions*, Paris, Flammarion, 1929.

### **Les manuels et les cours de science politique comportant des références aux groupes d'intérêt**

- [880.] Allain-Dupré Patrice, *Communication institutionnelle*, Paris, FNSP, cours de l'IEP de Paris, 1991, service de polycopie, 2 fascicules.
- [881.] Bouthoul G., *Traité de sociologie*, Paris, Payot, 1946, 544p.
- [882.] Bouthoul G., *Traité de sociologie*, II Partie. *Sociologie dynamique*, Paris, Payot, 1954, 404p.
- [883.] Burdeau Georges, *Traité de science politique*. Tome 1. *Le pouvoir politique*, Paris, LGDJ, 1949.
- [884.] Burdeau Georges, *Manuel de droit constitutionnel*, Paris, LGDJ, 1952, 6<sup>e</sup> édition, 346p.
- [885.] Burdeau Georges, *Traité de science politique*, Tome III., La dynamique politique, Paris, LGDJ, 1968, p.210-233.
- [886.] Calvez Jean-Yves, *Introduction à la vie politique*, Paris, Aubier-Montaigne, 1967.
- [887.] Denquin J.-M., *Introduction à la science politique*, Paris, Hachette [Supérieur], 1992 [2001 pour la 2<sup>nd</sup> édition], 155p., bibliogr., index.
- [888.] Dupuy Georges, Geogel Jacques, Moreau Jacques, *Éléments de sociologie politique*, Paris, Cujas, 1966
- [889.] Duverger Maurice, *Manuel de droit constitutionnel et de science politique*, Paris, PUF, 1948, 5<sup>e</sup> édition, 403p.
- [890.] Duverger Maurice, *Droit constitutionnel et institutions politiques*, t.2, Paris, PUF, [Thémis], 1955, 1<sup>er</sup> édition, 1959, 4<sup>e</sup> édition.
- [891.] Duverger Maurice, *Introduction à la sociologie politique*, Les cours de droit, Licence 1<sup>re</sup> année, 1962-1963.
- [892.] Duverger Maurice, *Sociologie politique*, Paris, PUF [Thémis], 1966.
- [893.] Goguel François, *Le Régime politique français*, Paris, Le Seuil, 1955, 137p.
- [894.] Goguel François, éd., *Le Travail parlementaire en France et à l'étranger*, Paris, PUF, 1955.
- [895.] Goguel François, Grosser Alfred, *La Politique en France*, Paris, A. Colin, [Coll. U], 1964.
- [896.] Meynaud Jean, *Quelques réflexions sur le système économique*, in Meynaud Jean, Besse Pierre, Bloch-Lainé François, Gruson Claude, Perouse Maurice, *La Vie économique*, Paris, Les cours de droit, 1952-1953, IEP, vol. V.
- [897.] Meynaud Jean, *Éléments d'économie*, Texte résumé du cours professé à l'IEP de Paris, 1953-54, 2 vol.
- [898.] Meynaud Jean, *La Science politique au XX<sup>e</sup> siècle*, École des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne, 1955, 63p.
- [899.] Michel H., « Groupes d'intérêt » in Cohen A., Lacroix B., Riutort P., eds., *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.
- [900.] Michel H., « Mouvements sociaux, groupes d'intérêt et politiques publiques », in Borraz O., Guiraudon V., eds., *Politiques publiques, 2. Changer la société*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
- [901.] Mouriaux René, Capdevielle Jacques, *La Politique*, Paris, Hachette, 1972.
- [902.] Vedel Georges, *Introduction à la science politique*, Paris, Les cours de droit, 1955-56.
- [903.] Schwartzener R.-G., *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1971.

**Publications de détenteurs de postes politiques et rapports officiels**

- [904.] Augé-Laribé Marc, Berthod Aimé, Borel Emile et al., *La politique républicaine*, Paris, Felix Alcan, 1924.
- [905.] Beaudouin Patrick, Grosskost Arlette, « Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale pour établir des règles de transparence concernant les groupes d'intérêts », 30 octobre 2006, n°3399.
- [906.] Bradesco Faust, « L'Actualité des groupes de pression (I ; II) », *Défense de l'Occident*, n°111, n°112, 1973.
- [907.] Carayon B., *L'intelligence économique, compétitivité et cohésion sociale*, Paris, La Documentation française, coll. Rapports officiels, 2003.
- [908.] Charié Jean-Paul, *Livre bleu du lobbying en France*, 2008, 102p.
- [909.] Club Jean Moulin, *L'État et le citoyen*, Paris, Seuil, 1961, 409p.
- [910.] Debré M., *L'Artisanat classe sociale. La notion d'artisan. La législation artisanale*, Paris, Dalloz, 1934.
- [911.] Debré M., *La Mort de l'État républicain*, Paris, Gallimard, 1947, 238p.
- [912.] Debré M., *La République et son pouvoir*, Paris, Nage, [écrits politiques], 1950, 204p.
- [913.] Debré M., *La République et ses problèmes*, Paris, Nage, [écrits politiques], 1952, 223p.
- [914.] Debré M., *Refaire une démocratie, un État, un pouvoir*, Paris, Plon, 1958.
- [915.] Floch J., *La présence française et l'influence de la France dans les institutions européennes*, Rapport d'information de la délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union européenne, 15 mai 2004, n°1594.
- [916.] Giuliani J.-D., *Marchands d'influence. Les lobbies en France*, Paris, Le Seuil, 1991, 260p.
- [917.] HYEST Jean Jacques, *Rapport*, Sénat, commission de réflexion pour la prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique, 2011
- [918.] Kerilis H. de, *Une campagne de salut public : dissolution ! Révision ! centre de propagande des républicains nationaux*, 1933, 14p.
- [919.] Mendès France Pierre, *La République moderne. Propositions*, Paris, Gallimard, [Idées], 1962, 251p.
- [920.] Moch J., *Guerre aux trusts*, Paris, Editions de la liberté, [Problèmes d'aujourd'hui], 1945, 104p.
- [921.] Noël Léon, *Notre dernière chance*, Paris, Librairie Gedalge, 1956, 198p.
- [922.] Prélot Marcel, *La Représentation professionnelle dans la constitution de Weimar et le Conseil économique national*, Thèse pour le doctorat ès sciences politiques et économiques, Université de Paris, faculté de droit, 1924, Paris, Edition Spes, 179p.
- [923.] Prélot Marcel, « Les gouvernements d'opinion », Les Semaines sociales de France, Reims, XXVe session, 1933, *La Société politique et la pensée chrétienne*, p.157s.
- [924.] Prélot Marcel, « Le travail sociologique », in Nedoncelle Maurice, éd., « La Philosophie religieuse en Grande-Bretagne de 1850 à nos jours », *Cahiers de la nouvelle journée*, 26, 1934, 233p.
- [925.] Prélot Marcel, « L'intégration des organes corporatifs dans l'État », Semaines sociales de France, Anger, XXVIIe session, 1935, *L'organisation corporative*.
- [926.] Prélot Marcel, « L'État, société et pouvoir », *Crise du pouvoir et crise du civisme*, Semaine sociale de France, Rennes, 1954, La chronique sociale, p.23s.
- [927.] Prélot Marcel, *Cours de science politique*, Les cours de droit, Des de droit public et de science politique, 1956-1957.
- [928.] Prélot Marcel, *Cours de sociologie politique*, Les cours de droit, DES, 1964-1965.
- [929.] Prélot Marcel, *Sociologie politique*, Paris, Dalloz, 1973.
- [930.] *La revue Parlementaire*, Janvier 2008, « Un livre bleu pour organiser le lobbying », 3 questions à Jean-Paul Charié et Réaction de Jean-Claude Lenoir, député de l'Orne.
- [931.] Sirugue Christophe, *Rapport au nom du groupe de travail sur les lobbies à l'Assemblée*, 27 février 2013, 38p.
- [932.] Stasi Bernard, *Vie associative et démocratie nouvelle*, Paris, PUF, 1979, 157p.

**Publications des agents détenant un poste dans la presse**

- [933.] Autret F., *Les manipulateurs. Le pouvoir des lobbys*, Paris, Denoël, [Impacts], 2003, 232p.
- [934.] Bauchard Philippe, *Bilan de la V<sup>e</sup> République. L'économie au service du pouvoir*, Paris, Calmann-Lévy, [Questions d'actualité], 1967, 292p.
- [935.] Bourdet C., « Lecteurs usés et politique de groupe », *La NEF*, avril-mai, 1951, n°75-76, p.105-110.
- [936.] Bourdet C., « Les Maîtres de l'Afrique du Nord », *Les Temps modernes*, juin, 1952, p.2247-2264.
- [937.] Bréhier Thierry, « Les Groupes de pression à l'assemblée », *Pouvoir*, 1985, n°34.
- [938.] Closets François de, *Toujours plus*, Paris, Grasset, 1983, 505p.
- [939.] Closets François de, *Tous ensemble. Pour en finir avec la syndicalité*, Paris, Seuil, 1985, 475p., bibliogr.
- [940.] Closets François de, *La Grande manip*, Paris, Le Seuil, 1990, 572p., bibliogr.
- [941.] Constanty H., *Le lobby de la gâchette*, Paris, Le Seuil [L'épreuve des faits], 2002, 212p.
- [942.] Constanty H., Nouzille V., *Députés sous influence. Le vrai pouvoir des lobbies à l'Assemblée nationale, Pour qui roule vraiment votre élu*, Paris, Fayard, 2006, 498p.
- [943.] Foucart Stéphane, *La fabrique du mensonge. Comment les industriels manipulent la science et nous mettent en danger*, Paris, Denoël, Impact, 2013, 302p.
- [944.] Glaser Antoine, Smith Stephen, *Ces Messieurs Afrique 2. Des réseaux aux lobbies*, Paris, Calmann-Lévy, 1997, 286p.
- [945.] Kempf Hervé, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Le Seuil, coll. L'histoire immédiate, 2011.



- [946.] Lenglet R., Topuz B., *Des lobbies contre la santé*, Paris, Syros, [Société et santé], 1998, 287p.
- [947.] Lenglet Roger, *Lobbying et Santé, ou comment certains industriels font pression contre l'intérêt général*, Paris, Editions Pascal – La mutualité française, 2009.
- [948.] Lenglet Roger, Vilain Olivier, *Un pouvoir sous influence. Quand les think tanks confisquent la démocratie*, Paris, A. Colin, 2011, 236p.
- [949.] Lenglet Roger, *24 heures sous influences. Comment on nous tue jour après jour*, Paris, François Bourin Éditeur, 2013.
- [950.] Nouzille Vincent, *La République du copinage*, Paris, Fayard, 2011.
- [951.] Priouret Roger, *La République des députés*, Paris, Grasset, 1959, Postface d'A. Siegfried, 267p.
- [952.] Querlin Maryse, *Les Chaudières de l'enfer. Le problème de l'alcoolisme en France*, Paris, Gallimard [L'air du Temps], 1955, 237p.
- [953.] Romier Lucien, « Les Intérêts économiques et les élections », *L'Opinion ; Revue de la semaine illustrée*, 1er décembre 1922.
- [954.] Stauber John, Rampton Sheldom, *L'industrie du mensonge. Lobbying, communication, publicité et médias*, Marseille, Agone, 2004, 363p., préface de R. Lenglet.

### **Les essayistes et « inclassables »**

- [955.] Beau de Loménie, « Les Puissances d'argent », *La NEF*, 1951, n°75-76, p.125-132.
- [956.] Benoist Charles, *Les Maladies de la démocratie. L'art de capter le suffrage et le pouvoir*, Paris, Prométhée, 1929, 273p.
- [957.] Cohen-Tanugi Laurent, *Le droit sans l'État. Sur la démocratie en France et en Amérique*, Paris, PUF [Recherches politiques], 1985, 206p.
- [958.] Dasquié Guillaume, *Les nouveaux pouvoirs*, Paris, Flammarion, 2003.
- [959.] Gorius Aurore, Moreau Mickaël, *Les gourous de la com'. Trente ans de manipulations politiques et économiques*, Paris, La Découverte, 2011.
- [960.] Guillien Roger, *Les Trusts contre la patrie*, Éditions de la Liberté, [Problèmes d'aujourd'hui, n°2], 1944.
- [961.] Michaud Yves, « Les lobbies, court-circuits de la souveraineté », *Le Monde*, 18 juin 2010.
- [962.] Peyret H., « Les Groupements professionnels et le Parlement », *La NEF*, n°75-76, avril-mai 1951, p.111-118.
- [963.] Peyret H., *La stratégie des trusts*, Paris, PUF [Que-sais-je ?], 1961, 128p.
- [964.] Pinçon M., Pinçon-Charlot M., *Le président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Paris, La Découverte – Zones, 2010.
- [965.] Sartre J.-P., *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, [Bibliothèque des idées], 1960, 755p.

### **Haute fonction publique et lobbying**

- [966.] Bloch-Lainé F., *Pour une réforme de l'entreprise*, Paris, Le Seuil, 1963, 158p.
- [967.] Bloch-Lainé F., Bouvier J., *La France restaurée 1944-54, Dialogue sur les choix d'une modernisation*, Paris, Fayard, 1986, Préface de J.-P. Rioux, 338p., index.
- [968.] Conseil d'Etat, *Sécurité juridique et complexité du droit*, Rapport pour 2006, Paris, La Documentation française.
- [969.] Delouvrier P., « L'État envahi », *Semaine sociale de France*, Rennes, 1954, La chronique sociale, p.75sq.
- [970.] Déontologue de l'Assemblée nationale, *Rapport public annuel*, 2012 ; 2013
- [971.] Doublet Y.-M., « Lobbying et corruption », in *Groupe des Etats contre la corruption*, 13è rapport général d'activité, Conseil de l'Europe, 2013.
- [972.] ENA Mensuel, *Administration et lobbying*, n°219, mars 1992.
- [973.] Germain Jacques, *Le Capitalisme en question. Le capitalisme occidental devant la compétition est-ouest et l'émancipation du tiers-monde*, Paris, R. Laffont, 1960, Préface de J. Moch. 250p.
- [974.] Gournay Bernard, *Introduction à la science administrative. Les administrations publiques dans les sociétés contemporaines*, Paris, A. colin [Cahiers de la FNSP n°139], 1966, 307p.
- [975.] Grunebaum-Ballin P., « La participation des organisations professionnelles à l'exercice du pouvoir législatif », *Revue politique et parlementaire*, 1920, Tome CII, p.42-56.
- [976.] Hermel Laurent, Romagni Patrick, *Le marketing public. Une introduction au marketing des administrations et des organisations publiques*, Paris, Economica, 1990, 113p.
- [977.] Marabuto Paul, *Les Partis politiques et les mouvements sociaux sous la IVè République*, Paris, Sirey, 1948, 507p., Bibliogr.
- [978.] Ministère de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur, *Fédérations professionnelles japonaises et lobbying*, Direction générale des stratégies industrielles, Études, s.d., 187p.
- [979.] Pons Noël, *La corruption des élites, expertise, lobbying, conflits d'intérêts*, Paris, Odile Jacob, 2012, préface Claude Mathon, postface Pierre Merand.
- [980.] Revel Claude, *La France un pays sous influences ?* Paris, Vuibert, 2012, 255p.
- [981.] Revel Claude, *Développer une influence normative internationale stratégique pour la France*, Rapport pour le ministre du commerce extérieur, 2012, 102p.
- [982.] *Rapport sur les obstacles à l'expansion économique*, Paris, Imprimerie Nationale, 1960, 279p.
- [983.] Service central de la prévention de la corruption, *Rapport annuel*, Le Journal officiel, 1994.

[984.] VIE PUBLIQUE, *Le lobbying en France : une pratique en voie de reconnaissance*, Dossiers d'actualité, 3 septembre 2015.

### **Publications des agents en position dans des espaces économiques**

- [985.] Accomex, *Intelligence économique / Lobbying*, janvier février 2006, n°67, édité par la chambre de commerce de Paris.  
 [986.] De Calan Pierre, *Renaissance des libertés économiques et sociales*, Paris, Plon, Préface H. Fayol, 1963, 327p.  
 [987.] Jacomet Dominique, « Les changements induits par l'intégration européenne et la mondialisation sur la stratégie d'influence collective des entreprises : le cas de l'Union des industries textiles (UIT) », Colloque *Les groupes d'intérêt au 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, 2004, 10p.  
 [988.] Refait M., *L'Entreprise et l'État. Capitalisme et démocratie*, Paris, PUF, Coll. Politique aujourd'hui, 1994.  
 [989.] Zamanski J., « La Place des organismes professionnels dans l'État », Semaines sociales de France, Reims, XXVe session, 1933, *La société politique et la pensée chrétienne*, p.487sq.

### **Les thèses, mémoires de recherche et articles d'étudiants consacrés aux groupes de pression et au lobbying**

- [990.] Boucher Stephen, *Le Conseil en lobbying en France et en Grande Bretagne*, Paris, Mémoire de DEA d'études politiques, 1993, J. Charlot dir., 125p., annexes.  
 [991.] Boye Papa-Assane, « Du trafic d'influence à l'influence par la communication : le second âge du lobbying », *Humanisme et entreprise*, n°241, 2000.  
 [992.] Boye Papa-Assane, « La tardive apparition des cabinets de lobbying en France : une donnée historique et institutionnelle », *Humanisme et entreprise*, n°264, 2004, p.1-16.  
 [993.] Boye Papa-Assane, *Vers une reconnaissance institutionnelle du lobbying en France ? Analyse des métamorphoses d'une profession controversée*, Université de PARIS II - Panthéon-Assas, Thèse de doctorat de droit public, 2008, Hugues Portelli directeur.  
 [994.] Castagnino Florent, « Le registre des représentants d'intérêts de l'Assemblée Nationale au prisme des sciences sociales », master ENS, sous la direction de M. Offerlé, 2012.  
 [995.] Courty Guillaume, *Les Routiers. Contribution à une sociologie politique des groupes d'intérêt*, 1993, Doctorat de science politique, Université Paris X-Nanterre, Hugues Portelli directeur.  
 [996.] Cublier Jean-Michel, *L'Affaire de Vals de Loire. Aspects techniques et politiques*, Paris, Mémoire IEP, 1960, 136p. Dir. J. Meynaud.  
 [997.] David Aurélie, *Le Métier de lobbyiste*, Université Paris X-Nanterre, Mémoire de DESS de droit de la vie politique, 1993, 59p.  
 [998.] Esteban Jorge, *Etude sur la représentation des intérêts et son influence en France*, Thèse pour le doctorat de l'Université de Paris, Faculté de Droit, 1967, 556p., bibliogr., Dir. M. Duverger.  
 [999.] Gajan Sophie, *Le Lobbying en France en l'an 2000 : un développement bridé mais inexorable*, Paris, Mémoire de Maîtrise d'Information et Communication, CELSA, Jean-Baptiste Carpentier Dir., 1999-2001, 154p.  
 [1000.] Hudebine Hervé, *Organisation patronales et conseil régionale en Ile de France*, mémoire de DEA, IEP de Paris, Y. Mény dir., 1992, 165p., Bibliogr.  
 [1001.] Institut catholique de Paris, *Profession : Lobbyiste, un métier « passion »*, étude sur commande du réseau BASE, 2009.  
 [1002.] Mallat-caze E., *Le Phénomène de l'absinthe et sa traduction dans les débats parlementaires de 1908 à 1911*, Mémoire de DEA d'histoire du XXe siècle, IEP Paris, 1981, 88p.  
 [1003.] O'Connell Christine E., *La Transnationalisation des groupes d'intérêt nationaux dans l'Union Européenne : le cas de la FNSEA*, Mémoire de DEA d'Études politiques, IEP Paris, 1997, B. Badie Directeur, 89p., bibliogr.  
 [1004.] Ondo Nguema Nicaise, *De la défense de la cause « des plus démunis » à la construction d'une action publique : sociogenèse de la loi relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998*, Thèse de doctorat de science politique, Lyon 2, 2007.  
 [1005.] Tournon Jean, *Les Groupes de pression, tableau d'un secteur de la science politique*, Paris, Mémoire IEP, 1960, 117p.  
 [1006.] Variot Romain, *Les groupes d'intérêt de l'économie sociale et solidaire. Acteur d'un lobbying atypique*, mémoire de l'IEP de Grenoble, Medhi Arrignon directeur, 2014, 90p.

### **Les ouvrages des professionnels : manuels de lobbying, articles et enquêtes des consultants**

- [1007.] Adler Jean-Christophe, « France-Europe : le lobbying en sept questions », *Revue Défense nationale*, N° 679 Octobre 2005.  
 [1008.] Anthenor, *Étude sur le registre des représentants d'intérêt auprès de la Commission européenne*, 2009, 28p.  
 [1009.] Archambault Jean-Luc, « Profession Lobbyiste », *La revue parlementaire*, février 2006, n°886.  
 [1010.] Association des Avocats Lobbyistes, « Moralisation de la vie publique », *Le Monde du droit*, 26 avril 2013.  
 [1011.] Association française des conseils en lobbying, colloque *Décision publique : utilité et exigences du lobbying*, Sénat, 2007.  
 [1012.] Bardon Pierre, Libaert Thierry, *Le lobbying*, Paris, Dunod, [Les Topos], 2012, 125p

- [1013.] Beaudoin J.-P., *Conduire l'image de l'entreprise*, Paris, Éditions Liaisons, 1995.
- [1014.] Blandin H., Lefébure T., *Marianne la muette. Les politiques savent-ils communiquer ?* Paris, Éditions Lpm, [Les presses du management], 2000, 197p.
- [1015.] Bloch Alain, *L'Intelligence économique*, Paris, Economisa, 1996, 104p., bibliogr.
- [1016.] Boye Assane, *Traité de Lobbying. Les métamorphoses d'une profession controversée*, Paris, éditions du Palio, Préface de M. Clamen, 2013.
- [1017.] Burson-Marsteller I&E et TNS, *L'efficacité du lobbying en France et en Europe, Similitudes et différences : une exception française ?* juin 2013, 27p.
- [1018.] Cercle d'intelligence économique du Medef Paris, *L'intelligence économique ; guide pratique pour les PME*, 2006, 52p.
- [1019.] Chouchan Lionel, Flahaut Jean-François, *Les relations publiques*, Paris, PUF, [QJ ?], 2009, 3<sup>e</sup> édition (2005 pour la première).
- [1020.] Clamen M., *Le Lobbying et ses secrets. Guide des techniques d'influence*, Paris, Dunod, 1995, 247p.
- [1021.] Clamen M., *Pratique du lobbying : 17 dossiers analysés et commentés*, Paris, Dunod, 2002, 191p., bibliogr. Index.
- [1022.] Coste Thierry, *Le vrai pouvoir d'un lobby. Les politiques sous influence*, Paris, Bourin éditeur, 2006, 315p.
- [1023.] Daridan Marie-Laure, Luneau Aristide, *Lobbying. Les coulisses de l'influence en démocratie*, Pearson, 2012.
- [1024.] Delacroix Xavier, ed., *Influencer la démocratie. Démocratiser l'influence. Enjeux et perspectives d'un lobbyisme démythifié*, Paris, Afcap édition, Paris, 2004, 239p.
- [1025.] Delelis Philippe, « Les lobbies au tamis », LesEchos.fr, Collectivités territoriales, 14 janvier 2015.
- [1026.] Descheemaekere François, *Le cyber Lobbying*, Paris, Lavoisier, 2007, 171p.
- [1027.] Desselas Stéphane, *Un lobbying professionnel à visage découvert. Enquête sur l'influence des Français à Bruxelles*, Editions du Palio, 2007, 191p.
- [1028.] Desselas Stéphane, Clarac Natacha, *Les règles d'or du lobbying*, Le Palio, 2012, 173p., préface de Anne Houtman.
- [1029.] Ducatte J.-C., *La Gestion de l'influence ou le lobbying au service de l'entreprise*, Paris, Éditions Liaisons, 1998.
- [1030.] Ducrey Vincent, *Le guide l'influence*, Paris, Eyrolles, 2010.
- [1031.] Edelman, Strategy One, *Information et communication dans l'univers parlementaire à l'ère du Web 2.0*, novembre 2009.
- [1032.] Eugène Eric, *Le Lobbying : une imposture ?* Paris, Le cherche Midi, 2002, 211p., bibliogr.
- [1033.] Farnel F. J., « Le Lobbying : un management en constante évolution », *Revue de recherche juridique*, 1, 1993, p.273-282.
- [1034.] Farnel F. J., Robert P. C., « Le Lobbying : stratégies et techniques d'intervention », *Humanisme et entreprise*, n°198, 1993.
- [1035.] Farnel F., *Le Lobbying : stratégies et techniques d'intervention*, Paris, Ed. d'organisation, 1994, 174p.
- [1036.] Gosselin B., *Le Dictionnaire du lobbying*, Colombelles, Ed. Management et société, [Pratiques d'entreprises], 2003, 316p.
- [1037.] Harbulot Christian, « Le Lobbying, outil indispensable de la compétitivité », *L'usine nouvelle*, 12 juin 2009.
- [1038.] Hermel Laurent, Romagni Patrick, *Le marketing public. Une introduction au marketing des administrations et des organisations publiques*, Paris, Economica, 1990, 113p.
- [1039.] D'Herbemont Olivier, César Bruno, *La stratégie du projet latéral. Comment réussir le changement quand les forces politiques et sociales doutent ou s'y opposent ?* Paris, Dunod, 1996, 232p.
- [1040.] Hugot Jean-Baptiste, *Guide des cabinets conseil en management*, Paris, Les éditions du Management, 2013, 11<sup>e</sup> édition.
- [1041.] Jouvét Françoise, Eugène Eric, *Comment développer de bonnes relations avec les élus*, Paris, Le Cherche Midi éditeur, Coll. Documents, 1992, 232p.
- [1042.] Julien B., *Les Groupes de pression américain. Le lobby agro-alimentaire à l'assaut du pouvoir. Un modèle pour l'Europe*, Paris, Skippers, 1988.
- [1043.] Julien B., « Euro-lobbying invades Berlaymont », *European affairs*, vol. 4, n°3, 1990.
- [1044.] Kunicki Thierry, « Profession lobbyiste, les temps changent », *La revue parlementaire*, 2004, n°882.
- [1045.] Laimé Marc, *Le lobby de l'eau. Pourquoi la gauche noie ses réformes*, Paris, éditions Françoise Bourin, 2014, 405p.
- [1046.] Lamarque G., *Le Lobbying*, Paris, PUF, [QJ ?], 1994.
- [1047.] Lamkin Vincent, Ripoull Jérôme, « Revivifier le dialogue entre Société Civile et Parlement », *La Revue Parlementaire*, n°893, 2006.
- [1048.] Lamkin Vincent, Ripoull Jérôme, « "Des députés heureusement sous influence", plaidoyer pour un lobbying élargi », lfrap, 2006.
- [1049.] Lecerf Géry, « Vers une régulation du lobbying » <http://www.debateco.fr/173,1130/20090709-lecerf-lobbying-influence-loi-assemblee-nationale-regles-transparence.html>, 9 juillet 2009.
- [1050.] Lefébure T., *Lobby or not to be*, Paris, Plume, 1991, 178p.
- [1051.] Le Grelle Bernard, *Profession lobbyman : le pouvoir des coulisses*, Paris, Hachette, 1988, 404p.
- [1052.] Limousin Laure, *Les métiers du lobbying et des affaires publiques*, Paris, Ellipses, 2007, 175p.
- [1053.] Le Picard O., Adler J.-C., Bouvier N., *Lobbying. Intérêts particuliers – biens collectifs. Les règles du jeu*, Paris, Éditions d'organisations, 2000, 223p.
- [1054.] Le Picard O., « Evitons les fantasmes sur le lobbying à l'Assemblée », *Le Monde*, 27 juin 2008.
- [1055.] Lorho Frank, « Quelle légitimité pour le lobbying ? », *Le Banquet*, 1994, n°4, p.195-211.

- [1056.] Luneau Aristide, « Paradoxe : quand le lobbying des taxis pénalise son propre business », Les Echos.fr, Le cercle, 6 janvier 2015.
- [1057.] Martre H., dir., *Intelligence économique et stratégie d'entreprises*, Paris, La documentation française, Commissariat général au Plan, 1994.
- [1058.] Marty Alain, Ivanoff Georges, *Cercles et réseaux d'influence. Le guide des clubs, cercles, et réseaux d'affaires*, Paris, Les Presses du management, 1996, 2<sup>e</sup> édition, 302p.
- [1059.] Marty Alain, *Réseaux d'influence. Le guide des clubs en France et en Europe*, Paris, Les presses du management, 1998, 388p.
- [1060.] Normand Nadine, « Le Parlement et les lobbys », *L'Information agricole*, n°686, février 1996.
- [1061.] Prevost-Testart D.-C., *Le Lobbying ou l'échiquier des pouvoirs. Méthodologie à l'usage des entreprises*, Paris, Editions liaisons, 1993, 129p.
- [1062.] Racouchot Bruno, « De la stratégie d'influence à la communication d'influence » in Harbulot C., éd., *Manuel d'intelligence économique*, Paris, PUF, Collection Major, 2012, p.359-370.
- [1063.] Reiller Philippe, « Qui est auditionné au Parlement ? », *La lettre de l'Expansion*, n°1681, 3 novembre 2003.
- [1064.] Rencontres Léonard de Vinci, *Lobbying : culture démocratique ou trafic d'influence*, Paris, Les éditions de l'Épure, 1996, 56p., bibliogr.
- [1065.] Ripoull Jérôme, Lamkin Vincent, « Avec un Parlement fort, les lobbys sont une condition de la démocratie », *Le Figaro.fr*, 16 juin 2007.
- [1066.] Romagni Patrick, *La Communication d'influence. Lobbying mode d'emploi*, Paris, Les presses du management, 1993, 245p.
- [1067.] Séance publique, *Comment les députés et les sénateurs réagissent-ils aux actions de lobbying ?* 28 avril 2004, 8p.
- [1068.] Séance publique, "Quels sont les exigences et principes d'un lobbying responsable®", Démarche de concertation, juillet-août 2009.
- [1069.] Séance publique, "Les enjeux du dialogue public privé dans les démarchés de déontologie des entreprises et des organisations", 27 octobre 2010.
- [1070.] Séance publique, « Les relations institutionnelles dans les établissements publics », juin 2011.
- [1071.] Séance publique, « Quel dialogue dans les territoires ? Relations institutionnelles entre les acteurs publics et privés », septembre 2011.
- [1072.] Séance publique, « Synthèse des débats et décisions sur les représentants d'intérêts et le dialogue public / privé », *Veille généraliste*, n°7, 22 mars 2012.
- [1073.] Séance publique, "Dialogue et décision publique. Conversations", 2013.
- [1074.] Entretien avec Gilles Teisseyre, *La Revue Parlementaire*, n°889, juin 2006
- [1075.] Weiss Emmanuelle, *Comment mener son lobbying à Bruxelles*, Paris, Nathan, [Les questions de l'entreprise], 1993, 108p.

### **Rapports et prises de position des ONG et autres organisations**

- [1076.] ETAL, « Lobbying, conflits d'intérêts : le réseau ETAL analyse les réponses de candidat-es aux élections régionales », Communiqué de presse / Paris - Vendredi 12 mars 2010.
- [1077.] Euractiv.fr, « Encadrement du lobbying : La France accouche d'une souris », 9 juillet 2009.
- [1078.] Institut Montaigne *Engager le citoyen dans la vie associative*, novembre 2008, 112p.
- [1079.] Jossec Gildas, « 2013 : année européenne des citoyens... ou des lobbyistes ? », Bastamag.net, 31 janvier 2013 [signé pour l'AITEC].
- [1080.] Galois Paul, « Encadrement du lobbying. Le vrai lobby c'est le capital », *Lutte ouvrière*, n°2371, 10 janvier 2014.
- [1081.] Regards citoyens, "Réforme du lobbying et de la transparence à l'Assemblée nationale : compte-rendu de notre audition", 14 janvier 2013.
- [1082.] Regards citoyens, « Lobbying à l'Assemblée : la transparence n'est rien sans contrôle », *Libération*, 26 mars 2013.
- [1083.] *Territoires*, n°513, décembre 2010, « La France sous influences ».
- [1084.] Transparency International, « La corruption et le secteur privé », Rapport 2009.
- [1085.] Transparency International, Section française, « Encadrement du lobbying au Parlement : TI France appelle à une réforme ambitieuse, à la hauteur de l'enjeu démocratique », 1 juillet 2009
- [1086.] Transparency International, Section française, *Encadrement du lobbying au Sénat : TI France salue des progrès encourageants et invite à aller plus loin*, Janvier 2010, communiqué de presse.
- [1087.] Transparency International, "Un an après, le bilan intégral de TI France", 2010.
- [1088.] Transparency International et Regards citoyens, *Lobbying à l'Assemblée nationale : nourrir le débat public avec des données inédites*, mars 2011.
- [1089.] Transparency International, *Pour un lobbying transparent et démocratique*, 2012, 8p.
- [1090.] Vigéo, « Transparence et intégrité des pratiques de lobbying : un nouvel enjeu pour la RSE », 14 juin 2013.
- [1091.] Vivagora, « Encadrer le lobbying, les Sénateurs restent frileux », Communiqué de presse, 9 octobre 2009.

### **Les colloques organisés sur le lobbying**

- [1092.] Table ronde : *le lobbying pose-t-il des problèmes ? Comment les résoudre ?* 28 avril 1992, liste des participants sans acte publié.
- [1093.] Azur Pro'com 2009, « Lobby or not lobby? », Agora Einstein – Sophia Antipolis, 20 novembre 2009.
- [1094.] Transparence internationale France, *Pour des pratiques démocratiques et responsables du lobbying*, En partenariat avec le Cevipof, Sciences Po Paris, 25 novembre 2010
- [1095.] 1<sup>ère</sup> université des banlieues et de la communication. Atelier Lobbying, 2010 <http://www.presseetcite.info/journal-officiel-des-banlieues/synthese-universite-pc-atelier-lobbying>
- [1096.] ETAL, "Lobbying, conflits d'intérêt, expertise indépendante mis en débat par le réseau citoyen", séminaire tenu au Sénat, janvier 2011.
- [1097.] Institut Choiseul, « éthique, compétences et leadership du diplomate d'entreprise », 15 mai 2013, maison de la RATP, Paris.
- [1098.] Goulet Nathalie et Jouanno Chantal, *L'éthique dans la vie publique*, vendredi 16 mai 2014 Sénat.

Dans cette bibliographie qui est la source des bases de données, les auteurs et publications qui ont abordé le syndicalisme, le corporatisme et la représentation des intérêts n'ont pas été retenus. Avant le traitement des données, rien ne militait pour considérer qu'ils parlaient des mêmes acteurs et abordaient des faits comparables. Si c'était à refaire, ils y figureraient. Néanmoins, ils ont été utilisés pour cerner la transformation de la langue politique. C'est pourquoi, ils figurent dans l'espace sémantique qui est maintenant présenté.

### L'espace sémantique composé

Avec ce double corpus de publications et de périodiques, les mots utilisés ont été relevés et catalogués pour repérer les variations saisonnières. 123 occurrences ont ainsi été relevées à partir desquelles l'espace sémantique a été analysé. Inspirée par la lecture des carnets tenus par V. Klemperer pour repérer l'émergence de la langue nazie, cette méthode qui n'était qu'une approche d'un corpus d'ouvrages et d'articles de presse a permis d'être sensible à l'arrivée de certains de ces termes dans la conversation quotidienne des années 2000 (en surligné vert, figure la trilogie groupes d'intérêt – groupes de pression – lobby).

Termes utilisés	Auteurs ou supports de publication
Affaires publiques	Afcap, 2001 2008 Les échos Revel 2012
Agents d'intérêts économiques	Prélot, 1955
Associations commerciales et morales	Faÿ, 1933
Associations de propagande	Siegfried, 1927
Avocat lobbyiste	ENA, 2003 ordre des avocats 2009 association 2011
Bastilles économiques	De Gaulle, 1943 (cité par Moch en 1945)
Cancer américain	Aron, 1931
Castes	Bauchard, 1967
Congrégations économiques	Auriol, Reynaud, Mendès France, 1953
Contre-pouvoirs	Bloch Lainé, 1978
Corporation	Bacconnier 1935 Brethe de la Gressaye, 1937 Bacconnier, Bassot, Principale, 1943 Paillard, 1979 Segrestin, 1985
Corporation, privilégiés	De Closets, 1980
Corporations	Bacconnier, 1935 Divisia, 1936 Brethe, Garrigou-Lagrange, Laufenburger, 1941 Bassot, Denis, Lenormand, Zamanski, 1942 Bacconnier, Bouvier-Ajam, Bussière, 1944 Chanove, 1948 Arnault 1980 De Closets, 1990
Corporatisme	Pirou, 1935 Le Point, 1987 Jobert, 1988 De Closets, 1990 G. Sorman (Le Figaro, décembre 1995) T. Ferenczi (Le Monde, 13 décembre 1995) C. Allègre, (Le Monde, 22 octobre 1998) Constanty et Nouzille 2006
Corporatisme d'associations	Duverger, 1948
Corporatisme de pression	Rosanvallon, 1983
Corporatisme routier	Neiertz, 1999
Corporatisme syndical des enseignants	R. Barre (Le Monde 22 juin 1991)

Corps intermédiaires	Poisson, Prélôt, Zamanski 1935 Duverger, 1948 Rivero, 1954 Galichon, 1955 Fauvet 1963 Hoffmann, 1963 Sarkozy, Hollande, Bayrou 2012
Démarchage	Ogg, Ray (traduction de l'américain), 1958
Deux cents familles	Guillien, 1944
Diplomates d'entreprises	Institut Choiseul, 2012
Égoïsmes collectifs	Prélôt, 1933
Factions	Debré, 1950
Féodalités	CNR, 1944 Moch, 1945 Auriol, Reynaud, Mendès France, 1953 Delouvrier, 1954 Crozier, De Closets, 1980
Féodalités industrielles	A. Siegfried (Le Figaro), 1955
Féodalités nouvelles	Rivero, 1954
Forces d'inspirations et de pressions	Lavau, 1953
Forces économiques	UIE, 1930 Batho, 2013
Forces vives	Lecanuet, 1963 F. Hollande 2012
Fortes associations nationales	Faÿ, 1939
France réelle	Frédérix, 1935
Gang	Querlin, 1955
Grands féodaux	Maurois, 1931
Grands feudataires	Guillien, 1944
Grands intérêts	Beau de Loménie, 1951
Groupe de pression à caractère terroriste	Repris par toute la presse suite au courrier envoyé par AZF à l'Elysée menaçant la France d'attentat en 2004
Groupements	Bouglé 1909 Leroy, 1921 Siegfried, 1927 Barthélémy, 1928, 1933 Delobel, 1929 Simiand, 1934 Frédérix, 1935 Bouthoul 1946 Debré, 1950 Mathiot, 1952 Hamon, 1953 Vedel, 1955 Pfimlin, 1960 Gournay 1966 Soubiran-Paillet 1999
Groupements corporatifs	Elliott, 1929
Groupements des intérêts économiques	L. Romier, 1922
Groupements d'intérêts	Bouglé 1908 Maunier, 1929 Mothes, 1930 Maunier, 1943 Sauvy, 1949 Sauvy, 1954 Suleiman, 1973 Weber, 1986 Courty, 1993
Groupements d'intérêts privés	Berthold, 1924
Groupements économiques	Colliez, 1904
Groupements intéressés	Debré, 1947
Groupements intermédiaires	Lhomme, 1966
Groupements professionnels	Duguit, 1911 Maurois, 1933 G. Davy, 1948 Peyret 1951
Groupements sociaux, professionnels	Paul-Boncour, 1900
Groupements syndicaux	Daudet, 1930
Groupes	Duguit, 1908 Mothes, 1930 Barthélémy, 1933 Duverger, 1948 Debré, 1950 Prélôt, 1956 Gournay 1963 Hoffmann, 1963
Groupes de masses et de cadres	Duverger, 1962
Groupes de pression	Meynaud, 1952 Lavau, 1953 Auby, 1954 Duverger, Ehrmann, Goguel, Meynaud, R. Rémond, Vedel, 1955 Hoffmann, Laufenburger Léon Noel Meynaud, Royer, Zarka, 1956 Sauvy, 1957, Friedrich, Merle, Sauvy, 1958 Ogg, Ray (traduction de l'américain), 1958 Duverger, Meister, 1959 Club Jean Moulin, Lancelot, Sartre, Sauvy, Germain, Meyriat, H. Verneuil, 1960 De Calan, Popper, Théry, 1963 Dreyfus, 1964 Franceschi 1964, Bastid 1964 Le Monde, Tournon, 1965 Gournay 1966 Moreau, Dupuis, Georgel, Lhomme, 1966 Shonfield, 1967 Sauvy, Burdeau, 1968 Viansson-Ponté, 1970 Priouret Ehrlich, 1969-1971 Capdevielle, Mouriaux, Sauvy, 1972 Suleiman, 1973 ; Lagroye 1973 Tunc 1978 ; Stasi 1979 Allum, 1980 Favre, 1981 Le Matin, 1982 Rioux, 1983 Astre, Lépinasse, Ruffat, Bassot, Rochefoucauld, 1985 Bloch-Lainé, Bouvier, 1986 Weber, 1986 Sciences et vie, L'Expansion, Sondage Ipsos, 1987 Le Monde, Stratégies, Les Echos, 1988 Le Monde, Union Interparlementaire, Julien, Lenoir, 1988 Le Monde 1989 ; De Closets, 1990

	Giulani 1992 Commission européenne, Hall, Molnar, 1992 Gerondeau 1993 Clamen, Debbasch, Farnel, 1993 Refait, Gautier 1994 Chirac 1995 Le Béguec, Neveu 1996 Le Figaro, Basso 1996 Bertho-Lavenir 1997 Lenglet, Topuz, Capital, Stratégies, 1998 Badel, 1999 Garrigues, Moine 2002 Le Béguec, 2003 Caron 2005 Conseil d'Etat Constanty et Nouzille 2006 Le Figaro.fr, 2007 Charié 2008 Les Echos 2008 2011 Hyst
Groupes de promotion	Meynaud (en italien) 1968 Commission européenne 1992
Groupes de toutes sortes	Faÿ, 1933
Groupes d'études	Barthélémy, Duez, 1933
Groupes d'individus	Rivero, 1948
Groupes d'influence	Valeurs actuelles 2009
Groupes d'intérêt(s)	Mollé, 1810 Zamanski, 1933 Bourdet, 1951 Delouvrier, Rivero, 1954 Vedel, 1955 Hoffmann, Meynaud, 1956 AISP, Merle, Lavau, Friedrich, 1958 Meister, 1959 Germain, Meyriat, 1960 Ehrmann 1961 Mendès France, 1962 Bloch Lainé, Hassner, Quermonne, Théry, 1963 Shonfield, 1967 Birnbaum, 1971 Ruffat, Bassot, Rochefoucauld, 1985 Mény, 1987 Julien ; Skidmore, 1988 Offerlé, 1991, 1994 Commission européenne, Courty, 1992 Hassenteufel, 1995 Graziano, Leca, Mazey, Richardson, Neveu, 1996 Basso 1996 Le Figaro, 1997 Lenglet, Topuz, Capital, Stratégies, 1998 Michel, 2003 Saurugger, Grossman, Dahan, 2004 Constanty et Nouzille 2006 Larcher 2009 ; valeurs actuelles ; Europe 1
Groupes économiques	L. Romier, 1922
Groupes influents	Lhomme, 1953
Groupes intéressés	Elliott, 1929 Byé, 1948
Groupes organisés	Bourricaud, Debatisse, 1963 Hoffmann, 1963
Groupes professionnels	Duguit, 1901
Influence	L'Expansion, 1987 Les matinées de l'AFCAP, Science Po Paris, octobre 2004 Ducrey, 2010
Influence sur le pouvoir politique	Encyclique Quadregesimo Anno, 1931
Influences extraparlimentaires	Le Figaro (A. Siegfried), 1955
Intelligence économique	Accomex, 2006
Intérêts corporatifs	Prélot, 1933
Intérêts organisés, professionnels ou syndicaux	Fauvet, 1953
Intérêts, Représentation professionnelle	Debré, 1958
Citoyens groupés en fonction de leurs intérêts	
Lobbies	Gervais, 1946 Bourdet, 1952 France Observateur ; Le Monde 1954 A. Siegfried (Le Figaro), 1955 Laufenburger, Royer, 1956 Friedrich, 1958 Club Jean Moulin, 1960 Mendès France, 1962 Esteban 1966 Bauchard, 1967 Le Monde, Le Matin, 1982 Le Nouvel économiste, Le Matin, 1983 Astre, Lépinasse, 1985 Sciences et vie, L'Expansion, Sondage Ipsos, Le Point, 1987 Libération, Le Grelle, 1988 Le Monde, Les Echos, 1989 Le Net, Lachat, Le Monde, Libération 1990 Giuliani, 1991 Commission européenne, Molnar, 1992 Mazey, Richardson, Paris Match, Le Nouvel Observateur, 1995 Graziano, Libération (11 articles), Le Monde, les Echos, Stratégies, L'information agricole, 1996 Lenglet, Topuz, Capital, Stratégies, 1998 Dérens, 2000 Libération, 2002 Le Monde, 2004 Publication de Députés sous influence (L'Express " blog de Nouzy et Constanty), 2006 – 2007 Le monde diplomatique" Planche Le Figaro.fr LeMonde.fr Le Point.fr AFP, Debré (Le Monde) 2008 Bacshihs info 2009 ; l'expansion Bacshihs info 2010 ; Michaud Le Monde L'Express 2011 Le Parisien (2) ; La tribune (2) ; Les échos ; JDD ; Le Figaro ; Le Point ; Le Monde (2) ; Ouest France ; France Tv 2013
Lobbimen	Le Monde, Les Echos, 1988 ; Baldi, 1990
Lobbism	Barthélémy, 1933
Lobby	Jannet, 1875 Crozier, 1951 Pinto, 1951 Bourdet, 1952 Callen, Sauvy, 1954 R. Rémond, 1955 Vedel, 1955 Meynaud, 1956 Brown, 1957 Germain, Meyriat, Meynaud, 1960 Dictionnaire Larousse, 1962 Bloch Lainé, 1963 Shonfield,

	1967 Elgey, 1968 La Vie française, 1974 Le Monde, 1979 Le Monde, Libération, 1980 Stasi, 1979 Rioux, 1983 Julien, 1988 Lefébure, Politis, Le Monde, Libération, Stratégies, 1990 Giuliani 1992 Le monde 1991 Gerondeau 1993 Lorho Service central de la corruption, 1994 Bellet, Revue française d'études américaines, Venner, Libération, Le Monde, 1995 Basso, Cot, Mounier, Libération, Le Monde, 1997 Le Canard Enchaîné, 1997 Dérens, 2000 Constanty 2002 Traïni 2003 Libération, 2004, Zdnet, 2004 France Inter, 2007, Coste, 2006, Gueguen, 2007, TGI Paris, Le Figaro, 2008 Dargelos, 2008 Le Monde 2013
Lobby alimentaire	Libération, 2004
Lobby d'affaire	Ehrmann, 1954
Lobby de l'alcool	Libération, 2004
Lobby de l'environnement	C. Lepage, avril 2008
Lobby des casinos	Thorel, 2004
Lobby des routiers	Y. Bur, 2005
Lobby du vin	Libération, 2004
Lobby juif	D'Ormesson 1999 (polémique autour des propos de F. Mitterrand) Aounit, 2004 R. Barre 2007 Le Monde décembre 2007 (polémique autour des propos d'un ministre algérien) Sud Radio (Robert Ménard, un auditeur sur DSK le 22 août 2011)
Lobby nucléaire	Libération 1990
Lobby religieux	Le Monde 2003
Lobby viticole	Le Monde, 2004
Lobbyer	Agriculteurs de France 1993 L'information agricole, 1996 Gajan, 2000 <a href="http://sports.blogue.canoe.com/2006/05/">http://sports.blogue.canoe.com/2006/05/</a> Mais c'est tellement addictif de jouer du pistolet à ratchet que je vais commencer à lobbyer mon boss dès ce soir pour qu'il m'envoie couvrir la course anglaise ! (Un journaliste automobile) Plusieurs blogs 2007
Lobbying	Mathiot, 1952 Zarka, 1955 Tournon, 1965 Rosanvallon, 1983 Cohen Tanuggi, 1985 L'Express, 1986 L'Expansion, 1987 Lefébure, Union Interparlementaire, Le Monde, Stratégies, Les Echos, 1988 Stratégies, Profession politique, France Inter, 1989 Le Net, Lachat, Les Echos (3), La Croix, 1990 AFCL, Bourdieu 1991 Boucher Clamen, Farnel Prevost-Testart Romagni Ministère de l'Industrie ENA, Tribune de l'Expansion, Le Monde, Tribune Desfossé, Stratégies, Les Echos, Les agriculteurs de France, Alternatives économiques, 1993 Lorho Service central de la corruption, Droit et patrimoine, Le Monde, Les Echos, Le revenu français 1994 Bellet, Venner, Libération, Le Monde, 1995 Mazey, Richardson, Graziano, Libération (11 articles), Le Monde, les Echos, Stratégies, L'information agricole, Neveu 1996 Bertho-Lavenir 1997 Sciences Po Paris, Versailles Chantiers (Téléfilm) 1998 Pereira, L'Hémicycle, L'ordinateur individuel, La lettre du cadre territorial, L'Express, 1999 Le Point, Marketing magazine, Stratégies, 2000 Stratégies, Bourdieu 2001 Deysine, Moguen-Toursel 2002 Autret, Gosselin, 2003 Dahan, 2004 Libération, 2004 Adler Chambre de commerce de Paris Les échos, Adler 2005 Clamen ; Raffarin 2006 Planche Raude P. Beaudouin et A. Grosskost Lexpress.fr Armées.com Europe1.fr Le Monde.fr Larevueparlementaire.fr Libération.fr Accoyer Jdd.fr Challenge.fr Lesechos.fr, Descheemaekere 2007 2008 Charié ; JDD ; lesinfostrateges.com ; Le Figaro AFP ; Le nouvel obs Le Monde (J. Dray) Les Echos Accoyer Miviludes 2008 ; Le monde du droit Dargelos, 2008 2009 Harbulot ; CFO-News Rapport Hyst ; distributique 2011 Le Point ; Nord éclair ; Desselas ; revel 2012 20minutes.fr directmatin.fr rue89 ; Tapie ; La Croix ; Sud-Ouest ; Le Monde 2013
Lobbying (cabinets de)	LeMonde.fr, 2007; Lenglet 2011
Lobbyism	Barthélémy, Duez, 1933; Crozier, 1951; Vedel, 1955
Lobbyisme	Institut de l'Entreprise (invité DSK), AFSP, Les Echos, 1993 ; AFSP (D. Mauss), 1995 ; Les matinées de l'AFCAP, Science Po Paris, octobre 2004
Lobbyiste(s)	Union Interparlementaire, 1988 Le Monde, Libération, Stratégies, 1990 Le monde 1991 ; Debbasch 1992 Badel, 1999 "Le Monde, Autret, 2003 Revue parlementaire 2004" Garrigues 2005 Archambult ; Coste ; Vatline, 2006



	L'express ; Libération.fr, 2007 Grass ; Charrié ; Les Echos ; Le Monde 2008 (2) 2009 Valeurs actuelles ; Paris Match ; Europe 1 Pinçon 2010 Backchich info 2010 20minutes ; Capital ; Le Monde 2011 Le Parisien 2012 Le nouvel obs 2013
Lobbyistes (en entreprises)	LeMonde.fr, 2007
Lobbyists	Jannet, 1875 Siegfried, 1927 Elliott, 1929 Maurois, 1939 Bradesco, 1973 Cot, Mounier, 1977 Tunc 1978 Arnault, 1980 Debbasch, Le Monde, Tribune Desfossé, Stratégies, Les Echos, Les agriculteurs de France, Alternatives économiques, 1993 Sénat 2001
Lobbyman	Le Monde 1988 Moine 2002
Lobbymen	Le Monde 1988 Le Monde, Les Echos, 1989
Lobbys	Hamon, 1953 Sauvy, 1954 Sauvy, 1957, 1958 Libération 1988 Autret, 2003 Le Figaro 2007 Grass 2008 L'Express 2009 Nouzille, 2011 Marianne 2012 Batho, Europe 1, 2013 Les échos ; Libération ; Marianne ; la Pape ; Le Monde ; Le républicain lorrain ; dernières nouvelles d'alsace ; Challenges ; Lyon Capitale ; Notre temps 2013
Lobbys professionnels	Bloch-Lainé, Bouvier, 1986
Lobbyste	Libération 1990
Log-rolling	Barthélémy, 1933
Marchands d'influence	Le Monde 1988 Libération, 1991
Organes corporatifs	Poisson ; Prélôt ; Zamanski 1935
Points de pression	Marjolin, 1936
Pouvoirs intermédiaires	Leroy, 1921
Pression	Siegfried, 1927; Rivero, 1948
Pression de la force	Prélôt, 1933
Pression de l'opinion et des syndicats	Boris, 1934
Pression directe	Mothes, 1930
Pression électorale	Titre de la loi adoptée au Parlement
Pression ouvrière syndicale sur les pouvoirs publics	Moreau, 1925
Pression sur le gouvernement	Frédérix, 1935
Pressions	Auriol, Reynaud, Mendès France, 1953
Pressions extérieures anarchiques sur l'Etat	Romier in Lambert 1929
Pressure groups	Gervais, 1946 ; Burdeau, 1949 ; Waline, 1951 ; Meynaud, 1952 ; Mathiot, 1952 ; Hamon, 1953 ; Lavau, 1953 ; Lhomme, 1953 ; Delouvrier, 1954 ; Goguel, 1955 ; Vedel, 1955 ; Zarka, 1955 ; Meynaud, 1956 ; Touchard, 1956 ; Shonfield, 1967
Public affairs	Afcap, 2001 ; Demant, 2004
Puissants intérêts	Querlin, 1955
Représentants d'intérêts particuliers	Teitgen, 1950
Représentation des intérêts	G. Davy, 1948
Représentation professionnelle des intérêts	Duguit, 1908
Rois de l'industrie et de la Finance	Siegfried, 1916
Synarchie	Guillien, 1944 ; Astre, Lépinasse, 1985
Syndicats d'intérêts	Siegfried, 1927 ; H. Verneuil, 1960
Trusts	Renard, 1909 Pétain, 1941 Guillien, 1944 Moch, 1945 Villey 1946 Sauvy, 1954 Querlin, 1955 Bloch Lainé, 1963
Vraies maçonneries	Faÿ, 1933

## 2. Le protocole suivi pour analyser le traitement médiatique des affaires de lobbying

Le corpus d'articles présenté ci-dessus a permis de découvrir les mots avec lesquels le lobbying a été utilisé ou ceux qu'il a remplacés : « groupes de pression » est celui qui permet de remonter à l'après Seconde Guerre mondiale et de repérer les premiers usages du lobbying. En suivant ces deux termes sous la IV<sup>e</sup> République, les problèmes posés par les « groupes de pression » ont été isolés.

Avec l'avènement d'Internet, une liste de mots-clés a été mise comme thème de veille quotidien sur Google à partir de 2005 : « lobbies », « lobbys », « lobbyistes », « lobbying » et « groupes d'intérêt ». Elle fait remonter chaque jour entre 3 et 10 articles ou pages Web comprenant ces mots.

Les articles ont été insérés dans une base de données en mettant en parallèle ceux qui relevaient de la politique française et ceux relevant de la politique européenne (et parfois d'autres pays de l'UE). Cette base a enfin été comparée aux résultats obtenus par M. Offerlé en utilisant d'autres bases de données médiatiques. Le résultat confirme les périodes isolées et les usages spécifiques analysés : avant la Libération, le lobbying ne peut pas renvoyer à d'autres réalités qu'anglo-saxonnes, principalement étatsuniennes.

Dans le cadre des communications présentées en 2016 et 2017, seuls les articles concernant la vie politique française (locale et nationale) ont été retenus (430 sur les 558 recensés). Ont donc été exclus tous ceux qui traitent du système politique européen et des autres systèmes politiques (les USA et le RU arrivent en premier dans ce corpus). Le premier article est publié le 13 mai 1954 par France Observateur et le dernier le 13 janvier 2017 par le Républicain Lorrain.

Parallèlement à ce corpus, des entretiens ont été menés auprès des journalistes et des membres des ONG. Pour les journalistes, une modalité particulière d'entretien a été utilisée : ils n'ont pas été sollicités mais ont été menés lorsqu'ils me contactaient pour avis ou pour participer à leur article, leur émission ou leur numéro. Pour les membres des ONG, ces entretiens avaient pour cadre la mise en forme de la loi Sapin II. Tous n'ont pas pu être décryptés pour ce chapitre et font l'objet d'une recherche menée avec Marc Milet.

En fusionnant les deux corpus (la presse avec la bibliographie), on dispose d'une somme de 445 faits rentrant dans les pratiques d'influence depuis 1876.

## 3. Le protocole suivi pour les enquêtes sur les cabinets et les lobbyistes

Deux enquêtes ont été menées en parallèle et nourrissent les chapitres 3 et 4 de l'ouvrage ; une sur les individus qui exercent ce métier, une sur les cabinets qui proposent ce type de conseil. La raison est historique et académique. Historique parce qu'au début du siècle, les débats abordaient la représentation des intérêts en pensant en termes de groupements. L'individu n'existait que pour la citation, l'anecdote. Avec l'avènement du lobbying néolibéral, il faut faire entrer l'individu dans cette conception. Pourtant, les recherches les plus fréquentes prêtent peu attention à la dimension individuelle dans l'étude de l'influence à l'exception de rares études américaines sur les lobbyistes enregistrés. Quasi systématiquement, l'influence est une histoire d'organisations étudiées selon les variables classiques du budget, du statut, etc. sans faire la sociologie du personnel. Pour ces deux raisons historique et académique, les organisations et les individus ont été suivis en même temps.

Les résultats présentés dans ce chapitre sont tirés d'une enquête menée de 1999 à 2013 sur les carrières des professionnels du lobbying. Deux bases de données ont été élaborées et réactualisées tous les ans, l'une sur les individus, l'autre sur les cabinets de consultants.

*Base n° 1* : la population totale étudiée (n = 764) est décomposée en deux échantillons. Le premier (n = 717) est composé des personnes ayant occupé un poste à temps plein en France, dont la fonction était de représenter leur organisation ou leur client auprès des pouvoirs publics. Le second (n = 47) est composé d'individus qui permettent de faire des comparaisons ou de cerner des évolutions : des

lobbyistes à Bruxelles ou des chargés des affaires européennes ont été retenus pour découvrir s'il y a des différences avec les personnels spécialisés sur la vie politique française. De même, les lobbyistes décédés pendant l'enquête ont été gardés dans cette sous-population. Enfin, les parlementaires intervenus dans la réforme ainsi que les deux premiers déontologues de l'Assemblée nationale ont été placés dans cette population pour analyser les logiques de leur intérêt pour ce sujet. La même démarche a été suivie en me faisant entrer dans cette sous-population.

Cette population a fait l'objet d'un suivi de cohorte. Cette modalité de l'enquête permet de cumuler deux interrogations. La première concerne la morphologie de la population des lobbyistes. Comme les individus retenus ont tous comme point commun d'avoir exercé le lobbying, on peut en déduire la morphologie de cette population en évitant l'écueil d'un seul moment d'observation. L'autre interrogation que cette modalité d'enquête permet d'aborder est le suivi des trajectoires. Cette approche, plus conforme à ce que délivre habituellement un suivi de cohorte, permet d'observer un espace des possibles même si beaucoup de ces carrières sont en cours.

Les statistiques produites concernent la population des 717 encore en activité même si ce n'est plus dans un métier de lobbyistes. 49,5 % portent un titre indiquant explicitement qu'ils font du lobbying (lobbyistes, affaires publiques). 28,7 % portent un titre indiquant qu'ils agissent auprès des pouvoirs publics en donnant d'autres noms à cette activité (communication institutionnelle, stratégie d'influence, gestion risques...). 8,4 % n'exercent plus ces activités et 13,4 % ne le font plus qu'occasionnellement.

#### Les organisations de consultants en lobbying

La représentation des lobbyistes est souvent réduite aux deux premières organisations créées alors qu'elle est beaucoup plus dense et diffuse que cela. Au total, cinq organisations représentent les professionnels revendiquant plus ou moins l'usage du lobbying : quatre associations professionnelles et un syndicat patronal affilié au MEDEF. Créée en 1985, l'Association des professionnels en affaires publiques (APAP) – ex Association pour les Relations avec les Pouvoirs Publics – regroupe une centaine de chargés des « relations institutionnelles » dans des entreprises et des organismes. En 1991, ce sont des consultants qui créent l'Association française des conseils en lobbying (AFCL) au départ autour d'une vingtaine de cabinets, devenus depuis une trentaine. Ces deux premières organisations ont adopté des chartes. En 2001, l'Association française des Conseils en Affaires publiques (AFCAP) a revendiqué l'usage d'autres dénominations, affaires publiques notamment, avec une quinzaine de membres. Après un colloque suivi d'une publication, cette organisation ne donne plus de signe d'activités. En 2011, les avocats officialisent leur usage du lobbying en créant l'Association des avocats lobbyistes. Un dernier pôle est plus nuancé dans sa valorisation du métier de lobbyistes : des agences de conseils en relations publiques se retrouvent dans Syntec-RP qui a été créée en 1964 et dont 25 % offrent des prestations en lobbying au milieu des années 2000.

À cette représentation traditionnelle d'un métier par des organisations professionnelles, s'ajoutent des réseaux et des cercles de réflexion qui animent le débat autour de cette profession. Depuis 2010, il faut ainsi compter avec la centaine de participants du réseau Base (Business, Affaires publiques, stratégie et éthique), avec les 70 membres plus tournés sur Bruxelles du Groupe des nouveaux lobbyistes, avec les 900 inscrits sur PublicAffairsParis et les de l'association des Jeunes lobbyistes. Pour finir, nombre d'acteurs échangent ensemble dans des cercles organisés par des cabinets de consultants. En ayant participé à trois d'entre eux, cela permet de faire entrer dans la liste une nouvelle cinquantaine de personnes. Dernier rouage, les réseaux créés à l'intérieur d'un secteur par une organisation professionnelle ou une association : là aussi, des professionnels des relations institutionnelles ont l'habitude d'échanger sur leurs pratiques et leurs enjeux sans nécessairement appartenir à une organisation qui représente le métier.

**La représentation des lobbyistes** est souvent réduite aux deux premières organisations créées alors qu'elle est beaucoup plus dense et diffuse que cela. Au total, cinq organisations représentent les professionnels revendiquant plus ou moins l'usage du lobbying : quatre associations professionnelles et un syndicat patronal affilié au MEDEF. Créée en 1985, l'Association des professionnels en affaires publiques (APAP) – ex Association pour les Relations avec les Pouvoirs Publics – regroupe une centaine de chargés des « relations institutionnelles » dans des entreprises et des organismes. En 1991, ce sont des consultants qui créent l'Association française des conseils en lobbying (AFCL) au départ autour d'une vingtaine de cabinets, devenus depuis une trentaine. Ces deux premières organisations ont adopté des chartes. En 2001, l'Association française des Conseils en Affaires publiques (AFCAP) a revendiqué l'usage d'autres dénominations, affaires publiques notamment, avec une quinzaine de membres. Après un colloque suivi d'une publication, cette organisation ne donne plus de signe d'activités. En 2011, les avocats officialisent leur usage du lobbying en créant l'Association des avocats lobbyistes. Un dernier pôle est plus nuancé dans sa valorisation du métier de lobbyistes : des agences de conseils en relations publiques se retrouvent dans Syntec-RP qui a été créée en 1964 et dont 25 % offrent des prestations en lobbying au milieu des années 2000.

À cette représentation traditionnelle d'un métier par des organisations professionnelles, s'ajoutent **des réseaux et des cercles de réflexion** qui animent le débat autour de cette profession. Depuis 2010, il faut ainsi compter avec la centaine de participants du réseau Base (Business, Affaires publiques, stratégie et éthique), avec les 70 membres plus tournés sur Bruxelles du Groupe des nouveaux lobbyistes, avec les 900 inscrits sur PublicAffairsParis et les de l'association des Jeunes lobbyistes. Pour finir, nombre d'acteurs échangent ensemble dans des cercles organisés par des cabinets de consultants. En ayant participé à trois d'entre eux, cela permet de faire entrer dans la liste une nouvelle cinquantaine de personnes. Dernier rouage, les réseaux créés à l'intérieur d'un secteur par une organisation professionnelle ou une association : là aussi, des professionnels des relations institutionnelles ont l'habitude d'échanger sur leurs pratiques et leurs enjeux sans nécessairement appartenir à une organisation qui représente le métier

La population analysée a cette amplitude : les plus jeunes ont 30 ans en 2016 (nés en 1986), le plus âgé 93 (né en 1923), l'âge médian 54 ans et neuf sont décédés pendant l'enquête.

Cette population des 717 est masculine à 57,9 % montrant ainsi que dans les postes de lobbyistes la féminisation est beaucoup plus aboutie que dans ceux de professionnels de la politique.

Cette population a été composée en retenant les personnes citées par la presse politique comme exerçant le lobbying, augmentée de la liste annuelle des salariés des adhérents des principales organisations de lobbyistes ou de chargés de relations institutionnelles ; l'Association pour les relations avec les pouvoirs publics et l'Association française des conseils en lobbying pour commencer puis l'Association française des consultants en affaires publiques, Syntec Relations publiques jusqu'à, plus récemment, le Groupe des nouveaux lobbyistes, les réseaux « Base », « Affairespubliques » ou encore le Centre d'études des directeurs d'associations professionnelles et l'Association des avocats lobbyistes. Elle a été complétée par les membres des groupes composés sur les réseaux LinkedIn et Viadeo par les réseaux précédemment cités.

*Base n° 2* : des recherches ayant déjà été publiées sur les départements relations institutionnelles des entreprises (Attarça, 1998), cette deuxième base a été consacrée à ceux qui étaient moins connus en France (voir Lahusen pour les cabinets sur Bruxelles, 2002 et 2003), la population des cabinets et agences qui font exclusivement du lobbying/affaires publiques ou offrent cette prestation parmi d'autres depuis 1999.

Cette population a été composée en suivant deux logiques. La première a consisté à retenir depuis 1999 les cabinets dont la presse politique et les lettres d'information soutenaient qu'ils faisaient du lobbying. La seconde, qui recoupe, mais en partie seulement la première, a inséré tous les ans les cabinets membres des organisations de consultants prétendant faire du lobbying : l'association française des conseils en lobbying (AFCL), la fédération du MEDEF des consultants en relations publiques (Syntec-RP), un temps l'association française des conseils en Affaires publiques (AFCAP, sans activité depuis la fin des années 2000) puis, depuis 2011, l'Association des avocats lobbyistes et les agences dont les consultants sont inscrits dans les réseaux BASE, PublicAffairs et le Groupe des Nouveaux Lobbyistes. La progression du corpus a suivi le rythme suivant : en 2001, il comportait 22 agences, plus de deux fois plus en 2003 (48 agences à cette date). En 2008, elles sont 99 puis 184 fin 2012.

Pour arriver à cette population de 155 cabinets et agences, 29 n'ont pas été retenus, car les données les concernant étaient trop partielles ou invérifiables. Pour certains, leur existence ne tenait qu'à un communiqué de presse ou qu'à une mention dans la liste annuelle des membres d'une organisation de lobbyistes. Pour d'autres, de sérieux doutes se sont transformés en quasi-certitude de leur inexistence. Ceux que seule la presse citait ont été retirés de la population étudiée. Dernière précision : depuis la détermination de cette population, de nouveaux cabinets sont apparus montrant que la dynamique du champ est toujours à la croissance. Ces nouveaux acteurs, RM conseil, Conseils Lobbying & Stratégies ou Passerelle publique par exemple, ne figurent pas dans cette analyse.

Enfin pour tenter de saisir les transformations qui ont déjà eu lieu, 19 cabinets disparus ou fusionnés ont été conservés dans cette population, mais utilisés à titre illustratif.

59,4 % proposent explicitement le lobbying comme prestation, 25,8 % n'en proposent pas (mais peuvent gérer les relations presse d'organisation pendant les campagnes électorales ou élaborer les supports de communication de syndicats patronaux) et 14,8 % proposent des prestations qualifiées de pseudo-lobbying tellement elles jouent sur les mots pour ne pas dire explicitement de quoi il est question.

*Les 155 cabinets de la population étudiée (\*ceux utilisés à titre illustratif)*

1 501 Conseils*	Bords de Loire*	Com'Publics	Harrison Wolf Corporate	Rivington
Aciel	Boury & associés	DDBo	JTGDconseil	Rppublics
Adocom	Brodeur Worldwide*	Décisions études conseil	Laurence Phitoussi Communication	Ruder Finn
Affaires publiques consultants	Burson Marsteller I&E	Domaines publics	LDC Conseil*	SCH consultants*
Agence Elan	BV Conseil	DTM Conseil	Lebizay et associés	Schell et associés
Agora Europe	C&I	E2L Consulting	LJ Communication	SDC
AI 2 P	Calyptus corporate international	Edelman	Lobbsonn	Séance Publique
Alain Demant consultants	Canetti Conseils	Ella Factory	Lobby and Com	Self Image
Albera Conseil	Cap & Cime	Enjeux publics	Lobbying et stratégie	Sophie Rheims et associés
Algoric	Capital Image	EPSY	Lorne Conseil	Spin partners
Alliantis	Carles & Associés	Escal Consulting	Lowé Strateus	Tauthui & associés
Altedia	Castagnet Conseil	ESL Network	Lunghi Guyader & Associés*	TB Consulting*
Alteris	CD Conseils	Etat d'esprit	Lysios Public Affairs	TBWA Corporate
Anatome	CEIS	Euraegis*	M&M	Text 100 Public relations
André Staut et associé	César consulting	Euralia France	Manifeste	Thomas Legrain Conseil
Anthenor	Chabasse et Forts Conseil	Euro RSCG Cie 360	MC2	Thomas Marko & associés
Apco	Citigate Dewe Rogerson	Euro2C	Médiation & Arguments	Tilder
Arcturus	Clai	Euromediation	Michèle Ferniot Consultants	TLB. com*
Aromates	Clan public affairs*	Europraxis	Natkin Presse	TMO Régions
Athenora*	Clé	Fair Value Corporate & Public affairs	Next step	Together
ATL Consulting	CMI	FdH Conseil	Nicole Schilling communication	Trimedia*
Atlas Public Affairs	Cohn & Wolfe	FG Com	Nile	Vae Solis Corporate
Attention Consultants*	Comes	FH Conseil extension	Nomadeis	Valoritem
Augure	Comfluence	FHcom*	Oneida	VFC relations publiques
August et Debouzy	Communication économique et sociale*	First&42nd	PIC	Waggener Edstrom
AZAO	Communicor*	Fleishman — Hillard	Porter Novelli France	Weber Shandwick France
Bach & Partenaires	Bords de Loire*	François Carrara	Pro file Presse	WELLCom
Beau Fixe*	Boury & associés	Garrault & Robine	Public gouvernance	Rivington
Bernard Rideau & Conseil	Brodeur Worldwide*	Gootenberg	Public system Hopscotch	Rppublics
BG*	Burson Marsteller I&E	Grayling	Publicis Consultants	Ruder Finn
BLG consultants	BV Conseil	Greenwich	Redflag	SCH consultants*

La population étudiée est composée des agences dont la liste figure ci-dessus. Ces noms ne seront plus utilisés dans les développements et analyses qui vont suivre. Cette anonymisation est nécessaire pour permettre ce désengagement expliqué en introduction. Ne donner raison ni aux pro' ni aux anti' nécessite de ne leur apporter aucun élément tangible pour alimenter leur stratégie.

29 cabinets n'ont pu être étudiés faute de données suffisantes : Alphe communication, Amaline, Bixie consultants, BPI, Causalis, Champs Medias, Conseils Lobbying & Stratégies, CSP, DML, Ekron, Equancy&Co, Euro2C, FEC, France Action locale, Gavin Anderson, Harvard Public Relation, Herald Communication, Jump Affaires publiques, Market Access France, Media Miel, Passerelle publique, Perséphone, Pleon, Point public affairs, RM Conseil, RSL, Singapour Relations publiques, TL&A, Vebret, Guillot & associés.

## L'analyse des correspondances multiples réalisée sur le marché des cabinets conseil en lobbying.

*L'enquête a posé le problème du sort qu'il fallait réserver aux non-réponses. La collecte des données a priori terminée, il est apparu qu'il fallait réduire ce taux de non-réponse sauf à perdre en qualité d'analyse, car il y avait plus de 15 % de non-réponses sur les carrières étudiantes et presque 20 % sur les carrières professionnelles.*

Pour y arriver, deux alliés ont été nécessaires : le temps et des abonnements à la presse professionnelle politique, car ces lobbyistes s'y donnent à voir, mais dans des supports qui ne sont pas accessibles gratuitement au grand public. Il est en effet très rare que ces personnes ne donnent pas elles-mêmes des réponses à plus de la moitié des questions posées pour une enquête de ce type. La raison tient une nouvelle fois à leur position dans le champ du pouvoir. Jouer au jeu de l'influence impose de donner des gages de la forme d'autorité que l'on entend exercer, de ces affinités électives sur lesquelles les élus peuvent se reposer – appartenir à une mouvance, un réseau –, de ces gages de compétence – le diplôme, le fait d'armes accompli en politique –, de fiabilité et de loyauté – avoir travaillé avec untel. Elle implique de préciser les étapes de sa carrière ou de ses diplômes. Quand ces données ne sont pas accessibles au grand public, elles le sont aux professionnels des médias et de la communication via les biographies sur *Acteurs publics* ou sur *biographie.com* ; elles le sont également dans les annuaires des élites. 32 personnes de cette population figurent dans le *Who's who* ou le *Guide du pouvoir*, l'un d'entre eux ne précisant que dans ces pages les diplômes qu'il a obtenus.

L'enquête a nécessité de collecter ces pans de leurs biographies qui ne sont pas systématiquement accessibles au grand public. L'invisibilité a donc été levée, mais elle est relative, car le citoyen y aurait accès en souscrivant à des abonnements à cette presse particulière. Avec le temps passé à vérifier l'indisponibilité de ces données, les taux de non-réponse ne parasitent plus l'enquête sur ces professionnels du lobbying. Ils laissent en revanche entières les questions civiques sur la transparence et l'opacité entretenue sur le champ du pouvoir par les journalistes spécialisés qui font commerce de la dissiper. Ici aussi, l'enquête donne à réfléchir sur ce qui fait débat dans l'espace public : une part du secret qui est reproché ou imputé au lobbying provient du secret entretenu par le champ du pouvoir sur les conditions dans lesquelles il fonctionne, à commencer par les conditions qui permettent à des individus d'y agir au quotidien.

Du fait du faible pourcentage obtenu par une modalité (<5%), la question sur l'ouverture d'un bureau en province a été placée comme supplémentaire (seuls 3,8% ont leur bureau en province). Après apurement, la variable sur la présence à Paris a également été placée en supplémentaire, les cabinets actifs étant à plus de 95% présents dans la région parisienne. De son côté la modalité « statut inconnu » a été ventilée. Pour la même raison, les deux cabinets installés à Bruxelles ont été placés en supplémentaires afin de ne perturber l'analyse du marché parisien.

L'ACM a été réalisée avec le logiciel Spad V8 dans la logique développée par B. Leroux (Leroux et Rouanet, 2010). Elle porte sur 17 variables et 51 modalités actives et 2 variables et 4 modalités supplémentaires.

Cette population se décompose en 136 cabinets et agences actifs et 19 cabinets projetés en supplémentaires dont 17 qui ont cessé leur activité et deux agences bruxelloises introduites pour voir ce qu'elle permettait d'infirmier ou de confirmer dans l'espace français.

*Variance totale : 2*

*Dimensionnalité du nuage : 34*

Les trois premiers axes contribuent à 90,57% du nuage

Les variables qui contribuent le plus sont à l'axe 1 sont le nombre d'affiliation aux organisations professionnelles (12,7%) ; à l'axe 2, le résultat financier (16%) et à l'axe 3 la période de création (13,4%)

Les modalités qui ont la contribution la plus forte sont sur l'axe 1 l'absence d'adhésion (6,5%) ; sur l'axe 2 « plus de deux adhésions » (7,4%) et être « enregistré » (7,9%) et sur l'axe 3 d'avoir une masse salariale stable (7,9%) et avoir été créé entre 1997 – 2003 (7,1%).

**L'axe 1** (68,45%) est structuré par les 19 modalités qui sont au-dessus de la contribution moyenne (1,96%). Ces modalités contributives ne couvrent pas toutes les questions posées (voir les 11 variables concernées dans le tableau ci-dessous) mais permettent d'analyser les questions relatives à la représentation, à l'économie et à la transparence du marché du lobbying. Ces 19 modalités contribuent à 78,2% de la variance de cet axe.

**L'axe 2** (12,21%) est structuré par 19 modalités qui apportent des informations sur des questions que l'axe 1 n'abordait pas, notamment la localisation des bureaux, l'enregistrement, le statut juridique et la nature de l'activité proposée aux clients. Ces 19 modalités contribuent ensemble à 80,6% de la variance de cet axe.

**L'axe 3** (9,91%) reçoit la contribution de 18 modalités qui sont réparties de l'ouest à l'est du graphe n°6 et contribuent à 76,4% de la variance de cet axe.

Les variables retenues pour découvrir la structure du marché du lobbying ont été collectées, comparées et vérifiées sur les annuaires professionnels, les sites internet des agences et des syndicats professionnels ainsi que dans les brochures publicitaires mises à disposition des clients dans les salles d'attente visitées ou sur les sites internet. Les données concernant les résultats financiers, le statut et la masse salariale ont été également vérifiées sur les sites officiels qui les publient.

Ces variables ont été retenues pour pouvoir analyser :

- La position économique occupée dans l'espace : le statut, nombre de salariés (et la progression), le chiffre d'affaire (et sa progression).
- La notoriété retirée de l'activité : ancienneté, importance du résultat financier, personnel employé, adresse (la localisation des bureaux), l'ouverture d'autres bureaux, l'inscription dans un réseau.
- La visibilité produite ou subie : l'existence d'un site internet, la publication des données économiques et sociales, l'enregistrement auprès des institutions parlementaires françaises et européennes.
- La position dans le champ du pouvoir : la majorité au pouvoir lors de leur création et la désignation des prestations proposées à leurs clients.

La contribution des différentes questions aux trois axes.

Les questions posées	Les variables élaborées	Axe 1	Axe 2	Axe 3
<b>Quelle implantation ?</b>	Q1. Membre d'un réseau ?	0		
	Q1. Ont ouvert un Bureau à Bruxelles		0	0
<b>Quelle représentation du lobbying ?</b>	Q2 Nombre d'adhésion à une organisation professionnelle ?	0	0	
	Q2. Adhésion franco-française ?	0		
	Q2 Au moins membre de l'AFCL ?	0	0	0
	Q2 Au moins membre de Syntec ?	0		0
	Q2 Proposent-ils du lobbying ?		0	0
<b>Quel degré de transparence ?</b>	Q3. Enregistré ?		0	0
	Q. 3 Site internet ?	0		
	Q3. Donnent toutes les données (CA - effectif) ?	0	0	0
<b>Quelle économie des cabinets ?</b>	Q4 Périodes de création	0		0
	Q4 Statut		0	0
	Q4 Combien de personnes ?	0	0	0
	Q4 Augmentation ou diminution ?	0		0
	Q4 Quel résultat financier	0	0	0
	Q4 Croissance ou décroissance ?		0	0
<b>Quel marquage politique ?</b>	Q5 Créé sous la gauche ou la droite ?			

Certaines modalités trop rares ont dû être regroupées. Cela a notamment été le cas pour la variable sur leur enregistrement auprès des institutions parlementaires. Les cabinets ont en effet des logiques d'enregistrement variées (23,2% d'entre eux sont enregistrés) : les uns ne le sont que dans une seule chambre, d'autres dans les deux, ou en même temps au Parlement européen. Il est apparu plus pertinent de commencer par savoir lesquels étaient enregistrés. Si à l'avenir l'enregistrement devenait la norme, il serait alors envisageable de procéder à un codage fin montrant qui s'enregistre et où. Cette finesse n'est pas significative en l'état de l'application de ces réformes car trop de modalités sont nettement inférieures à 5%.



Pour la question portant sur les statuts juridiques, les regroupements effectués ont tenu compte de deux critères : le nombre de personnes requises pour les créer (une seule ou plusieurs) et l'importance des sommes nécessaires. De ce fait les SASU ont été codées avec les Eurl car il n'y a qu'un seul associé alors que les SCP (société civile professionnelle) l'ont été avec ceux exerçant également en « libéral » alors qu'*a priori* les avocats sont avant tout concernés.

Enfin l'activité exercée a fait l'objet de regroupement. En fait, le corpus montrait que les cabinets utilisent 46 modalités différentes de présentation de leurs prestations professionnelles. Cela va de « l'influence » aux « relations publiques », au « conseil en stratégie » ou à la « gestion de projet ». Après un premier tri, il est apparu que certains disaient ouvertement faire du lobbying /ou des affaires publiques (13 font d'ailleurs les deux en même temps) mais que d'autres disaient agir avec ou auprès des institutions et des pouvoirs publics : communication et relations institutionnelles ou relations avec les pouvoirs publics, des colloques parlementaires ou de la veille législative. Enfin, un dernier groupe ne proposait que des prestations *a priori* étrangères au lobbying, les relations presse, le métier d'avocat, les sondages. Ces prestations étaient trop marginales statistiquement pour composer une modalité, mais trop imposantes symboliquement pour être écartées de l'enquête. Pour découvrir où est la frontière entre les professionnels du lobbying et les autres, les modalités de réponses à la question « que font-ils ? » ont donc été les suivantes. Ont été regroupés sous « pseudo lobbying » les cabinets offrant comme prestation l'influence (précédé de stratégies ou de communication), la veille, le dialogue influent, les colloques, les relations ou la communication institutionnelle comme la communication avec les pouvoirs publics. La modalité « ne faisant pas de lobbying *a priori* » regroupe ceux qui proposent des relations publiques (ou communication publique), des sondages, de la RSE mais également ceux qui développent les activités de « communication et gestion de crise » et « d'intelligence économique ». Avec ce dernier énoncé, l'objectif est de repérer la frontière entre les relations publiques « classiques » et les pratiques confondues très récemment avec celles de lobbying car l'intelligence économique est maintenant à cheval sur ce périmètre (voir notamment les lobbyistes interrogés par le député B. Carayon pour élaborer son rapport sur la question en 2003). À l'opposé, la modalité « faisant du lobbying » comporte ceux qui proposent les affaires publiques (ou les *public affairs*).

Sur l'ensemble des variables composées, deux uniquement sont quantitatives. Le choix de l'ACM simple ne s'imposait pas immédiatement. Pour retenir cette analyse, un test a été effectué, montrant déjà certains axes d'opposition, qui ont été vérifiés et précisés en regroupant les données quantitatives dans des classes (les quartiles ont été retenus pour les dates de création, le chiffre d'affaires et l'effectif employé)<sup>2</sup>.

Les modalités qui contribuent au-dessus de la moyenne au marché du lobbying (en gris inversé la modalité qui contribue le plus à l'axe).

Modalité	Poids (en %)	Contribution à l'axe 1 19 modalités	Poids (en %)	Contribution à l'axe 2 19 modalités	Poids (en %)	Contribution à l'axe 3 18 modalités
<b>Q1. Membre d'un réseau ?</b>						
En réseau	1,2	3,424				
<b>Q1. Ont ouvert un Bureau à Bruxelles ?</b>						
Bureau UE			1,1	6,046	1,1	2,630
<b>Q2 Nombre d'adhésions à des organisations de lobbyistes ?</b>						
Aucune adhésion	2,6	6,548				
Plus de deux adhésions	0,6	3,674	0,6	7,621		
Une adhésion	2,6	2,520	2,6	4,550		

<sup>2</sup> Une première ACP a été réalisée par Thomas Soubiran à titre exploratoire afin de tester les variables quantitatives. La distribution des chiffres d'affaires et de la masse salariale permettait de passer à des classes. Ce premier traitement a également permis de prêter attention à l'importance des variables isolées par les axes. Elles ont alors été reprises et regroupées pour passer à une ACM, toutes les variables étant devenues qualitatives. Le premier axe opposait les cabinets parisiens faisant explicitement du lobbying, enregistrés au niveau national et européen, ayant un bureau à Bruxelles aux cabinets pratiquants un lobby « sous un autre nom ». Le second axe opposait les cabinets en région parisienne plus anciens aux effectifs et aux CA les plus importants aux cabinets parisiens plus récents. Le troisième axe opposait les cabinets de la région parisienne qui pratiquent un lobby « explicite », qui n'ont pas de site et des CA-effectifs plus faibles aux cabinets ayant un site, des CA-effectifs plus importants (et qui sont sensiblement plus parisiens). Le quatrième axe distinguait les cabinets orientés vers l'UE (enregistrement + bureau) avec des CA plus faibles et pratiquant un lobbying plus implicite à des cabinets plus importants pratiquant un lobby déclaré au niveau national.

<b>Q2. Affiliés avec quels autres cabinets ?</b>						
Franco-français	3,2	5,045				
Internationalisé	2,7	6,021				
<b>Q2 Au moins membre de l'AFCL ?</b>						
AFCL	1,3	3,427	1,3	2,735	1,3	3,827
<b>Q2 Au moins membre de Syntec-RP ?</b>						
Pas Syntec-RP					4,3	2,200
Syntec-RP	1,6	4,753			1,6	5,886
<b>Q2 Proposent-ils du lobbying ?</b>						
Lobbying			3,5	3,727		
Pas de lobbying a priori			1,6	3,714	1,6	5,924
<b>Q3 Site internet</b>						
Pas de site	0,7	2,323				
<b>Q3 Enregistré ?</b>						
Enregistré			1,5	7,991	1,5	3,878
Pas enregistré			4,4	2,769		
<b>Q3 Donnent toutes les données (CA - effectif) ?</b>						
Données disponibles	4,6	2,487				
Données non publiées	0,8	6,065	0,8	5,391	0,8	4,575
Données partielles	0,5	2,750				
<b>Q4 Augmentation ou diminution de la masse salariale ?</b>						
Stable					1,2	7,352
Diminution	1,1	2,259				
Évolution inconnue	2,2	5,601				
<b>Q4 Périodes de création</b>						
1962-1988					1,4	6,292
1997-2003					1,6	7,093
2004-11	1,4	4,330				
<b>Q4 Combien de personnes ?</b>						
4 à 7					1,2	4,550
19 à 330	1,3	3,456	1,3	2,354		
Effectif non communiqué	0,6	4,802				
<b>Q4 Quel résultat financier ?</b>						
Chiffre d'affaires inconnu	0,8	5,238	0,8	7,544	0,8	2,152
De 0,0016 à 0,36			1,2	2,709	1,2	3,013
De 0,37 à 1,2			1,4	2,977	1,4	3,485
De 4,8 à 90,7	1,2	3,469	1,2	2,710	1,2	3,093
<b>Q4 Statut</b>						
Sa			2,2	2,027		
EURL - SASU					0,3	2,764
Sarl – Sas			2,9	2,313	2,9	3,898
SCP - Libérale			0,4	4,139		
<b>Q4 Croissance ou décroissance du CA ?</b>						
Croissance					1,8	3,790
Décroissance			1,2	4,354		
Pas 2 CA disponibles			2,6	4,922		

Lecture : dire qu'une modalité contribue le plus ne signifie pas que la réalité qui est ainsi désignée est plus importante que les autres. Il ne faut donc pas interpréter ce tableau comme une consécration des organisations professionnelles de lobbyistes ou comme un plébiscite de l'enregistrement. Ces contributions

sont au contraire une invitation à réfléchir à tout ce qui oppose ceux qui sont enregistrés aux autres, par exemple ceux qui sont adhérents à une ou plusieurs organisations de lobbyistes et ceux qui ne le sont pas.

Tableau : Tri à plat des modalités par variables sur la population des cabinets (n=155, tous les % sont calculés sur les exprimés).

Nb : des données utilisées dans le chapitre III de l'ouvrage concernant souvent la population des cabinets en activité (n=136)

Question 1 : Quelle implantation ?

Q1. Parisien ou non ?	Est	Effectifs	%	Q1. Membre d'un réseau ?	Est	Effectifs	%
Non		10	6,5	Oui		33	21,3
Oui		145	93,5	Non		122	78,7
Q1. Ont ouvert un Bureau à Bruxelles	Effectifs	%	Q1. Ont ouvert un bureau en province	Effectifs	%		
Oui	32	20,6	Oui	6	3,9		
Non	123	79,4	Non	149	96,1		

Question 2 : Quelle représentation du lobbying ?

Q2 d'affiliation à des organisations de lobbyistes	Nombre	Effectifs	%	Q2 Quel lobbying proposent-ils ?	Effectifs	%		
Aucune adhésion		64	41,3	Lobbying	92	59,4		
Plus de deux adhésions		18	11,6	Pseudo lobbying	23	14,8		
Une adhésion		73	47,1	Pas de lobbying a priori	40	25,8		
Q2. Affiliations franco-françaises ?	Effectifs	%	Q2 Au moins membre de l'AFCL ?	Effectifs	%	Q2 Au moins membre de Syntec ?		
Franco-français	88	56,8	Oui	39	25,2	Oui	43	27,7
Internationalisé	67	43,2	Non	116	74,8	Non	112	72,3

Question 3 : Quel degré de transparence ?

Q3 Ont un Site internet ?	Effectifs	%	Q3. Donnent toutes les données (CA - effectif) ?	Effectifs	%	Q3 Sont Enregistrés ?	Effectifs	%
Non	23	14,8	Données disponibles	117	75,5	Oui	36	23,2
Oui	132	85,2	Données non publiées	23	14,8	Non	119	76,8
			Données partielles	15	9,7			

Question 4 : Quelle est leur économie ?

Q4 Périodes de création	Effectifs	%
1962-1988	39	25,2
1989-1996	39	25,2
1997-2003	43	27,7
2004-11	34	21,9

Q4 Combien de salariés ?	Effectifs	%	Q4 Augmentation ou diminution ?	Effectifs	% sur exprimés	Q4 Statut	Effectifs	%
19 à 330	34	21,9	Augmentation	35	22,6	EURL - SASU	8	5,2
1 à 3	35	22,6	Diminution	25	16,1	Sa	55	35,5
4 à 7	33	21,3	évolution masse salariale inconnue	66	42,6	Sarl - Sas	74	47,7
8 à 18	35	22,6	Stable	29	18,7	SCP - Libérale	9	5,8
Effectif non communiqué	18	11,6				Statut inconnu	9	5,8

Q4 Quel résultat financier ? (En millions d'euros)	Effectifs	%	Q4 Croissance ou décroissance ?	Effectifs	%	
De 0,0016 à 0,36	32	20,6	Croissance	41	26,5	
De 0,37 à 1,2	35	22,6	Décroissance	28	18,1	
De 1,3 à 4,2	33	21,3	Pas de CA disponibles	2	76	49,0
De 4,8 à 90,7	31	20,0	Stable	10	6,5	
Chiffre d'affaires inconnu	24	15,5				

Question 5 Qui était au gouvernement lors de leur création ?

Q5 Créé sous la gauche ou la droite ?	Effectifs	%
Droite	85	54,8
Gauche	70	45,2

## L'analyse des correspondances multiples réalisée sur les professionnels du lobbying

Cette population a fait l'objet d'un traitement un peu différent de celui utilisé pour les cabinets et le marché. La principale raison tient dans la difficulté posée ici par les non réponses à certaines modalités des variables. Ces non réponses, réduites au minimum, étaient trop faibles quantitativement pour participer au traitement. Une ACM dite COREM a permis de les neutraliser et de les traiter en supplémentaires. Elle a été réalisée avec le logiciel Spad V8 dans la logique développée par B. Leroux (Leroux et Rouanet, 2010). Elle porte sur 53 variables actives à 185 modalités dont 53 ont été traitées comme supplémentaires (132 modalités sont actives), 10 variables supplémentaires à 38 modalités (voir le tableau récapitulatif de ces variables avec les questions qu'elles permettent d'explorer).

Variance totale : 1,57

Dimensionnalité du nuage : 79

34 modalités contribuent à 85,25% de la variance de l'axe 1.

38 modalités contribuent à 76,23% de la variance de l'axe 2.

33 modalités contribuent à 83,14% de la variance de l'axe 3.

Les variables qui contribuent le plus sont pour l'axe 1 Être marqué politiquement (11,6%) ; pour l'axe 2 la durée de la vie active (10,8%) et pour l'axe 3 le capital international (17,3 %)

Les modalités qui ont la contribution la plus forte sont sur l'axe 1 Être marqué à droite (6,1%) ; sur l'axe 2 avoir fini ses études depuis plus de 25 ans (6,1%) et sur l'axe 3 d'avoir travaillé à Bruxelles (10,4%).

### Récapitulatif des questions posées et des codages effectués question par question.

#### Question 1 : état civil

Tranche d'âge : pour compenser l'absence de la date de naissance (49% chez les hommes et 51% chez les femmes), l'année d'obtention du diplôme et celle d'entrée dans la carrière professionnelle ont été utilisées pour estimer la classe d'âge.

	Naissance	Diplôme obtenu en	Premier métier en
27 – 46 ans	1968-1987	1990-2011	1988-2008
47 – 58	1956-1967	1973 – 2010	1973-1999
+ de 59 ans	1928-1955	1964-1989	1960-1991

Les personnes ayant été diplômées entre 1964 et 1972 ont été mis dans la classe des « +59 ». Celles ayant été diplômées après 2012 dans celle des « – de 46 ans ». En utilisant la même logique, celles qui avaient eu leur premier métier après 2008 figurent dans les « - 46 » et celles qui l'avaient eu avant 1973 dans les « +59 ».

#### Question 2 : les études suivies

Les codages ont tendu à retenir pour les « Juristes » les étudiants qui avaient effectué au moins une année d'études en droit ; la même règle a prévalu pour les « politistes » qui ont passé au moins une année de cursus de science politique à l'université (ou suivi un cursus d'IEP qui enseigne cette discipline). Les IEP de province n'ont pas été codés avec Sciences Po Paris tellement la place de Paris était surreprésentée. Ils sont dilués dans les disciplines reçues et les cursus suivis. Pour les Écoles de commerce, elles comprennent : HEC, EDHEC, Esse, IAE, Insee, ISG, ISC, Skema, Insead, Eslsca.

#### Question 3 : pratiques et visibilité des pratiques

Pour analyser cette dialectique de la visibilité des pratiques, ont été codées les publications faites par les auteurs qu'elles soient professionnelles ou non, qu'elles aient pris la forme d'un article, d'un roman comme la tenue régulière d'un blog. Même chose pour leur enregistrement qui ne fait pas la différence entre les deux chambres françaises ou l'UE même si l'Assemblée nationale tient le premier rôle. Pour ceux qui enseignent, le privé a été regroupé avec les grandes écoles. Pour les scandales, ils comprennent ceux qui ont été l'objet d'une campagne de presse les citant nommément. Pour l'appartenance à l'élite, elle a été retenue s'ils appartiennent à une famille connue pour ses activités en politique (famille réduite au conjoint et aux parents). La décoration retient toutes les médailles françaises (légion d'honneur comme les différents mérites). La variable sur la reconnaissance tient compte de ceux qui ont été cités dans la presse, de ceux qui bénéficient d'une notice biographique dans un annuaire ou ont obtenu un prix. Pour leur multipositionnalité, elle a été réduite à trois positions autres que le métier principal quand elles ont été tenues pendant le déroulé de la carrière. Leur ancienneté dans ces fonctions est réduite à +10 ans / - 10 ans car la médiane pour cette population se situait dans l'année 2004.

#### Question 4 : l'exercice du lobbying

La langue utilisée par les individus dans leurs notices a nécessité certaines traductions et simplifications. Les genres ou le nombre utilisés comme les versions anglaises n'ont pas été retenus, ce qui a fait par exemple coder sous un seul intitulé *public affairs* et affaires publiques, « chargée de » avec « chargé des relations institutionnelles ». Pour réduire les modalités, certaines simplifications ont également été opérées : des « relations avec les institutions » (étiquette rare), ou les relations parlementaires / conseiller parlementaire ont été retenues comme des « relations institutionnelles ». Les titres anglais ont été traduits : Account manager, manager ou supervisor sont sous « directeur ».

La principale difficulté tient dans la typologie utilisée pour les organisations pour lesquelles travaillent les individus. Cette population ne comportant pas de salariés et de permanents des syndicats de salariés (pour comprendre cette absence, voir le chapitre 2 notamment), elle repose sur une typologie à 6 classes (la dernière typologie utilisée à Washington est à 13 modalités, Schlozman, 2010 et 2012). Dans cette typologie, les agences et consultants indépendants comprennent les avocats. Les ordres professionnels ont été regroupés avec les organisations professionnelles de même que les associations, fondations, Ong, Think-Tanks et clubs ont été regroupés sous « organisation à but non lucratif ». De leur côté, les associations d'élus sont avec les institutions.

**Pour préciser l'activité exercée**, ceux qui « font *a priori* du lobbying » sont ceux qui possèdent un poste sans titre explicite mais sont en position d'en faire. Par exemple, un DG d'organisation professionnelle qui explique dans la presse professionnelle qu'il exerce de l'influence est considéré comme faisant *a priori* du lobbying, le même codage ayant été retenu pour un Directeur d'établissement public ayant par le passé exercé cette fonction et ayant sous son contrôle un pôle Affaires publiques avec lequel il reçoit les élus locaux. Pour tenter de trouver la frontière symbolique qui sépare le monde du lobbying de celui qui n'en fait pas, ceux qui *font a priori* ont été distingués de ceux qui *font pas a priori*. La différence peut paraître ténue. Le traitement statistique montre qu'elle est pertinente.

**Pour situer la place dans la carrière de la fonction de lobbying**, le codage a été le suivant : primo entrant (après avoir passé entre 0 à 3 ans ailleurs) ; jeunes reconvertis (4 à 14 ans d'expérience préalable) ; professionnels reconvertis (15 à 23 ans) ; senior reconvertis (24 ans et + d'expérience professionnelle).

**Pour la localisation géographique de leur activité professionnelle**, comme le premier tri montrait que seuls 0,7% disent travailler en même temps à Paris et Bruxelles. Cette modalité particulière n'a pas été codée. Les parisiens sont séparés des Bruxellois même si certains travaillent dans les deux capitales.

Pour la place dans la hiérarchie de l'organisation, la difficulté se trouve dans la modalité « Autres » : y figurent les élus comme les experts.

#### Question 5 : les étapes de la carrière en politique

La difficulté n'a pas uniquement tenu dans la gamme des postes occupés en politique. Il a fallu également objectiver le volume des compétences et de ressources que cela permettait d'attester. Pour prendre en compte la dimension institutionnelle et les ressources impliquées, des regroupements ont été nécessaires.

Dans le détail de certaines fonctions, le codage a opéré les regroupements qui suivent. Pour les ex-assistants parlementaires : les différents postes possibles ont été codés ensemble, qu'ils aient travaillé dans une des trois assemblées (CESER compris), qu'ils aient été affectés à un groupe ou à la présidence. Pour les ex-membres des cabinets : tous les cabinets ont été agrégés, ceux des secrétaires d'état, des ministres, du Premier ministre ou du Président de la République auxquels ont été joints les anciens directeurs d'administration centrale.

Dans la même logique, quelqu'un ayant travaillé à la direction de la communication d'un ministère a été regroupé avec les anciens membres des cabinets ministériels. Enfin, il a fallu fabriquer une modalité pour ceux qui avaient eu une expérience politique à l'étranger, en ambassade ou dans une représentation d'un État au sein d'une organisation internationale. Ces expériences ont été regroupées ensemble et servent à la fois à alimenter le capital politique et le capital international.

L'indicateur du **capital politique** a été composé en donnant des points à chaque expérience effectuée en politique. Ces points vont croissant : a minima se trouvent les postes d'assistants parlementaires, a maxima ceux de membres d'un cabinet ministériel et les mandats électifs. L'intermédiaire est composé des adhésions à des partis politiques, de la participation à des équipes de campagne et du travail dans les collectivités territoriales. Une fois le calcul effectué, cela décompose la variable « capital politique » en trois modalités. L'absence de capital politique (indice = 0), le capital politique d'auxiliaire politique (indice entre 1 et 5) et le capital de professionnel de la politique (plus de 6, le maximum atteint étant de 12 points). Ces trois modalités ont été fabriquées en comparant les lobbyistes devenus parlementaires et les parlementaires devenus lobbyistes avec les autres professionnels de la politique de cette population (les parlementaires ayant réglementé le lobbying notamment). La frontière entre les professionnels et les auxiliaires se situent entre 5 et 6 points et les cas tangents ont été vérifiés un par un pour coder dans l'une ou l'autre catégorie tous ceux qui étaient à + ou - 1 point d'une modalité différente de capital politique.

La variable sur **le marquage politique** peut prêter à discussion car faute de données systématiques sur les adhésions partisans et d'entretiens portant sur l'identification partisane, elle n'est logiquement pas disponible pour le plus grand nombre. Le marquage politique est donc un des points aveugles. Déjà parce que les opinions comme les engagements partisans sont peu mis en avant, en plus parce que pour préserver leur neutralité d'intermédiaires les postes occupés en politique ne sont pas toujours suffisamment précisés : un ancien assistant parlementaire ne dit pas toujours le nom de l'élu pour lequel il a travaillé comme un ancien membre d'un cabinet ministériel ne précise pas toujours la date d'entrée en fonction ou le nom du ministre. Les modalités retenues traduisent le fait que c'est bien un marquage dont il est question et il a été noté « à droite » quand la personne avait travaillé exclusivement avec des élus et des gouvernements de droite et « de gauche » quand les expériences étaient toutes aussi unilatérales. Cela n'empêche pas que ces personnes ne se déclareraient peut-être pas de droite ou de gauche mais qu'elles ont pu être ainsi étiquetées, d'où l'attention portée à la possible interaction entre ce marquage et les alternances. Ceux qui ont bifurqué professionnellement lors des **alternances politiques**, quittant les institutions pour intégrer le privé ou un poste non institutionnel, ont été retenus dans la catégorie de ceux qui ont subi une alternance, même si ce changement est intervenu six mois avant les élections. Ces variables ne sont pas idéologiques ou imputées, elles sont déduites des positions occupées et des changements dans les trajectoires vécues.

#### Question 6 : les étapes de la carrière dans la société civile

Pour ne pas faire tout reposer sur le capital politique, un indicateur de **capital de représentant d'intérêt** a été composé afin d'agréger les compétences et les ressources acquises lors des expériences en dehors du champ politique. Le postulat est que dans les trajectoires professionnelles, les postes occupés dans des champs différents ont fait acquérir des capacités à représenter des intérêts. Les six espaces sont : le consulting, l'entreprise, l'associatif, les médias, le secteur public qui comprend notamment les salariés de la SNCF, RATP, ERDF, GRDF et RTE, les organisations professionnelles, le barreau. Un seul individu de cette population est passé par ces six espaces.

#### Question 7 : le capital international

Ce capital agrège des expériences universitaires, les études à l'étranger, aux expériences institutionnelles de représentation de la France à l'étranger (ambassade, consulat, représentation permanente), au passage dans les institutions européennes ou au travail à Bruxelles pour une organisation non politique.

## Récapitulatif de la contribution des différentes questions aux axes de l'espace du lobbying.

Les questions	Les variables	Actives ou Supplémentaires ?	Modalités traitées comme supplémentaires	Axe 1	Axe 2	Axe 3
Quels individus ?	Q1. Sexe	Active	Aucune		0	
	Q1. Tranche d'âge	Active	Décédé	0	0	0
Quelle formation ?	Q2 Nombre de diplômes	Active	Non réponse			0
	Q2. Passé par Sciences Po' Paris ?	Active	Non réponse			
	Q2 Coursus suivi	Active	Cursus secondaire Non réponse		0	
	Q2 Passé par une école de commerce ?	Active	Non réponse		0	
	Q2 Passé par une école de journalisme ?	Active	Non réponse			
	Q2 Coursus à dominante public ou privé ?	Active	Non réponse		0	
	Q2 Quelle discipline ?	Active	Non réponse			
	Q2 Sont-ils juristes ?	Active	Non réponse	0		
	Q2 Sont-ils politistes ?	Active	Non réponse		0	
	Q2 Sont-ils marqués par d'autres SHS ?	Active	Non réponse			
	Q2 Sont-ils scientifiques ?	Active	Non réponse			
	Q2 Sont énarques ou X ?	Supplémentaire				
	Q2 Quel niveau de diplôme ?	Active	Bac et – Non réponse			
	Q2 Durée depuis le dernier diplôme ?	Active	Non réponse	0	0	0
	Q2 Ont suivi de la formation continue ?	Active	Non réponse			
	Q2 Ont étudié principalement où ?	Active	À l'étranger Non réponse	0		0
Q2 Lieux des études à l'étranger ?	Active	Non réponse		0	0	
Quelle reconnaissance ?	Q3 Ont enseigné ?	Active	Aucune		0	
	Q3 Ont publié ?	Active	Aucune		0	0
	Q3 Enregistré ?	Active	Aucune			0
	Q3 Présent sur internet	Active	Aucune	0		
	Q3 Reconnu	Active	Aucune	0		
	Q3 Décoré	Active	Non réponse	0		
	Q3 Lié à des membres de l'élite	Supplémentaire				
	Q3 Autres positions (1, 2, 3)	Active (1) Supplémentaires (2 ; 3)	Activités politiques Autres activités Non réponse			0
	Q3 Nombre de positions	Active	Non réponse			0
	Q3 Titre dans les autres positions	Active	Non réponse			0
	Q3 Durée de l'engagement	Active	Non réponse			
	Q3 Objet d'un scandale ?	Supplémentaire				
Q3 Décoré ?	Active	Non réponse				
Quelle place au	Q4 Quelle carrière ?	Active	Non réponse	0		0

<b>travail ?</b>	<b>Q4 Durée de la carrière</b>	Active	Non réponse	0		0
	<b>Q4 Organisation et cadre de travail</b>	Active	Institution et association d'élus Organisations sans but lucratif Non réponse			
	<b>Q4 Place dans la hiérarchie</b>	Active	Autres Non réponse			0
	<b>Q4 Activité exercée</b>	Active	Aucune			0
	<b>Q4 Durée d'exercice du lobbying ?</b>	Active	Non réponse			0
	<b>Q4 Lieu d'exercice professionnel</b>	Active	Bruxelles Reste du monde Non réponse			
<b>Quelle expérience politique ?</b>	<b>Q5 Nature du capital politique</b>	Active	Capital politique de professionnel	0		0
	<b>Q5 Expérience politique antérieure ?</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Assistant parlementaire</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Membre d'un cabinet ministériel</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Membre d'une collectivité territoriale</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Membre d'un parti ou candidat</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Expérience dans la diplomatie et l'UE</b>	Active	Non réponse			0
	<b>Q5 Sont marqués politiquement ?</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Ont été touchés par les alternances ?</b>	Active	Non réponse	0		
	<b>Q5 Quels mandats détenus (1, 2, 3) ?</b>	Active (1) Supplémentaires (2 ; 3)	Candidat Député Élu territorial Non réponse	0		
<b>Quelles autres expériences professionnelles ?</b>	<b>Q6 Quel représentant d'intérêts ?</b>	Active	Non réponse			0
	<b>Q6 En agences</b>	Active	Non réponse			
	<b>Q6 En entreprises</b>	Active	Non réponse			
	<b>Q6 En association</b>	Active	Non réponse			
	<b>Q6 Dans le secteur public</b>	Active	Non réponse			
	<b>Q6 Les médias</b>	Active	Non réponse			0
	<b>Q6 En organisation professionnelle</b>	Active	Non réponse			
	<b>Q6 En cabinet d'avocat</b>	Supplémentaire				
<b>Quelles ressources internationales ?</b>	<b>Q7 études hors de France</b>	Active	Non réponse			0
	<b>Q7 Ont travaillé à Bruxelles</b>	Active	Non réponse			0
	<b>Q7 Capital international ?</b>	Active	Non réponse			0

Ce tableau indique les variables dont une modalité au moins est supérieure à la contribution moyenne (0,75% pour cette population).

Explications : quelles variables actives, quelles supplémentaires ?

À la différence du traitement effectué pour le marché du lobbying où les non réponses étaient une information permettant d'avoir une modalité de l'invisibilité, cette population ne permet de transformer en variable les non réponses sur les carrières étudiantes ou professionnelles car il n'y a pas d'obligation juridique imposant de déclarer ces informations. Une fois les taux de non-réponses réduits au maximum, deux types de modalités ont été placées en supplémentaires et ne



contribuent pas à la définition des axes de l'espace mais sont néanmoins projetés sur lui. Ces modalités sont toutes les non réponses et toutes celles qui sont <5%.

Tableau. Les modalités qui contribuent au-dessus de la moyenne à l'espace du lobbying.

Libellé	Poids relatif (en %) Axe 1	Contribution à l'Axe 1 34 Modalités 85,25%	Poids relatif (en %) axe 2	Contribution à l'axe 2 38 Modalités	Poids relatif (en %) axe 3	Contribution à l'axe 3 33 Modalités
Q1 Sexe						
Femme			0,8	0,785		
Q1 Tranches d'âge						
Moins de 46 ans			0,4	1,928		
47 à 58	0,3	1,665				
59ans et +	0,3	0,803	0,3	5,724	0,3	0,936
Âge non connu	0,9	1,159	0,9	0,908		
Q2 Coursus						
Grandes écoles			0,4	1,025		
Q2 Nombre de diplômes						
1diplom					0,6	1,676
3diplom+					0,4	3,806
Q2 Ont fait : du droit						
Juriste	0,6	0,818				
Q2 Ont fait : Une école de commerce						
École de commerce			0,2	1,304		
Q2 Quel cursus ?						
Cursus hors université			0,5	1,437		
Q2 Ont fait : de la science politique ?						
Politiste			0,3	1,677		
Q2 ont fini leurs études depuis ?						
Depuis- 10 ans	0,3	1,034	0,3	1,063	0,3	2,173
Depuis 10 à 15 ans			0,3	1,063		
Depuis 16 à 25 ans					0,5	2,119
Plus de 25 ans	0,6	1,394	0,6			
Q2 Lieu principal d'études						
Province					0,2	0,863
Q2 et Q7 Ont étudié hors de France						
Études dans l'UE	0,2	0,782	0,2	1,032	0,2	4,668
Étude en France					1,5	0,827
Études dans le reste					0,1	2,617
Q3 ont publié ?						
Ont une publication			0,2	0,790		
X publications			0,1	0,809	0,1	1,379
Q3 Enseigne ?						
Enseigne en Grde école			0,1	0,750		
Q3 Enregistré ?						
Enregistré					0,3	1,030
Q3 Nombre de positions dans la société ?						
			0,1	1,468	0,1	2,064
Q3 La première position autre est ?						
Organisations à but non					0,1	1,369

lucratif						
Q3 Possède au moins un titre de prestige						
Position de dirigeant			0,3	1,205	0,3	1,687
Q3 cité dans la presse ou primé						
Non reconnu	1,3	0,960				
Reconnu	0,6	2,098	0,6	1,361		
Q3 Décoré						
Décoré	0,1	2,494	0,1	1,552		
Q3 Trouvable sur internet						
Pas sur internet	0,4	0,993				
Q4/Q3 Qu'exercent-ils ?						
Font <i>a priori</i> du lob					0,5	1,628
Font du lobbying					0,9	1,074
Q4 Durée de la vie active						
11 à 20 ans vie active					0,5	0,995
21 à 30 ans vie active					0,4	0,964
Plus de 30 ans de vie	0,3	1,137			0,3	1,754
Vie active de - 10 a	0,3	1,217			0,3	1,550
Q4 Place dans la hiérarchie						
Attaché, chargé, conseiller			0,3	1,325		
Consultant			0,2	0,954	0,2	1,415
Président			0,2	3,833	0,2	0,942
Q4 Durée de la vie active						
11 à 20 ans vie active			0,5	1,045		
Plus de 30 ans de vie			0,3	5,814		
Vie active de - 10 a			0,3	3,561		
Q4 Exercent le lobbying depuis ?						
Moins de 10 ans dans			0,5	2,028	0,5	1,446
Plus de dix ans dans			0,8	2,138		
Q4 Quelle carrière ?						
Primo entrant	0,5	1,668				
Professionnels reconnus	0,1	0,748				
Seniors reconvertis			0,1	2,544	0,1	1,150
Q5 Ont une expérience politique ?						
Ont eu une telle expérience	0,9	5,101	0,9	2,087		
Pas d'expérience politique	0,9	4,835	0,9	2,034		
Q5 Ex-assistant parlementaire ?						
Ex assistant parlementaire	0,5	2,807	0,5	3,086		
Pas AP	1,4	0,862	1,4	1,002		
Q5 ex-Cabinet ?						
Ex Cab Ministériel	0,4	5,316				
Pas Cab Mi	1,4	1,507				
Q5 Ex-Collectivités ?						
Ex Col Territoriale	0,2	1,117	0,2	1,032		
Q5 Partis et élections						
Ni parti ni élection	1,6	0,856				
Parti ou campagne	0,3	5,187				
Q5 une expérience d' élu ?						

Élu	0,1	4,687				
Q5 Diplomatie et UE ?						
MAE ou UE					0,1	10,315
Q5 Capital politique						
Capital politique d'auxiliaire	0,8	3,321	0,8	2,062	0,1	10,315
Pas de capital politique	1,0	4,805	1,0	1,948		
Q5 ont été marqués en politique ?						
À Droite	0,4					
À Gauche	0,1	1,157				
Non marqué politiquement	1,0	4,371	1,0	1,621		
Q5 Concerné par les alternances ?						
Alternance sans effet	0,4	5,579				
A subi une alternance	0,1	2,184				
Pas concerné	1,4	2,703				
Q5 Quel est le premier mandat politique obtenu ?						
Conseiller municipal	0,1	3,789				
Q6 Ont travaillé dans les médias ?						
Ex journaliste					0,2	1,132
Q6 Quel représentant d'intérêt ?						
Pas représentant d'intérêt			0,3	1,447		
Professionnel de la représentation			0,2	1,324	0,2	2,002
Q7 capital international						
Internationalisés					0,3	4,341
Nationaux					1,5	3,032
Professionnel de l'international					0,1	9,898
Q7 Expérience à Bruxelles ?						
A travaillé à Bruxelles					0,2	
Pas travaillé à Bruxelles					1,6	1,096

## Tris à plat des variables utilisées pour étudier la population de lobbyiste (sur la population globale n=764 et la population en activité n=717)

### Q1 Morphologie de la population

Variables / modalités	Effectifs	%		
<b>Actif</b>	717	93,8		
<b>Supplémentaire</b>	47	6,2		
<b>Ensemble</b>	764	100,0		
<b>Q1 sexe</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Actifs</b>	<b>%</b>
<b>Fem</b>	315	41,2	302	42,1
<b>Hom</b>	449	58,8	415	57,9
<b>Ensemble</b>	764	100,0	717	100,0
<b>Q1 Tranche d'âge</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
<b>47 à 58</b>	118	30,8	114	31,6
<b>59ans et +</b>	117	30,5	110	30,6
<b>Moins 46 ans</b>	139	36,3	136	37,8
<b>décédé</b>	9	2,4	0	0
<b>Ensemble</b>	383	100,0	360	100,0
<b>âge non connu</b>	381	49,9	357	49,8

## Q2 Carrière étudiante

<b>Q2 Nombre de diplômes</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
1diplom	241	33,6	229	33,7
2diplom	332	46,2	315	46,3
3diplom+	145	20,2	136	20
Ensemble	718	100,0	680	100,0
Diplôme non connu	46		37	
<b>Q2 dont ScPo PARIS</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Pas Sc Po' Paris	622	81,4	585	81,6
Sc Po' Paris	142	18,6	132	18,4
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q2 cursus</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Grandes écoles	156	21,7	145	21,3
Mixte	226	31,5	214	31,5
secondaire	15	2,1	15	2,2
Supérieur	321	44,7	306	45
Ensemble	718	100,0	680	100,0
Cursus non connu	46	6	37	5,2
<b>Q2 Ecole de commerce</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
école de commerce	97	13,5	90	13,2
Pas d'école de commerce	621	86,5	590	86,8
Ensemble	718	100,0	680	100,0
Diplôme non connu	46	6,0	37	5,2
<b>Q2 Journalisme, communicaiton</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ecole de journalisme	56		54	
Pas d'école de journalisme	662		626	
Ensemble	718	100,0	680	100,0
Diplôme non connu	46	6,0	37	5,2
<b>Q2 Université</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Cursus à dominante public	506		481	
Cursus hors université	211		198	
Ensemble	717	100,0	679	100,0
Cursus inconnu	47	6,2	38	5,3
<b>Q2 Ont fait du droit</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Juriste	229		214	
Non juriste	486		463	
Ensemble	715	100,0	677	100,0
Discipline non connue	49	6,4	40	5,6
<b>Q2 Ont fait de la science politique</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Non politiste	581		550	
Politiste	134		127	
Ensemble	715	100,0	677	100,0
Discipline non connue	49	6,4	40	5,6
<b>Q2 Ont fait d'autres sciences humaines</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Autres sciences humaines	242		230	
Pas d'autres sciences humaines	474		448	
Ensemble	716	100,0	678	100,0
Discipline non connue	48	6,3	39	5,4
<b>Q2 Ont fait des disciplines scientifiques</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Non scientifiques	677		640	
Scientifiques	39		38	
Ensemble	716	100,0	678	100,0

Discipline non connue	48	6,3	39	5,4
<b>Q2 Ont fait l'ENA, X?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
écoles du pouvoir	26		23	
Pas d'école du pouvoir	693		657	
Ensemble	719	100,0	680	100,0
Diplôme non connu	45	5,9	37	5,2
<b>Q2 Niveau de diplôme</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Bac et -	15		15	
Doctorat	40		36	
Licence	53		52	
Master	553		521	
Ensemble	661	100,0	624	100,0
niveau de diplômé inconnu	103	13,5	93	13,0
<b>Q2 ont fini leurs études depuis?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Depuis 10 à 15 ans	121		117	
Depuis- 10 ans	117		111	
Depuis 16 à 25 ans	198		183	
Plus de 25 ans	228		218	
Ensemble	664	100,0	629	100,0
Date dernier diplôme inconnue	100	13,1	88	12,3
<b>Q2 Formation continue</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Formation continue	81		79	
Pas de FC	642		605	
Ensemble	723	100,0	684	100,0
Donnée non précisée	41	5,4	33	4,6
<b>Q2 Lieu principal d'études</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
étranger	10		6	
Paris	383		367	
Paris Province	53		51	
Province	101		95	
Ensemble	547	100,0	519	100,0
Lieu étude non précisé	217	28,4	198	27,6

### Q3 Activités dans le champ du pouvoir

<b>Q3 Ont publié?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ont une publication	66	8,6	63	8,8
Pas de publication	641	83,9	606	84,5
X publications	57	7,5	48	6,7
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Sont enregistrés?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Enregistré	134	17,5	128	17,9
Non enregistré	630	82,5	589	82,1
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Enregistrés où?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
AN	107	14,0	107	14,9
AN/Sénat	2	0,3	2	0,3
Non enregistrés	631	82,6	590	82,3
PE - AN	6	0,8	6	0,8
Sénat	11	1,4	11	1,5
UE	7	0,9	1	0,1
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Enseignent?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Enseigne en Gdre école et/ou privé	61	8,0	54	7,5
Enseigne surtout dans le public	59	7,7	53	7,4
N'enseigne pas	644	84,3	610	85,1
Ensemble	764	100,0	717	100,0

<b>Q3 Autres positions n°1</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Activités politiques et syndicales (1)	27		26	
Autre activité professionnelle (1)	14		13	
Organisations à but non lucratif (1)	44		42	
Syndicats professionnels (1)	333		305	
Ensemble	418	100,0	386	100,0
Autres positions (1) inconnues	346	45,3	331	46,2
<b>Q3 Autres positions 2</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Activités politiques et syndicales (2)	29		27	
Autre activité professionnelle (2)	31		31	
Organisations à but non lucratif (2)	35		33	
Syndicats professionnels (2)	49		43	
Ensemble	144	100,0	134	100,0
Autres positions (2) inconnues	620	81,2	583	81,3
<b>Q3 Autres positions 3</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Activités politiques et syndicales (3)	8		8	
Autre activité professionnelle (3)	10		10	
Organisations à but non lucratif (3)	16		13	
Syndicats professionnels (3)	15		12	
Ensemble	49	100,0	43	100,0
Autres positions (3) inconnues	715	93,6	674	94,0
<b>Q3 Autres positions 4</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Activités politiques et syndicales (4)	6		6	
Autre activité professionnelle	1		1	
Organisations à but non lucratif (4)	2		1	
Syndicats professionnels (4)	6		5	
Ensemble	15	100,0	13	100,0
Autres positions (4) inconnues	749	98,0	704	98,2
<b>Q3 Nombre de positions</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
1 seule position	276		254	
2 positions	94		90	
3 positions et +	48		42	
Ensemble	418	100,0	386	100,0
Autres positions inconnues	346	45,3	331	46,2
<b>Q3 Possède au moins un titre de prestige?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Position de dirigeant	108		103	
Simple membre	310		283	
Ensemble	418	100,0	386	100,0
Autres positions inconnues	346	45,3	331	46,2

<b>Q3 Ancienneté dans l'engagement</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Moins 10 ans d'engagement	40		38	
Plus de 10 ans d'engagement	48		45	
Ensemble	88	100,0	83	100,0
Durée d'engagement non connue	676	88,5	634	88,4
<b>Q3 Objet d'un scandale ou d'un procès</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Concerné par un scandale	24	3,1	22	3,1
Sans scandale	740	96,9	695	96,9
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Cités dans la presse ou primés</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Non reconnus	520	68,1	492	68,6
Reconnus	244	31,9	225	31,4
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Décorés</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Décorés	61	8,0	52	7,3
Non décorés	703	92,0	665	92,7
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Lié à des élites (famille, ami)</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Membre de l'élite	34	4,5	31	4,3
Pas membre des élites	730	95,5	686	95,7
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q3 Trouvable sur internet</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Pas sur internet	177	23,2	162	22,6
Sur internet	587	76,8	555	77,4
Ensemble	764	100,0	717	100,0

#### Q4 Le métier de lobbyiste

<b>Q4. Cadre de travail</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Agence et consultants indépendants	377	49,3	365	50,9
Entreprise	149	19,5	138	19,2
Institution et association d'élus	39	5,1	35	4,9
Organisations et ordres professionnels	85	11,1	79	11,0
Organisations sans but lucratif	22	2,9	21	2,9
Plus en fonction	9	1,2	0	0,0
Secteur public	83	10,9	79	11,0
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q4 place dans la hiérarchie</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Attaché, chargé, conseiller	103	13,5	100	13,9
Autres	26	3,4	22	3,1
Consultant	84	11,0	80	11,2
Directeur	462	60,5	438	61,1
Président	80	10,5	77	10,7
Plus de poste connu	9	1,2	0	0,0
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q4 Qu'exercent-ils?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Font a priori du lobbying	206	27,0	206	28,7

Font du lobbying	383	50,1	355	49,5
Ne font pas a priori de lobbying	96	12,6	96	13,4
Ne font pas de lobbying	79	10,3	60	8,4
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q4 Où exercent-ils principalement?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Bruxelles et UE	49		21	
Paris	650		642	
Province	44		41	
Reste du monde	10		10	
Ensemble	753	100,0	714	100,0
Lieu d'exercice inconnu	11	1,4	3	0,4
<b>Q4 Exercent le lobbying depuis?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Moins de 10 ans dans le lobbying	218		200	
Plus de dix ans dans le lobbying	331		319	
Ensemble	549	100,0	519	100,0
Durée d'activité de lobbying inconnue	215	28,1	198	27,6
<b>Q4 Durée de la vie active</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
11 à 20 ans vie active	225		209	
21 à 30 ans vie active	154		148	
Plus de 30 ans de vie active	109		103	
Vie active de - 10 ans	114		110	
Ensemble	602	100,0	570	100,0
Durée vie active inconnue	162	21,2	147	20,5
<b>Q4 Quelle carrière</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Jeunes reconvertis	187		179	
Primo entrant	202		189	
Professionnels reconvertis	43		42	
Seniors reconvertis	43		39	
Ensemble	475	100,0	449	100,0
Carrière incomplète	289	37,8	268	37,4
<b>Q5 La carrière politique</b>				
<b>Q5 Ont une expérience politique?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
ont eu une expérience politique	368		346	
Pas d'expérience politique	378		354	
Ensemble	746	100,0	700	100,0
Trajectoire inconnue	18	2,4	17	2,4
<b>Q5 Ex-assistant parlementaire?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ex assistant parlementaire	180		172	
pas AP	566		528	
Ensemble	746	100,0	700	100,0
Trajectoire au Parl. inconnue	18	2,4	17	2,4
<b>Q5 ex-Cabinet?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ex Cab Mi	170		160	
pas Cab Mi	575		540	



Ensemble	745	100,0	700	100,0
Trajectoire Gal inconnue	19	2,5	17	2,4
<b>Q5 Ex-Collectivités?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ex Col Terri	83		76	
Pas en Col Terri	662		624	
Ensemble	745	100,0	700	100,0
Trajectoire en CL inconnue	19	2,5	17	2,4
<b>Q5 Partis et élections</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ni parti ni élection	633		596	
Parti ou campagne	112		104	
Ensemble	745	100,0	700	100,0
Trajectoire Part. inconnue	19	2,5	17	2,4
<b>Q5 élu?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
élu	58		51	
Non élu	687		649	
Ensemble	745	100,0	700	100,0
Trajectoire élec. inconnue	19	2,5	17	2,4
<b>Q5 Diplomatie et UE?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
MAF ou UE	42		37	
Ni MAF ni UE	702		662	
Ensemble	744	100,0	699	100,0
Trajectoire en RI inconnue	20	2,6	18	2,5
<b>Q5 Capital politique</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Capital politique d'auxiliaires	336	44,0	319	44,5
Capital politique de professionnels	36	4,7	30	4,2
Pas de capital politique	392	51,3	368	51,3
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q5 Ont été marqués à Droite/Gauche</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Droite	173		164	
Gauche	51		47	
Non marqué politiquement	391		365	
Ensemble	615	100,0	576	100,0
Marquage politique inconnu	149	19,5	141	19,7
<b>Q5 Reconversion après alternance</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Alternance sans effet	152	19,9	146	20,4
A subi une alternance	41	5,4	40	5,6
Pas concerné par les alternances	571	74,7	531	74,1
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q5 Mandat politique 1</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Candidat	14	1,8	13	1,8
Conseiller municipal	40	5,2	39	5,4
Député	8	1,0	4	0,6
élu territorial	9	1,2	8	1,1
Pas de 1er mandat	693	90,7	653	91,1
Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q5 Mandat politique 2</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Candidat	6	0,8	6	0,8
Conseiller municipal	12	1,6	11	1,5
Député	2	0,3	1	0,1
élu territorial	4	0,5	2	0,3
Pas de 2nd mandat	740	96,9	697	97,2

Ensemble	764	100,0	717	100,0
<b>Q5 Mandat politique 3</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Candidat	2	0,3	2	0,3
Conseiller municipal	2	0,3	1	0,1
Député	1	0,1	1	0,1
élu territorial	5	0,7	3	0,4
Pas de 3e mandat	754	98,7	710	99,0

### Q6 Trajectoires professionnelles

<b>Q6 En Agence?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
A travaillé en agence	350		327	
Pas travaillé en agence	397		375	
Ensemble	747	100,0	702	100,0
Trajectoire inconnue	17	2,2	15	2,1
<b>Q6 En entreprise?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
A travaillé en entreprise	273		262	
Pas travaillé en entreprise	473		439	
Ensemble	746	100,0	701	100,0
Trajectoire inconnue	18	2,4	16	2,2
<b>Q6 Dans une association?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
A travaillé dans une asso	56		52	
N'a pas travaillé en Asso	690		649	
Ensemble	746	100,0	701	100,0
Trajectoire inconnue	18	2,4	16	2,2
<b>Q6 Les médias</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ex journaliste	70		63	
Pas ex journaliste	677		639	
Ensemble	747	100,0	702	100,0
Trajectoire inconnue	17	2,2	15	2,1
<b>Q6 Dans le public</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
A travaillé dans le public	130		116	
Pas travaillé dans le public	616		585	
Ensemble	746	100,0	701	100,0
Trajectoire inconnue	18	2,4	16	2,2
<b>Q6 en organisation professionnelle</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ex d'orga prof	121		114	
Pas ex en orga pro	626		588	
Ensemble	747	100,0	702	100,0
Trajectoire inconnue	17	2,2	15	2,1
<b>Q6 dans un cabinet d'avocat?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Ex avocat	20		16	
Pas avocat	727		686	
Ensemble	747	100,0	702	100,0
Trajectoire inconnue	17	2,2	15	2,1
<b>Q6 Quel représentant d'intérêt?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Pas représentant d'intérêts	111	14,5	105	14,6
Professionnel de la RI	71	9,3	64	8,9
Représentant d'intérêts	582	76,2	548	76,4
Ensemble	764	100,0	717	100,0

**Q7 Expériences  
internationales**

<b>Q7 Ont étudié hors de France</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
études en France	586		562	
études dans l'UE	68		60	
études dans le reste du monde	40		36	
<b>Ensemble</b>	<b>694</b>	<b>100,0</b>	<b>658</b>	<b>100,0</b>
<b>Pays d'études inconnu</b>	<b>70</b>	<b>9,2</b>	<b>59</b>	<b>8,2</b>
<b>Q7 capital international</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
Internationalisés	126	16,5	110	15,3
Nationaux	593	77,6	568	79,2
Prof de l'international	45	5,9	39	5,4
<b>Ensemble</b>	<b>764</b>	<b>100,0</b>	<b>717</b>	<b>100,0</b>
<b>Q7 A Bruxelles?</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>	<b>Effectifs</b>	<b>%</b>
A travaillé à Bruxelles	92		76	
Pas travaillé à Bruxelles	653		623	
<b>Ensemble</b>	<b>745</b>	<b>100,0</b>	<b>699</b>	<b>100,0</b>
Trajectoire à B. inconnue	19	2,5	18	2,5